

COMPTES RENDUS. HISTOIRE ET LITTÉRATURE

Éditions de l'EHESS | « [Annales. Histoire, Sciences Sociales](#) »

2010/2 65e année | pages 471 à 521

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713222405

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2010-2-page-471.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus. Histoire et Littérature », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2010/2 (65e année), p. 471-521.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Franco Moretti

Graphes, cartes et arbres. Modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature
trad. par É. Dobenesque, Paris, Les
Prairies ordinaires, [2005] 2008, 144 p.

À l'heure où l'on cherche dans le domaine francophone non plus seulement à « dépasser », mais à s'affranchir de l'opposition entre interprétation interne et explication externe des textes littéraires, la traduction française de l'ouvrage de Franco Moretti est à la fois bienvenue et déroutante. Elle est bienvenue parce qu'elle s'inscrit dans un effort récent d'importation de textes majeurs des études littéraires anglo-saxonnes, dont plusieurs furent lus dans leur version originale par les chercheurs francophones, mais dont la parution en français s'accompagnera sans doute d'un enrichissement salutaire de leurs références intellectuelles communes. Elle est surtout déroutante dans la mesure où elle donne à lire les développements contemporains d'une veine théorique qui n'a jamais véritablement « pris » dans les pays de langue française et qui se révèle tout à coup être à l'origine d'un programme de recherche ambitieux et d'ores et déjà fécond.

Les travaux de Raymond Williams, d'Edward P. Thompson (sur la littérature, et notamment sur William Blake), de Fredric Jameson, de l'Italien Galvano Della Volpe ou du Brésilien Roberto Schwarz n'ont joui, au mieux, que d'une postérité confidentielle dans les études littéraires francophones (même si l'on peut espérer de la traduction récente de quelques-uns de leurs ouvrages qu'elle favorisera leur reconnaissance). Et voici qu'un chercheur actif à Rome, Salerne et Vérone dans les années 1960-1970, émigré aux États-Unis à la fin des années 1980 à l'université de Columbia

(1990-1999) puis à Stanford (depuis 2000), prolonge cet héritage presque inconnu de nous dans des directions qui s'éloignent en outre radicalement de la *comparative literature* et des *postcolonial studies* : est-il dès lors surprenant que les travaux de F. Moretti détonnent dans la plupart des études littéraires de tradition nationale ? Ou, pour le dire dans les termes de Laurent Jeanpierre qui signe la préface : les propositions de F. Moretti pourront-elles « muter sur le sol français » (p. 27) ?

Il y a des raisons d'être optimiste. La première tient à l'ambition qu'a F. Moretti de rapatrier les études littéraires dans les sciences sociales. Son ouvrage est succinct, mais il regorge de références aux historiens de l'école des *Annales*, aux spécialistes de la géographie humaine ou aux sociologues des sciences. C'est dire qu'à défaut d'être pleinement entendu par les critiques littéraires, si cela devait arriver, il pourra tout au moins être compris par les innombrables chercheurs en sciences sociales qui voient dans la littérature un matériau susceptible de nous éclairer sur les processus sociaux.

Les sciences naturelles ne sont pas en reste, puisque F. Moretti n'hésite pas à convoquer dans la dernière partie de l'ouvrage la théorie de l'évolution (telle que l'ont reformulée des savants comme Ernst Mayr ou Stephen Jay Gould). On aurait tort d'y soupçonner un relent de positivisme marxiste, le rêve d'une science objective de la littérature calquée sur les sciences « dures ». Il s'agit bien d'un rêve, mais d'un autre ordre : celui de voir les études littéraires adopter une conception du travail savant qu'on trouve à l'œuvre ailleurs et qui se confond avec des enquêtes collectives avides d'épreuves empiriques et soucieuses d'ajuster leurs hypothèses aux résultats les plus inatten-

du. Rien ne semble en effet rebuter davantage F. Moretti que les systèmes théoriques clos sur eux-mêmes, sans doute parce qu'il y a chez lui une répugnance à refuser à ses objets une sorte de droit de réponse et peut-être aussi, tout simplement, par crainte de s'ennuyer : « des problèmes sans solution, c'est exactement ce dont nous avons besoin dans un champ comme le nôtre, où nous avons l'habitude de ne poser que les questions pour lesquelles nous avons déjà une réponse » (p. 60).

Une autre raison d'être optimiste quant à la réception de cet ouvrage découle ainsi du plaisir malicieux avec lequel l'auteur réfléchit sur ses erreurs passées et sur les réfutations que les différents corpus ont infligées à ses intuitions de départ. Il y a dans ces pages une joie contagieuse d'expérimentateur, et presque un humour de la recherche, qui éclaire le style d'écriture si particulier de F. Moretti, à la fois ferme dans ses affirmations et sceptique vis-à-vis de ses résultats, précis dans ses allusions et avare d'érudition.

La dernière raison d'être optimiste est la plus cruciale, puisqu'elle a trait à cette histoire morphologique de la littérature que l'auteur appelle de ses vœux, et dont il fournit des aperçus convainquants dans les trois parties qui composent l'ouvrage. De quelle littérature s'agit-il ? Du roman, principalement, dont F. Moretti est aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes¹. Mais c'est « le roman » tel qu'il émerge de l'analyse des transformations historiques de ses « genres », et non tel que le définit l'hypothèse de l'un de ceux-ci : « toutes les grandes théories du roman ont précisément réduit le roman à une seule forme fondamentale (réalisme, dialogisme, *romance*, méta-romans...); et si cette réduction leur a conféré élégance et efficacité, elle a également effacé les neuf dixièmes de l'histoire littéraire » (p. 64). En quoi l'histoire morphologique consiste-t-elle au juste ? Elle privilégie les procédés, si chers aux formalistes russes, ainsi que les genres, plutôt que les textes ou les discours ; la modélisation et la mise en série plutôt que la microlecture ou l'herméneutique ; l'abstraction des éléments significatifs des œuvres plutôt que leur extraction.

La première partie donne le ton. Il y est question des cycles de production du roman

entre le XVIII^e et le XX^e siècle en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, au Japon et au Nigeria. L'histoire quantitative révèle des « booms » éditoriaux similaires mais décalés dans l'ensemble de ces pays. Plus encore, elle met au jour des périodes successives d'effervescence dans plusieurs d'entre eux, entrecoupées parfois de rechutes relatives du nombre des titres publiés. Aux yeux de F. Moretti, cette succession de cycles a des effets structurels sur le statut, la nature et la classification des formes romanesques : le premier « boom » fait du roman un bien culturel si disponible et si varié qu'il acquiert la légitimité d'une référence collective ; le deuxième crée une situation de concurrence où la description du contemporain devient le terrain d'une lutte économique et symbolique entre les romanciers ; le troisième redistribue la pléthore des productions romanesques qui la constitue en niches de genres « spécialisés » (p. 40). Les cycles forment donc l'« écosystème » historique des genres, et ces derniers en sont les « incarnations morphologiques » (p. 51). Autrement dit, les formes romanesques ont une historicité qui leur est propre et dont le tempo bat tous les 25 ou 30 ans : « je conclus donc ici sur une note de perplexité : faute de mieux, une sorte de mécanisme générationnel semble la meilleure manière de rendre compte de la régularité du cycle de la production romanesque – mais ce concept de 'génération' est lui-même très discutable. À l'évidence, nous devons faire mieux » (p. 55).

La deuxième partie analyse le schème spatial circulaire des *village stories* (première moitié du XIX^e siècle) en les rapportant à une interprétation idéologique des bouleversements sociaux nés de la législation sur les enclosures. F. Moretti y suit les transformations du genre et de son rapport à l'espace, pour y découvrir la fragilisation progressive d'une économie de subsistance autocentrée et l'émergence, à l'horizon de la matrice narrative des promenades *autour* d'un village donné, de centres régionaux de production industrielle, d'une division territorialisée du travail à l'échelle nationale et de circuits d'échanges coloniaux. L'abstraction opérée dans cette partie conduit donc à envisager les genres romanesques dans leur dimension politique, c'est-

à-dire comme des schèmes collectifs d'interprétation des processus sociaux. L'approche morphologique croise ici une histoire sociale de la littérature déjà familière, si bien que cette partie s'avère moins surprenante que les deux autres.

La troisième partie est passionnante, mais elle pourrait braquer un lecteur réticent à voir appliquée la théorie de l'évolution à des œuvres artistiques. L'on n'a toutefois pas affaire à un darwinisme simplifié et commode, mais à des considérations sur l'évolution des genres romanesques inspirées des théoriciens les plus nuancés de la théorie darwinienne. Ce détour heuristique a pour première conséquence de réfuter l'idée commune selon laquelle un texte exemplaire pourrait résumer les traits d'un genre romanesque. *Wilhelm Meister* n'est pas le paragon du *Bildungsroman*, car le roman de formation est, comme tout genre, « un 'spectre de diversité' abstrait, dont aucun texte singulier ne pourra jamais représenter la multiplicité interne » (p. 108). C'est rendre à l'histoire sa part de tâtonnements et de réussites hasardeuses : comme le montre admirablement F. Moretti sur le cas du roman policier britannique au tournant du XX^e siècle, il n'y a pas d'œuvre qui accomplisse un genre, mais des constellations de textes d'où surgit tout à coup une formule qui met les lecteurs d'accord et inspire les écrivains ultérieurs.

La théorie de l'évolution, augmentée de l'idée que les processus culturels ne se contentent pas de diverger comme les espèces vivantes, mais qu'ils convergent et se combinent, permet en outre, selon F. Moretti, de cartographier la circulation mondiale des formes littéraires, leurs transferts et leurs hybridations : l'analyse de la réappropriation du style indirect libre en Russie, en Italie et en Amérique latine conclut ainsi cet ouvrage sur l'ambition d'amener l'histoire morphologique de la littérature sur le terrain de la globalisation culturelle².

Cet ouvrage, si on ne l'assimile pas à son seul refus polémique des routines disciplinaires des études littéraires, et si on ne le lit pas non plus, à tort, comme le retour gogue-nard du positivisme scientifique, pourra se donner pour ce qu'il est : une tentative précieuse de penser l'histoire des formes littéraires dans

des contextes renouvelés par un dialogue avec l'ensemble des sciences sociales.

JÉRÔME DAVID

1 - Rappelons ici qu'il a coordonné une histoire mondiale du roman en cinq volumes, *Il Romanzo*, Turin, Einaudi, 2001-2003, dont la version anglaise, *The novel*, est parue en deux volumes en 2006, et que son *Atlas du roman européen, 1800-1900* a été publié aux Éditions du Seuil en 2000.

2 - La formulation synthétique de ce programme de recherche, parue dans la *New Left Review* en 2000, est disponible en français : Franco MORETTI, « Hypothèses sur la littérature mondiale », *Études de lettres*, 2, 2001, p. 9-24.

Anne Barrère et Danilo Martuccelli

Le roman comme laboratoire.

De la connaissance littéraire à l'imagination sociologique

Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, 373 p.

Il faut prendre au sérieux le titre de l'ouvrage publié par ces deux sociologues mais avec, pour Anne Barrère, une formation littéraire : il n'est pas, en effet, une simple métaphore, mais un vrai programme de travail, dont ce livre propose des résultats plus que convaincants. Et il faut prendre aussi au sérieux son sous-titre qui n'est pas un paradoxe gratuit, mais une invitation à considérer que le roman peut nous apprendre ce que la sociologie serait peut-être capable de problématiser si elle s'autorisait un peu plus d'imagination – ou bien, comme ici, de recours au matériau fictionnel, utilisé non plus tant comme objet de recherche que comme, à la fois, un terrain d'investigation et un outil d'exploration.

« Imagination » n'est pas ici un vain mot, s'agissant de renouveler à la fois les problématiques de la sociologie et l'usage que celle-ci a fait jusqu'à présent du roman. Sortir d'une sociologie routinisée et aveugle à la « modernité », et se déprendre du « pacte réaliste » propre à une tradition romanesque qui apparaît aujourd'hui non plus comme la « règle » mais comme une « exception » dans la culture littéraire : voici ce que proposent, du même pas, les auteurs. Il s'agit en effet d'échapper

à la « chape interprétative » commune à la « démarche sociologique » aujourd'hui dominante et à une « phase historique du roman » que résumant parfaitement les noms de Balzac et Zola, avec leur « narrateur omniscient » et leurs personnages aveugles, « mus par des forces invisibles » qui modèlent leurs conduites et leurs impressions. « La société est un rouage tout puissant auquel les individus se plient inexorablement, de bon gré ou contre leur volonté » (p. 14).

Or à ce roman du XIX^e siècle, très « sociologique » donc très aimé des sociologues, a succédé au XX^e siècle un roman empruntant davantage à la psychanalyse, et attentif moins aux « types » qu'aux « états », moins aux déterminismes qu'aux « situations » (Jean-Paul Sartre, ou Franz Kafka vu par Milan Kundera), moins à la construction du personnage qu'à sa « déconstruction » (Samuel Beckett), moins à « l'écriture d'une aventure » qu'à l'« aventure d'une écriture » (le Nouveau Roman vu par Jean Ricardou) : une nouvelle littérature trop souvent méconnue par les sociologues « puisqu'ils n'en sélectionnent précisément que les œuvres qui leur paraissent correspondre aux canons défunts du réalisme littéraire » (p. 28). Or, affirment les auteurs, « ce qu'il y a de plus intéressant sociologiquement dans la littérature ne se trouve nullement dans la littérature la plus marquée par l'impact de la sociologie » (p. 39).

Car ce n'est pas parce que le « pacte réaliste » n'est plus d'actualité dans le roman que celui-ci aurait pour autant évacué le « social » : simplement, ce dernier est à chercher dans ce que Danilo Martuccelli a longuement analysé par ailleurs sous le terme de « modernité », « c'est-à-dire l'expérience d'une dissociation radicale, sans suture possible, sinon consciemment nostalgique, entre l'individu et le monde » (p. 28) – une scission qu'avait déjà diagnostiquée Georg Lukács, à la suite de Georg Simmel, dans sa prémonitoire *Théorie du roman* en 1916. Le problème est que la sociologie contemporaine, justement, a « évacué la modernité », occupée qu'elle est par le « souci obsessionnel de l'explication positionnelle » : de sorte qu'elle tend à la « suturer » là où le roman contemporain, lui, s'efforce de la « cerner », avec « l'irréductible distance qu'elle trace entre l'individu et le monde, par

le biais de l'idée de société » (p. 32). D'où le recours à ce type de romans pour ré-ouvrir d'autres espaces à la sociologie.

Mais quels sont donc ces romans, nommés ici « romans de l'après » ou « post-modernes » en ce qu'ils « succèdent tous aux avant-gardes et à leur projet agonique de destruction de tous les langages » ? Le corpus est constitué pour « l'essentiel de l'œuvre romanesque de vingt romanciers français contemporains, jusqu'à l'année 2004 », soit un total de 200 œuvres « incluant leurs nouvelles et les essais, mais en excluant la littérature pour enfants, le théâtre ou la poésie ».

A. Barrère et D. Martuccelli ont bien conscience, certes, du caractère profondément « arbitraire » d'un tel corpus, dont on peut se demander pourquoi il ne comprend pas des écrivains de la même génération tels que, par exemple, Michel Houellebecq (éliminé comme « conventionnel » car visant « la défense de quelques idées »), Jean Rouaud, Marie NDiaye, Camille Laurens ou Christine Angot. Ils plaident toutefois pour qu'on ne lui applique pas les règles habituelles de la méthode, du fait que ce qui est visé n'est nullement une quelconque « exemplarité » ou « représentativité » des auteurs choisis : seule compte la « capacité descriptive » de ces textes, dans la perspective d'un « renouvellement catégoriel » du regard sociologique, faisant pleinement appel à la « connaissance romanesque » plutôt que d'utiliser le roman comme l'illustration d'une théorie préexistante : « à côté de toutes les tentatives faisant une sociologie du roman 'sans roman', il s'agira bel et bien d'essayer de la 'faire avec romans' ! » (p. 49). Bref, les romans ne sont plus pour eux des « reflets » d'une société déjà connue par ailleurs, mais des « outils » pour une nouvelle sociologie.

Autre rupture enfin avec l'interprétation sociologique habituelle : il s'agit d'utiliser les romans « comme si » ils étaient des entretiens, en se désintéressant des « problématiques de nature formelle » ainsi que de « l'emprise des intrigues », pour constituer un « corpus de fragments thématiques de presque un millier de pages », propre à « stimuler l'imagination sociologique » (p. 56).

Or cette rupture assumée avec les règles de construction d'un corpus en vaut la mise,

comme l'on peut s'en convaincre à l'issue de l'analyse, distribuée en trois grandes thématiques : l'« Insignifiance de l'existence », la « Complication de la relation aux autres » et les « Frontières de la réalité ».

On assiste d'abord, dans tous ces romans, à une « désintégration du personnage », opérée par une « triple liquidation » : celle du « personnage social », ou du primat de la position sociale ; celle du « moi psychologique », ou des vertus de l'exploration intérieure ; celle de « l'existentialisme situationnel », ou de la quête du sens. Dès lors, l'indicateur sociologique n'est plus pertinent : « Au moment où l'essentiel de la pratique sociologique (c'est-à-dire la plus conventionnelle et la mieux subventionnée par des fonds publics) s'arcoute sur des descriptions rigides du monde social, le véritable génie du roman contemporain consiste à explorer – depuis quelques décennies déjà... – les manifestations les plus tangibles du post-personnage social. » « Révolution dans la graphie du social », « blessure narcissique infligée à la sociologie » : il y a de quoi interpellier la profession ! « Fin de la transparence à soi », « introspection sans profondeur » et « compulsion à la réflexivité », débouchant sur une exploration systématique des « régimes d'énergie » : l'analyse est particulièrement convaincante concernant l'œuvre d'Annie Ernaux, dont les auteurs explicitent remarquablement la dualité, entre la face émergée de l'« écrivain sociologue », qui s'applique à fournir « un petit précis fictionnel illustré de la sociologie critique de l'éducation des années 1970 » (p. 75), et la face immergée d'un « résidu » de plus en plus épais, fait d'une subjectivité animée par une énergie libidinale qui, qu'elle le veuille ou non, « échappe aux carcans du social » (p. 81).

Deuxième thématique : ces romans ouvrent à une « théorie élargie des situations » grâce à « trois dispositifs différents [...] : une théorie des rôles, une théorie des relations et une théorie des ambiances » (p. 148) – ces deux dernières étant particulièrement aptes à stimuler l'imagination sociologique. Ainsi, « là où Nathalie Sarraute proposait une infra-psychologie, à partir de l'étude des tropismes, les romanciers contemporains proposent en quelque sorte une infra-sociologie, à partir de

celle des ambiances » (p. 204) – celles-ci pouvant être des projections ou des introjections, reproductibles ou uniques, à haute ou basse intensité, faites d'« atmosphères », de « climats », d'« ondes », de « magnétisme », de « stumeurs » ou encore d'« empreintes ». L'amour, dès lors, devient « un dégradé d'ambiances ».

Troisième thématique enfin : la réalité, frappée d'une « contingence » qui périmé toute pensée de la causalité : « la reconnaissance du caractère plus fluctuant des limites de la réalité nous introduit à terme à un autre ordre de pensée. Le monde n'est plus un système d'enchaînement nécessaire d'actions et d'événements, mais un univers de clair-obscur, enfin saisi dans son irréductible contingence, face auquel il nous est plus que jamais nécessaire d'ouvrir nos dispositifs perceptifs pour questionner toute démarcation par trop définitive entre le vraisemblable et l'invraisemblable » (p. 287). Entre « fenêtres imaginaires », « ombres imaginaires », « scénarios imaginaires » et « caméras imaginaires », on est désormais au-delà de tout ordre mais aussi, en même temps, au-delà du désenchantement et de la nostalgie : « le monde est comme ça. Tout simplement ». Voilà qui ouvre à la sociologie un type de problèmes inédit car « la vie, tant de sociologues semblent l'oublier dans leurs enquêtes, ce n'est pas simplement une course au classement social, c'est aussi, et peut-être surtout, une existence qu'il faut parvenir à supporter au quotidien » (p. 301).

Face à ce travail inventif et rigoureux, mais qui dérange tant d'habitudes intellectuelles, on a parfois envie, certes, d'objecter, ou d'en réclamer un peu plus. Ainsi, cette autre sociologie à laquelle appellent les auteurs à la suite des romanciers, qui se déprendrait de la « causalité » pour intégrer la « contingence », ne serait-elle pas tout simplement une sociologie qui sortirait du moule explicatif pour s'installer dans la démarche compréhensive ? Quant au terme « modernité » – même s'il renvoie à un long travail d'analyse – il paraît aujourd'hui un peu trop flou, polysémique, pour être intuitivement saisi en tant qu'il ne désigne pas seulement une configuration spatio-temporelle mais aussi un contenu. Par ailleurs, concernant le corpus analysé, on aimerait une discussion sur sa cohérence non seulement sociologique

– faite de ses « capacités descriptives » – mais aussi littéraire : dans quelle mesure est-elle d'ordre également générique ? Et que faire, dans cette perspective, de ce genre si typiquement contemporain qu'est l'auto-fiction, dont il n'est pratiquement pas question dans le livre ? Enfin, le terme de « connaissance », utilisé de façon récurrente à propos du roman, pose des problèmes qu'on aurait aimé voir aborder : quelle part jouent respectivement, dans cette « connaissance romanesque », le récit et l'imaginaire – deux dimensions de la « représentation » que les auteurs semblent parfois confondre en utilisant « récit » comme équivalent de « fiction » ? Et la fiction est-elle vraiment réductible à une « connaissance », alors même que l'émotion, l'empathie, le plaisir de l'intrigue renvoient à une dimension de l'expérience plus affective que cognitive ?

Mais ce sont là des pistes ouvertes à la discussion plutôt que des objections. L'important est que cette lecture inédite – « en lumière rasante », aurait-on envie de dire – d'un roman français contemporain largement « incompris » et « mal aimé » révèle des trésors d'intelligence de l'expérience, grâce à une approche sociologique qui accepte de sortir de son immobilisme pour épouser la mobilité de cette littérature dont elle fait son outil plus que son objet. Filtré par cette nouvelle « herméneutique de l'invention » que revendiquent les auteurs en une annexe finale plus théorique, le roman apparaît comme une sorte de « pensée-écriture », porteur d'une « connaissance » dont le sociologue se fait le traducteur, non tant pour mieux comprendre le roman – même si cet effet-là est aussi au rendez-vous – que pour mieux comprendre cet objet premier de la sociologie qu'est l'expérience ordinaire.

NATHALIE HEINICH

Emmanuel Bouju

La transcription de l'histoire. Essai sur le roman européen de la fin du XX^e siècle

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 209 p.

Pour Balzac comme pour W. G. Sebald, une même question se pose : qu'est-ce qui, dans le

tissu de la fiction, figure la réalité historique ? Qu'est-ce que la littérature, parfois en dépit d'elle-même, enregistre d'une extériorité sociale ? De quels savoirs spécifiques est-elle porteuse ? Question naïve ou absurde si l'on veut, mais que l'on peut aussi bien décider de prendre au sérieux, selon les chemins détournés que le cinéma a déjà défrichés avec l'ambition de tisser autrement les fils enchevêtrés de l'esthétique et de l'histoire¹.

Il y aurait toute une généalogie à retracer du questionnaire de l'historien sur la littérature. Dans les années 1980-1990, le couple histoire/littérature s'est renoué autour d'une saisie sociologique du texte et des milieux littéraires, d'un questionnement sur les usages sociaux de la littérature, de la diversité et de la circulation des appropriations de l'imprimé, dans le sillage des travaux d'historiens modernistes tels que Roger Chartier, Robert Darnton, et Christian Jouhaud. Depuis quelques années, on voit se dessiner un nouveau nœud de rencontres, par exemple chez des historiens et littéraires dix-neuviémistes engagés dans des travaux sur le support médiatique de la littérature romantique et la circulation des formes que permet le passage indifférencié du livre au journal, annonciateur de « poétiques journalistiques » de la littérature de ce temps².

Le livre d'Emmanuel Bouju s'inscrit dans cette conjoncture favorable de dialogue des disciplines mais, cette fois, l'invitation vient des littéraires. E. Bouju, ainsi qu'un petit nombre de conspirateurs réunis dans le mystérieux « groupe Phi », se sont attachés depuis plusieurs années à cogiter autour des tensions entre autonomie des moyens littéraires et hétéronomie à propos de l'engagement, de l'exemplarité et de la poétique historique. Inclus dans cette réflexion collective, le travail d'E. Bouju développe deux aspects qui le distinguent donc de l'histoire littéraire classique comme de l'histoire culturelle littéraire : il se livre tout d'abord à un essai d'inventaire de ce que l'on pourrait appeler des « formes littéraires de l'histoire » dans le roman européen de la fin du XX^e siècle, c'est-à-dire les figures stylistiques ou narratives de captation d'un réel, souvent traumatique, les modalités spécifiquement littéraires de « transcription », selon une métaphore musicale dont il s'explique, de

l'histoire : le récit comme déposition ; la délégation de témoignages ; la reproduction de voix-témoins encadrées et prises en charge par un narrateur double de l'auteur ; le thème de la disparition qui happe et s'érige au principe même du roman contemporain, de Primo Levi à Georges Perec, d'Imre Kertész à Patrick Modiano ; la mise en scène de l'archive (photos, agendas, notes diverses) chez Sebald ; la multiplicité des strates discursives traversant un temps historique strié et vertigineux ; la figure omniprésente de l'anamnèse, le « dé clic néo-proustien de la mémoire », qui font surgir un passé obscur à la conscience, comme sortant des brumes de l'oubli ; le récit construit comme une enquête, comme un déchiffrement de traces, comme une archéologie du présent. L'intuition est ici que l'histoire se dit non pas par des contenus, des thématisations, des identifications sommaires qui pourraient permettre une utilisation de la littérature comme un simple document mais par l'écriture, par des modes d'énonciation, des structures de narration, des nœuds de signification en forme de trous noirs.

Le corpus littéraire sélectionné souscrit à cette attente : António Lobo Antunes, Claude Simon, Thomas Bernhard, Günther Grass, un peu de Milan Kundera, beaucoup de Sebald, Antonio Muñoz Molina, Manuel Vázquez Montalbán, Rosetta Loy, Leonardo Sciascia, Christa Wolf, Paul Celan. Des œuvres frappées de référentialité historique explicite, prises dans un régime d'historicité des catastrophes (génocide juif, dictatures franquiste, salazariste, totalitarisme communiste...), qui s'inscrivent dans un moment précis de l'histoire de la littérature, après l'épisode formaliste des années 1950-1970, et décident de se mesurer aux défis de l'indicible historique – dire l'absence, l'extrême violence, la mystification... – avec les armes qui sont les leurs. Enjoins par l'interdit moral de Theodor Adorno sur l'esthétisation de l'horreur, ces textes sont tendus par une éthique de l'œuvre, faisant fiction d'un refus de la fiction, si bien que s'efface souvent l'opposition entre fiction et documentaire.

La mise au jour de cette constellation de dispositifs propres à une partie de la littérature européenne contemporaine est le premier

apport du livre d'E. Bouju. Le second est à la fois plus inquiétant et plus stimulant encore pour l'historien. Qui ne voit, en effet, que cette structure du récit comme enquête, cette promotion de la trace dans la littérature contemporaine, le recours à l'archive (même fictionnelle), toute la mécanique rhétorique de cette forme littéraire mime et concurrence de fait « l'opération historiographique » telle qu'elle ressort des remises en cause des années 1970-1980 ? Comme le dit Michel de Certeau cité par E. Bouju, « l'historien n'est plus homme à constituer un empire. Il ne vise plus le paradis d'une histoire globale. Il en vient à circuler autour des rationalisations acquises ». Il ajoute : « À cet égard, il devient un rôleur » (p. 71). L'historien comme rôleur a beaucoup à faire avec le narrateur sebaldien, éternel marcheur en quête d'un passé évanoui dont il retrouve inopinément, au cours de longues pérégrinations, quelques bribes éblouissantes ; il a beaucoup à faire également avec la présence spectrale des fantômes du passé dans les rues de Paris arpentées par le narrateur amnésique de Modiano. La polyphonie narrative des romans d'Antunes, enregistrant l'enlisement des guerres coloniales en Afrique et la sortie du salazarisme à travers l'éphémère effervescence de la Révolution des œillets, opère un même détournement du modèle historiographique : problématique du procès, de la citation, structure feuilletée du texte qui se construit dans l'entrelacement interprétatif avec le langage référentiel de l'archive, du document, du témoignage.

Est-ce que la littérature dirait mieux l'histoire que l'histoire professionnelle ? Curieusement, cette question est la reprise féconde, et à fronts renversés, d'une discussion critique entamée dans les années 1970 sur « l'écriture de l'histoire » (M. de Certeau, Paul Veyne, Paul Ricoeur) et radicalisée par le *linguistic turn* dans les années 1980 (Hayden White). On se souvient comment Carlo Ginzburg et R. Chartier, notamment, avaient répondu, au risque de l'indistinction, par une vigoureuse réaffirmation de l'éthique de la discipline historique et des protocoles spécifiques de validation de savoir portés par la communauté des historiens. Aujourd'hui, le risque d'indistinction vient non plus d'une historiographie quittant les rivages sûrs de la science en marche et se

souvenant qu'elle s'écrit avec des mots³, mais d'une littérature doutant de la possibilité même d'écriture et mimant la « scène historiographique » contemporaine. À ce risque, la littérature, selon E. Bouju, doit répondre à son tour par une « forme sensible de responsabilité », une éthique en somme : la littérature peut s'établir comme lieu d'élucidation d'un réel opaque si et seulement si elle affiche explicitement son statut de fiction (par l'exhibition du travail intertextuel notamment). La littérature contemporaine s'enhardit jusqu'aux possibilités extrêmes et délicates de ce mimétisme historiographique dans le cas, assez fréquent pour qu'on puisse presque parler d'un genre, de l'autobiographie fictionnelle d'un personnage historique : de Robert Merle à Jonathan Littell en passant par *Moi, Franco* de Vázquez Montalbán et même par Jorge Luis Borges⁴. Sur cette corde raide rejoignant une historiographie soucieuse de s'introduire dans les codes mentaux des bourreaux, tout dépend, *in fine*, du paratexte, des codes narratifs qui déterminent un contrat de lecture. C'est la limite du livre et de la démarche d'E. Bouju, qui finalement conduisent à la nécessaire sortie du texte et à des phénomènes de réception qui ne relèvent pas, cependant, de son objet initial.

Au total, cette réflexion, dense et souvent ardue, est une puissante invitation à lire de la littérature pour l'historien, trop souvent occupé à des tâches plus « sérieuses » : parce qu'elle est l'instance de méditation sur les illusions de la représentation historique, qu'elle soit littéraire ou historiographique, parce qu'elle énonce par ses pouvoirs propres un possible monde commun sur les ruines d'une mémoire pathogène, la littérature a une politique commune à mener avec l'histoire pour le siècle à venir. Lieu de foisonnement d'un imaginaire du réel, la littérature fut et est encore un puissant paradigme pour penser l'écriture de l'histoire. Voilà pourquoi les historiens n'ont rien de plus urgent à faire que de lire de la littérature.

EMMANUELLE LOYER

1 - Voir notamment Antoine de BAECQUE, *L'histoire-caméra*, Paris, Gallimard, 2008.

2 - Je pense aux colloques menés par les historiens Dominique Kalifa et Judith Lyon-Caen, et, côté littéraires, par Alain Vaillant, Marie-Ève Thérenty et Adeline Curoma. Voir en particulier Marie-Ève THÉRENTY, *La littérature au quotidien. Poétiques journalistiques au XIX^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2007.

3 - Jacques RANCIÈRE, *Les mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Paris, Le Seuil, 1992.

4 - Jorge Luis BORGES, « Deutsches Requiem » (1946), *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1993 ; Robert MERLE, *La mort est mon métier*, Paris, Gallimard, 1952 ; Manuel Vázquez MONTALBÁN, *Moi, Franco*, trad. par B. Cohen, Paris, Éd. du Seuil, [1992] 1997 ; Jonathan LITTELL, *Les Bienveillantes*, Paris, Gallimard, 2006.

Pierre Bayard

Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?

Paris, Les Éditions de Minuit, 2007, 162 p.

Le plagiat par anticipation

Paris, Les Éditions de Minuit, 2009, 154 p.

Le second degré est une qualité rare dans la bibliographie universitaire ; la communauté scientifique, qui en est pourtant largement pourvue, considère avec raison qu'il a tendance à brouiller la réception des œuvres. C'est le cas avec les livres de Pierre Bayard, dont on peut supposer, circonstance aggravante, qu'il en use à dessein. Le succès éditorial de *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?* suffit à démontrer combien un lectorat peut facilement être abusé et les nombreux commentaires médiatiques faisant de l'ouvrage un *vade-mecum* pour briller à peu de frais dans les salons témoignent que ce livre a réussi à apporter la démonstration de ce que son titre annonçait. Il est toutefois possible de lire, sous l'apparente confession d'un faussaire dévoilant la réalité des pratiques intellectuelles, un propos à la fois plus sérieux et plus général. Certes, l'ambition peut sembler paradoxale et, avec elle, le projet même de parler d'un tel livre : ironique et réflexif, il n'offre guère de prise et oblige le commentateur à faire le contraire de ce qu'il entend mettre en lumière, c'est-à-dire à figer le sens d'un texte qui sans cesse échappe. En même

temps, cette réflexivité en fait tout le prix : en mettant en évidence la complexité des rapports entre la parole sur les livres et la pratique de la lecture, P. Bayard dévoile à partir de la littérature un fragment de ce qu'on peut considérer comme une théorie sociologique de la culture, qui intéressera directement, outre les amateurs de littérature, les praticiens des sciences sociales – qui sont parfois les mêmes.

Là où le sens commun aurait tendance à diviser les livres entre ceux qu'on a lus et les autres, P. Bayard montre une infinité de formes intermédiaires, dont les nuances permettent de construire une analyse pragmatique des formes de la lecture individuelle et, partant, de la construction des univers culturels. La première partie du livre, « Manières de ne pas lire », détaille en quatre chapitres les différentes manières que nous avons d'ignorer un livre. La première est la non-lecture : en effet, rappelle P. Bayard, lire, c'est d'abord choisir de ne pas lire, et le cours d'une vie est rempli de bien plus de non-lectures que de lectures. Cette opération de choix nécessite chez le lecteur une capacité à s'orienter au sein de ce qu'il appelle la « bibliothèque collective », sans pour autant en maîtriser le contenu. L'analyse de la non-lecture est caractéristique de la démarche de l'auteur : en choisissant une entrée apparemment paradoxale, il fait voir une pratique familière sous un angle nouveau et en révèle toutes les dimensions : sa bibliothèque collective, matrice de l'ensemble des lectures possibles, dont il s'agit de connaître la structure plutôt que tous les éléments, peut être vue, outre le clin d'œil à Jorge Luis Borges, comme une transposition littéraire de l'archive foucauldienne, c'est-à-dire un système de production des énoncés parmi lesquels le lecteur peut et doit se déplacer en portant son choix sur une part infinitésimale des possibles. P. Bayard réitère ensuite la même opération avec les livres parcourus, ceux dont on a entendu parler, enfin ceux qu'on a lus puis oubliés – catégorie fondamentale dans laquelle entrent en réalité tous les ouvrages, tant il est vrai, comme il le souligne un peu plus tard, que le souvenir du livre et le livre sont deux réalités très différentes. Cette première partie conduit à renoncer à la notion de « livre lu » : nous ignorons l'immense majorité des livres,

nous en connaissons un certain nombre par une fréquentation diagonale ou des intermédiaires, enfin ceux que nous croyons connaître sont en grande partie oubliés, ce qui ne nous empêche pas de nous mouvoir dans la bibliothèque collective, mais nous interdit en revanche de considérer le rapport entre un individu et sa culture littéraire comme univoque, faite d'une accumulation linéaire de lectures.

La seconde partie, « Situations de discours », aborde le moment de la prise de parole sur un livre en fonction de l'interlocuteur. À nouveau, le principe apparemment pédagogique de présentation a pour fonction de dévoiler la diversité des pratiques de conversation littéraire. Le contexte de la vie mondaine lui permet tout d'abord de remarquer à quel point la connaissance d'un livre compte moins que la position d'autorité de celui qui en parle. Il illustre ce propos avec le héros du *Troisième homme* de Graham Greene, qu'un malentendu reposant sur une homonymie conduit à prononcer une conférence littéraire à la place d'un autre. Ce choix de construire la démonstration à partir de morceaux d'œuvres est en soi une affirmation de méthode : si sociologie de la lecture et de la conversation littéraire il y a, elle s'édifie à partir des livres eux-mêmes, et du savoir social de la littérature. Ce chapitre est l'occasion de proposer la notion de « bibliothèque intérieure » pour désigner la culture littéraire acquise par chaque individu, qui se prolonge au chapitre suivant, portant sur la conduite à tenir face à un professeur, par la notion de « livre intérieur ». À l'aide d'une fascinante lecture de Hamlet faite devant une tribu africaine par une anthropologue, P. Bayard montre en effet comment une même œuvre peut être reçue de manière très différente en fonction du livre intérieur de chacun, qui détermine sa manière de recevoir de nouveaux textes – comme une sorte de réfraction individuelle de l'horizon d'attente de Hans Robert Jauss qui offrirait de penser les formes d'appropriation différenciées d'un même ouvrage. Les deux derniers chapitres présentent des cas-limites – parler d'un livre devant son auteur, et devant la personne qu'on aime –, pour mieux montrer à quel point la coïncidence entre les livres intérieurs de deux personnes, loin d'être la norme, est un horizon quasiment impossible à atteindre : même

lorsqu'on a lu le même livre, on ne parle pas, au sens propre, de la même chose.

La troisième partie, « Des conduites à tenir », tire les conséquences de ce constat en soulignant en premier lieu la fonction de médiation sociale des livres : ils sont des tiers qui permettent de s'adresser à un autre que soi, le rapport à la personne à qui on s'adresse étant bien plus déterminant à propos de ce qu'on dit, que le rapport entretenu au livre lui-même. Cherchant à dessiner les limites de la communication et du savoir partagé, P. Bayard montre ensuite que l'impression de lecture produite par un livre est le résultat d'un jeu social et se transforme en même temps que le contexte. Il se réfère ainsi à la situation de Lucien de Rubempré et de son recueil de poèmes qui, jugé impubliable tout d'abord, est finalement loué par son éditeur, sans qu'il l'ait lu ni avant ni après, la position sociale de Lucien dans le milieu littéraire ayant, seule, évolué entretemps. Une nouvelle fois, c'est de la littérature elle-même que vient une proposition radicale de sociologie de la réception, qui par son pessimisme annonce le chapitre suivant, dans lequel il s'agit de parler de livres en inventant de toutes pièces leur contenu. Loin de condamner cette pratique, P. Bayard montre au contraire qu'elle rejoint directement la création : au fond, n'est-on pas à l'origine même de l'invention littéraire ? Naissent ainsi, selon sa terminologie, des livres fantômes qui préservent, comme il le montre au dernier chapitre, le rapport créateur au monde à travers la lecture et son double, la non-lecture. Parler des livres, c'est parler de soi à travers les livres et parler des livres que l'on n'a pas lus, c'est devenir soi-même écrivain. On retrouve ici le souci qu'a P. Bayard, dans tous ses livres, de préserver l'horizon créateur des individus : dans une vision assez nietzschéenne de la culture, P. Bayard redoute que les livres étouffent l'individu. Sa pragmatique de la lecture a ainsi une dimension libératrice, mais ce faisant, elle propose au passage une théorie de la réception qui invite à se déprendre à la fois du rapport scolaire aux livres et de la vision d'un savoir homogène et unifié. Les livres ne sont pas des objets fixes, leur mobilité est le fruit du jeu de nos psychés et de notre univers social, et la culture qu'ils composent n'est pas l'addition

quantitative de leurs contenus, mais un objet façonné par l'histoire.

Le même parti-pris critique, doublé d'un souci parodique, se retrouve dans *Le plagiat par anticipation*. Tout comme la notion de livre lu, la notion de plagiat fait l'objet d'une déconstruction par l'absurde, visant en réalité à proposer une critique des méthodes traditionnelles de l'histoire littéraire. La construction du livre, en trois parties composées de quatre chapitres reposant chacun sur l'exploitation d'un exemple littéraire, est la même que celle du livre précédent. Le livre s'ouvre sur un prologue dont l'ironie à l'égard du plagiat, objet de la condamnation morale la plus sévère, empêche d'emblée de décider définitivement du sens du livre en jouant toujours sur plusieurs niveaux de lecture. P. Bayard poursuit dans cette voie en désignant une forme trop souvent négligée de ce méfait, le « plagiat par anticipation », c'est-à-dire le fait qu'un auteur se soit inspiré non pas d'un prédécesseur, mais d'un successeur dans la chronologie. Le maniement de cette notion lui permet alors de construire un discours portant en réalité sur les concepts d'influence, de réception et de précurseur. La première partie, « Constata-tions », établit la nature du plagiat par anticipation en montrant comment l'intertextualité semble dans un certain nombre de cas fonctionner à rebours du temps. Un passage curieux de *Zadig* prend ainsi tout son sens si on le considère comme emprunté à Conan Doyle, un fragment de Maupassant ne s'éclaire qu'à la lumière de Proust. Ce dernier cas lui permet de proposer la notion de texte majeur, celui qui est plagié, et de texte mineur, celui qui plagie : le texte majeur n'est pas toujours le plus ancien. C'est l'existence d'un texte majeur qui fait exister l'autre et, en ce sens, Proust a bien précédé Maupassant, dont le texte cité n'a pris une dimension proustienne que par rapprochement avec *La Recherche* : avant, il n'existait tout simplement pas en tant que tel. De même, le romantisme a été « plagié » par les auteurs de *Tristan et Yseult*, en ce que le sens actuel de leur œuvre est pour nous étroitement dépendant des œuvres des romantiques.

La seconde partie cherche des « Explications » à ce phénomène, soulignant l'importance de l'influence rétrospective : chaque

nouvel écrivain majeur crée ses précurseurs, la place et la signification historique des livres n'étant pas stable. Inversement, les écrivains ne deviennent importants que par leurs successeurs, ainsi Baudelaire, qui existe à nos yeux à travers la lecture qu'en ont faite Rimbaud ou Mallarmé. Ces paradoxales observations conduisent P. Bayard à affirmer que la chronologie simple ne permet pas de comprendre les rapports entre les œuvres, et à plaider, dans sa troisième partie, « Pour une nouvelle histoire littéraire ». Selon lui, le temps de l'histoire littéraire n'est pas le même que celui de l'histoire générale : il fonctionne essentiellement à rebours de la chronologie, l'influence des nouvelles œuvres ne cessant de modifier le passé. Une pratique raisonnée de l'histoire littéraire conduirait donc à placer les auteurs en fonction de leurs liens avec d'autres œuvres : ainsi, Laurence Sterne, auteur de *Tristram Shandy*, devrait être considéré comme un auteur de la seconde moitié du XX^e siècle. La proposition, absurde de prime abord aux yeux de l'historien, est en réalité des plus pertinentes : le Sterne *dont on parle* – dont les inventions formelles et narratives, ainsi que les audaces typographiques, nous semblent directement issues de la modernité et nous fascinent pour cela – est *bien* un auteur de la fin du XX^e siècle, produit par notre regard et notre culture, et n'a jamais été *ce Sterne-là* pour son époque. Puisque le passé est sans cesse transformé par le présent, c'est à partir de celui-ci qu'il faut construire l'histoire des œuvres littéraires, et plus largement artistiques, affirme P. Bayard, faisant l'éloge de l'anachronisme en citant Georges Didi-Huberman, Nicole Loraux et Jacques Rancière. Il devient dès lors possible, en renouant avec la problématique créatrice qui lui est chère, d'imaginer une histoire littéraire « anticipative », c'est-à-dire de réfléchir à la manière dont les œuvres actuelles dessinent des horizons possibles pour de nouvelles œuvres à venir, qui en accompliront les virtualités.

De même que pour les « livres que l'on n'a pas lus », la virtuosité intellectuelle appuyée sur le goût du paradoxe conduit, à condition de bien vouloir se prêter au jeu, à des perspectives fécondes : le plagiat par anticipation peut être lu comme une contribution à la théorie de l'anachronisme et ses conclusions peuvent

être généralisées. L'ensemble de l'histoire, et non pas seulement celle des arts et de la littérature – même si ces derniers ont sans doute une manière particulière de se rapporter à leur propre histoire –, peut être envisagé à l'envers, le présent remodelant sans cesse les sociétés passées à nos yeux, modifiant nos questionnaires et nos méthodes, de sorte que nous travaillons en remontant le temps, comme Marc Bloch l'avait déjà fait remarquer. Ainsi, les exercices de style de P. Bayard sont aussi des exercices de pensée et les deux se confondent : l'humour, le choix de solliciter les textes littéraires eux-mêmes pour fournir les éléments théoriques de l'analyse, le caractère systématiquement réflexif et le recours à une ample culture dans laquelle Freud tient une place centrale contribuent à proposer une œuvre, prolongée de livre en livre, qui offre à ceux qui ont pour profession de lire et d'écrire des livres la possibilité de repenser leur rapport à l'écrit et à l'écriture.

ÉTIENNE ANHEIM

Jacques Bouveresse

La connaissance de l'écrivain.

Sur la littérature, la vérité et la vie

Marseille, Agone, 2008, 237 p.

« La vérité est que les chefs-d'œuvre du roman contemporain en disent beaucoup plus long sur l'homme et sur la nature, que de graves ouvrages de philosophie, d'histoire et de critique. L'outil moderne est là. » Les mots provocateurs de Zola ouvrent le propos de Jacques Bouveresse, qui se propose d'introduire « un peu plus de clarté et de précision » dans le domaine encore obscur du rapport entre littérature et vérité.

Ce volume est né du travail effectué pour le séminaire au Collège de France au cours de l'année 2004-2005, lequel avait déjà donné lieu à une publication partielle¹. C'est sans doute en raison de cette origine que la réflexion de J. Bouveresse conserve une structure remarquablement ouverte et dialogique. La pensée se développe par sondages progressifs, autour d'un certain nombre de thèmes – conception essentialiste et conception expérimentale de la littérature, réalisme, style, imagination, jus-

tice poétique, etc. – et de questions fondamentales : peut-on parler de vérité en littérature ? Y a-t-il une connaissance du psychisme réservée à la littérature ? La littérature peut-elle être la vraie vie... ?

La discussion avec des interlocuteurs joue aussi un rôle très important. J. Bouveresse se confronte avec des philosophes (notamment Ludwig Wittgenstein, Iris Murdoch, Hilary Putnam, Cora Diamond, Vincent Descombes, Martha Nussbaum), des théoriciens de la littérature (Mikhaïl Bakhtine, Peter Lamarque et Stein Haugom Olsen), et des écrivains (Émile Zola, Henry James, Marcel Proust, Robert Musil), dont il envisage l'œuvre romanesque et les déclarations de poétique.

Le point de départ du questionnement est une insatisfaction profonde face à la vision formaliste de la littérature et à sa « phobie de l'extra-textualité ». Il faut revenir sans hésitation à une conception référentielle de l'œuvre, ne pas avoir peur d'affirmer qu'il existe un rapport substantiel entre littérature et connaissance : « La littérature ne parle pas seulement des textes et, en dernier ressort, d'elle-même, mais également de la vérité, de la vie humaine et de l'éthique » (p. 12). La réévaluation du potentiel cognitif de la littérature, de sa capacité de « dire le vrai », vise en particulier le domaine de la morale : c'est dans le monde des affaires humaines que la connaissance de l'écrivain montre toute son efficacité, se révélant comme un complément indispensable des savoirs philosophiques et scientifiques. À la différence de ceux qui soulignent davantage la vocation mimétique, donc descriptive, de la représentation littéraire, J. Bouveresse pousse sa réflexion en direction de la normativité. La question fondamentale est donc moins « Comment vivent les hommes ? » que « Comment devons-nous vivre ? » Et la littérature y répond justement grâce à sa capacité de dépasser le domaine de la réalité effective et de produire des situations fictives. Élargissant le champ des possibilités existentielles, l'imagination littéraire permet aux lecteurs de multiplier et d'approfondir leur expérience éthique : elle est donc un instrument incontournable de cette activité réflexive que la tradition anglo-saxonne nomme « perfectionnisme moral ».

Pour définir la spécificité du rôle de la littérature par rapport à celui de la philosophie,

J. Bouveresse parle d'une « éducation du regard ». Le grand écrivain oriente, raffine, corrige la vision du philosophe, qui parfois, par excès d'abstraction, n'arrive pas à saisir correctement cette entité fuyante et compliquée qu'est la vie humaine. « C'est justement parce que la littérature est probablement le moyen le plus approprié pour exprimer, sans le falsifier, l'indétermination et la complexité qui caractérisent la vie morale qu'elle peut avoir quelque chose d'essentiel à nous apprendre dans ce domaine » (p. 54). La littérature s'offre alors comme une forme de connaissance très proche de la leçon de Wittgenstein : « elle peut nous apprendre à regarder et à voir beaucoup plus de choses que ne nous le permettrait à elle seule la vie réelle – là où nous sommes tentés, un peu trop tôt et un peu trop vite, de penser » (p. 54-55).

Cette éducation du regard se constitue essentiellement par les modalités de l'éclaircissement et de l'analyse. L'écrivain, certes, fait appel à des facultés et à des moyens spécifiques, en premier lieu à l'imagination et à un langage qui exalte ses propriétés symboliques ; mais cela n'exclut pas le recours à la raison et même à des formes d'expérimentation qui sont proches de la méthode et de l'esprit scientifiques (voir par exemple les chapitres sur Zola et sur les « expériences de pensée »). On peut critiquer la naïveté du roman expérimental naturaliste, sans renoncer pourtant à l'idée qu'il peut y avoir une collaboration, voire une familiarité, entre la littérature et la science.

J. Bouveresse s'engage ici dans une polémique violente contre la vision « essentialiste » de la littérature, aussi populaire parmi les philosophes que l'obsession formaliste-structuraliste, bien que pour des raisons opposées, mais aussi illusoire et dangereuse. Selon cette vision, la « poésie » (formule qu'on préfère à celle de littérature, comme pour en souligner le prestige aristocratique) serait la voie privilégiée d'accès au vrai : intuition d'essences, savoir irrationnel, mystique, qui dépasserait tout autre forme de connaissance, et en particulier l'attitude « prosaïque » des sciences. Relancée au XX^e siècle par Martin Heidegger et ses successeurs, cette idée de la littérature plonge ses racines dans la culture du XIX^e siècle, plus précisément dans la réaction romantique au positivisme ; et c'est justement dans l'oppo-

sition désormais datée entre deux formes équivalentes d'absolutisation – l'Art ou la Science, l'esthétisme ou le scientisme – qu'elle trouve ses limites.

Face à l'alternative entre un positivisme aveugle et la brumeuse « religion de l'écrivain », J. Bouveresse donne l'exemple de l'écrivain-scientifique par excellence, Musil, et de son roman-essai. Il faut remarquer que, comme V. Descombes, dont il discute les thèses sur Proust et la « philosophie du roman », J. Bouveresse montre une sensibilité admirable pour le genre romanesque, trop souvent négligé par les philosophes, qui le considèrent comme une forme trop vulgaire, trop compromise avec le quotidien et sa *doxa*. Musil a montré que ce serait une très grave erreur de concevoir le « poétique » comme une valeur proportionnelle au mystère, et de voir dans l'approche rationnelle et analytique de la science la cause du désenchantement du monde. Musil « faisait déjà remarquer avec raison que, contrairement à ce que l'on dit souvent, ce que la physique nous a appris sur les propriétés des corps et de la lumière ne rend pas l'herbe moins verte ; et ce que la psychologie scientifique nous a appris sur nos sentiments et nos émotions ne les rend pas moins réels et importants » (p. 13). Tout au contraire, comme Proust l'a si bien dit dans le *Contre Sainte-Beuve*, « tout ce qui peut [...] aider à découvrir des lois, à projeter de la lumière sur l'inconnu, à faire connaître plus profondément la vie, est également valable » (p. 16).

L'art montre une capacité tout à fait spéciale de comprendre et sauver la dimension qualitative de l'expérience : peut-on reconnaître cela sans déclencher une polémique stérile contre les méthodes de l'analyse quantitative et, surtout, sans aboutir à la conclusion post-moderne que tout est littérature au sens le plus faible du terme, c'est-à-dire que la vérité n'existe pas, et qu'entre les formes du savoir scientifique, philosophique et littéraire il n'y a aucune différence essentielle ? J. Bouveresse ne cesse d'insister sur la nécessité de rechercher et de saisir cette différence essentielle, et de la respecter dans les deux sens : car si la vérité se dit de multiples manières – les scientifiques et les philosophes devraient lire plus de romans... –, elle ne cesse pourtant pas d'être

la « vérité » et c'est là que la science devrait éduquer le regard du littéraire. Ces idées justes et stimulantes appellent désormais des analyses encore plus spécifiques et approfondies de cette manière « différente » de dire la vérité qu'est la littérature.

BARBARA CARNEVALI

1 - Sandra LAUGIER (dir.), *Éthique, littérature, vie humaine*, Paris, PUF, 2006.

Christian Jouhaud, Dinah Ribard et Nicolas Schapira

Histoire, littérature, témoignage.

Écrire les malheurs du temps

Paris, Gallimard, 2009, 404 p.

Sous des apparences modestes, cet ouvrage aborde une grande question qui concerne beaucoup d'historiens, celle de l'utilisation des récits des « malheurs du temps », ces innombrables mémoires, correspondances ou souvenirs au statut hétérogène produits par ceux que l'on considère comme des « témoins » de l'histoire de la France moderne, sur les événements funestes, grands ou petits, de l'épidémie à la guerre. La démarche des auteurs, membres du Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'histoire du littéraire (GRIHL) et tous trois spécialistes du XVII^e siècle et de l'histoire sociale de l'écriture, repose sur la nécessité de prendre au sérieux l'acte d'écriture pour le comprendre et rendre possible une histoire du littéraire. Il s'agit d'étudier l'écriture, la prise de plume, justement comme un acte, une opération complexe, à la fois en en dégageant la spécificité et en la réinscrivant dans la contingence d'autres opérations possibles. Prendre ainsi au sérieux l'acte d'écriture, c'est considérer que les textes et les significations dont ils sont porteurs ne sont pas séparables de l'histoire de leurs auteurs et de leurs conditions d'élaboration. Il faut en quelque sorte réinscrire les auteurs dans le tissu de relations sociales dans lequel chacun est pris et dégager leurs stratégies d'écriture, celle-ci étant considérée comme une activité pratique orientée vers des buts. À partir de ce principe, clé de voûte de l'ouvrage, les auteurs invitent à une relecture critique des

« malheurs du temps » et de l'usage qu'en ont fait, selon eux, pratiquement jusqu'à aujourd'hui les historiens de la France moderne. L'ouvrage se compose d'une série d'études thématiques qui excèdent en fait parfois les « malheurs du temps » proprement dits (pensons aux écrits de Rétif de la Bretonne). Les auteurs se livrent ainsi à une double critique.

D'un côté, les analyses passent au crible les usages historiques des écrits sur les « malheurs du temps », reprenant notamment les interprétations « classiques » dont ils ont fait l'objet. Certaines relectures sont directement frontales, comme celle de *La vie de mon père* de Rétif de la Bretonne par Emmanuel Le Roy Ladurie. D'autres sont plus détournées mais non moins radicales. Ainsi le premier chapitre consacré à l'objet « mémoires » montre-t-il de manière très convaincante combien le genre des mémoires résulte lui-même d'opérations historiques successives de collation et d'édition, voire de manipulation de textes d'origines et de statuts très divers, souvent bien après la disparition de leurs auteurs, par des professionnels des lettres, comme les Mémoires du duc de Sully édités par les plumentiers clients des D'Argenson. Les Mémoires du maréchal de Bassompierre font l'objet d'une étude précise. Rédigés pendant sa captivité à la Bastille, ils ont ainsi été érigés par Marc Fumaroli en parangon des « mémoires nobiliaires » par lesquels se construirait et se révélerait une identité nobiliaire spécifique, dans la disgrâce et l'éloignement du souverain absolu. Or, l'analyse qui en est faite montre au contraire la déchéance et la trajectoire sociale déclinante de l'infortuné courtisan, dont les pratiques littéraires l'éloignent de la sphère aristocratique et s'alignent en fait sur celles des hommes de lettres : soit non pas un aristocrate-écrivain, mais un aristocrate déchu qui devient écrivain. D'autres chapitres attirent encore l'attention sur l'utilisation à des fins d'illustration, telles des « vignettes », de la littérature dite de témoignage, récits anonymes de famines, journaux d'épidémie ou « chroniqueurs » du XVIII^e siècle, comme les journaux de Mathieu Marais et d'Edmond Jean François Barbier pour le règne de Louis XV : il importe de les lire à la lumière de leurs conditions d'élabo-

ration et des stratégies déployées par leurs auteurs. Le chapitre consacré à la littérature d'épidémie au XVII^e siècle met en lumière, derrière l'unité apparente de l'objet, la multiplicité des gestes d'écriture à l'œuvre, au service de la propagande des œuvres de la Réforme catholique ou de la mise en scène du pouvoir souverain en majesté dans les Mémoires de Louis XIV ou de Colbert. Certaines études récentes se sont efforcées cependant d'intégrer ces approches, comme en témoigne l'entreprise en cours d'édition du Journal du libraire parisien Siméon-Prosper Hardy ou encore l'ouvrage de Pascal Bastien sur *L'exécution publique à Paris au XVIII^e siècle* (2006).

D'un autre côté, les différents chapitres livrent une série d'études et de micro-lectures souvent passionnantes de récits des « malheurs du temps », dans lesquels les auteurs révèlent toute la fécondité de leur démarche. Aux analyses des « mémoires » ou des récits de peste, il faut ajouter le chapitre consacré à l'occupation d'Étampes pendant la Fronde et à ses suites. À partir de plusieurs textes hétérogènes, récits ou poèmes, relatant les « misères de la guerre » en marge de la Fronde des princes, puis la relation officielle d'une visite royale, en les rapportant à l'histoire du patriciat local, les auteurs mettent en évidence la manière dont ces actes d'écriture sont aussi – sinon avant tout – des actes de combat, qu'il s'agisse de se décharger de toute responsabilité dans l'investissement de la cité par les princes insurgés pour les magistrats, de consolider une stratégie personnelle d'ascension sociale et politique ou encore de négocier avec le souverain. En localisant les écrits dans un contexte et des interactions spécifiques, l'ouvrage souligne ainsi avec bonheur l'association de l'histoire de l'écriture et de l'histoire du politique.

C'est donc à une double leçon de méthode historique que se livrent ici les auteurs, d'abord critiquant un usage incontrôlé des « écrits de témoignage » (au-delà des seuls « malheurs du temps »), réduits à des bribes décontextualisées, des vignettes illustratives qui feraient fi de l'acte d'écriture et rendraient les textes transparents à eux-mêmes. Au contraire, il

conviendrait de remettre au cœur du social l'élaboration des textes, dont les significations sont façonnées par les stratégies suivies par leurs auteurs. La démonstration est fort convaincante et on ne peut que recommander la lecture de l'ouvrage, en particulier à ceux qui enseignent ou étudient l'histoire, tant les questions abordées croisent des questionnements essentiels.

Si on cherche à en tirer les conséquences scientifiques, des questions surviennent. À maintes reprises les auteurs rappellent la nécessité d'un travail à échelle réduite, la démarche suivie se révélant d'autant plus fructueuse que les objets textuels sont peu nombreux, ce qui permet d'intensifier la contextualisation et l'interrogation des sources. Féconde dans un cadre micro-historique (Étampes, le maréchal de Bassompierre), une telle approche est-elle toujours possible, notamment pour ceux qui brassent de multiples sources ou travaillent à des échelles macro-historiques ? À cet égard, on pourrait peut-être retourner ou nuancer le reproche « illustratif » fait dans ce livre à certaines grandes thèses d'histoire économique et sociale dont on connaît l'ampleur des dépouillements d'archives. Si des entreprises d'édition de sources renouvelées comme celle du *Journal de Hardy* sont appelées à se multiplier et pourront offrir des lectures moins naïves et des grilles d'analyse solides, elles ne pourront guère aller au-delà de certaines grandes sources. C'est donc finalement à chaque historien de faire ce travail sur les textes qu'il utilise.

Cependant ce livre convainc par son honnêteté, dans l'explicitation de sa démarche comme dans la discussion des démonstrations de ceux qu'il critique. Sa grande qualité est de rappeler ce qui est un des principes fondamentaux de la méthode historique – la critique des sources. On peut prendre cette belle démonstration comme une sorte d'horizon, non pas pour l'atteindre mais vers lequel s'efforcer de se diriger. Une fois la lecture de cet ouvrage achevée, on se prend à repenser à ses propres sources et aux pistes de relecture qui pourraient s'ouvrir. Ce qui n'est pas le moindre des mérites pour un livre d'histoire.

VINCENT DENIS

Jean-Louis Jeannelle

Écrire ses mémoires au XX^e siècle.

Déclin et renouveau

Paris, Gallimard, 2008, 432 p.

Voici un livre qui s'adresse à la fois aux spécialistes de littérature et aux historiens, mais surtout qui réclame que chacun, autour d'un objet partagé, ne renvoie pas l'autre à ses affaires. Jean-Louis Jeannelle reconstruit le destin moderne d'un genre très ancien : les mémoires, ces récits où un individu configure sa destinée en la réinscrivant dans l'*épos* national. L'ouvrage ne se contente pas d'exploiter la frontière séparant (et associant) la littérature et l'histoire, mais interroge le cœur de ces domaines. Sans doute les spécialistes des études littéraires ont-ils en effet une vision exagérément scientiste des procédures et des enjeux des recherches historiques ; et peut-être, réciproquement, les historiens associent-ils le statut littéraire d'un texte à une conception un peu datée de ses qualités esthétiques. Or les mémoires obligent à considérer autrement les possibilités d'intervention de la littérature dans l'histoire et les façons d'en faire la source d'un savoir concret.

L'enquête s'ouvre sur un paradoxe : au cœur de nos sociétés présentistes, qui ont soif d'archives et de patrimonialisation, on remarque vite l'absence étonnante du genre des mémoires ; celui-ci, qui devrait précisément répondre à l'attente collective d'un partage mémoriel, apparaît pourtant comme un modèle vieilli et empesé. Vieilli du côté de l'histoire (c'est là un exemple parmi d'autres du sentiment d'anachronisation de la littérature, de son vieillissement au regard des sciences humaines – qu'illustrerait aussi le destin d'un genre comme l'essai) ; mais aussi vieilli du côté de la littérature, concurrencé en particulier par le succès de l'autobiographie. Les mémoires apparaissent comme la préhistoire d'une saisie scientifique du révolu, et comme la préhistoire des récits de soi ; ils ne satisfont ni l'attente historienne, ni l'attente esthétique. Pire, chacun croit que ces textes mal intégrables sont pour cela du ressort de l'autre, et par conséquent défigure les attentes de cet autre champ culturel en même temps qu'il se défigure et se limite soi-même.

Et pourtant la production, l'écriture, la publication de mémoires ne s'est jamais aussi bien portée qu'au XX^e siècle. C'est donc d'abord aux spécialistes de la littérature moderne qu'il est proposé de rouvrir un chantier et de redécouvrir un immense corpus, celui des « récits effectifs » dont l'abondance n'a d'égale que l'invisibilité critique. L'ouvrage reconstitue donc l'histoire de ce vieux genre dans ses avatars modernes, et montre comment s'est produite depuis les années 1870, après le chef-d'œuvre de François-René de Chateaubriand, une longue crise du « mémorable » : crise d'une culture de l'exemplarité, crise des ressources d'exemplification propres à une existence racontée. Le scénario générique construit par J.-L. Jeannelle est d'une remarquable clarté, et embrasse, de proche en proche, le cœur de la production narrative du XX^e siècle. Son histoire moderne des mémoires est encadrée par deux longs moments de déclin. Sous la III^e République, sur fond de reflux de l'énergie révolutionnaire, c'est l'activité mnémotique individuelle (sous le signe d'Henri Bergson, de Marcel Proust, de Maurice Barrès) qui est devenue le vecteur privilégié de la connaissance de soi ; corrélativement, le devenir disciplinaire de l'histoire a appauvri tout l'intérêt d'un genre qui reposait avant tout sur un projet d'autorisation et de grandissement du « soi » ; en sorte que les mémoires sont tombés entre deux besoins. Depuis les années 1970 en revanche, l'appréhension du passé a pour support privilégié des pratiques sociales beaucoup plus larges ; mais ce goût collectif de l'archive, qui est toujours le nôtre, rend le genre tout aussi obsolète. Au sein de ces deux périodes les mémoires, « ineffectifs », n'entretiennent plus qu'un lien extrêmement fragile avec l'histoire. Mais entre ces deux périodes, entre leur atrophie en « souvenirs » et leur éclatement en « archives », un moment de renouveau est apparu, illustré par des sommets de l'histoire du genre – André Malraux (à qui l'auteur a consacré un important essai en 2006), Simone de Beauvoir, et surtout Charles de Gaulle dont la lecture complexe unifie la période... Ce renouveau éclaire les raisons pour lesquelles, malgré leur anachronisme esthétique et savant, ces textes n'ont cessé d'être produits ; il permet aussi de comprendre, au-

delà de toute évaluation, à quel besoin d'histoire le genre a su répondre.

J.-L. Jeannelle montre avec force, dans ces années 1939-1969, une situation où les mémoires ont momentanément recouvré leur puissance « performative », et pleinement assumé leur fonction de médiation textuelle entre l'histoire telle que l'a vécue une génération et sa reconstitution par les historiens : « moyen d'aménager l'imaginaire politique liant les Français entre eux, comme ils l'avaient été à la suite de la Fronde, de la Révolution ou de l'Empire » (p. 17). C'est bien une question pragmatique, une question d'usage, qui constitue le fil rouge du propos et soutient l'enquête : que fait-on des souvenirs ? de quoi une vie porte-t-elle leçon ? comment une communauté nationale a-t-elle pu se trouver partagée entre le besoin de participation au sort commun et le désir d'oubli ? Dans cette période de transition complexe, de la débâcle à la décolonisation, l'histoire a fait irruption dans la vie de chaque Français, provoquant des divisions essentielles, dressant des tribunaux secondaires, laissant voir en creux les enjeux du maintien, de la reconstitution ou de l'abandon d'une communauté nationale. Liant l'effectivité d'un genre littéraire à une configuration historique, celle des guerres civiles réelles ou larvées, cet ouvrage fait donc bien plus que proposer une énième exploration de « l'écriture de l'histoire ». Il s'interroge sur la façon dont une littérature a pu, un temps, être investie d'une certaine mission (et donc d'une valeur historique qui n'est pas exactement documentaire), celle de faire éprouver concrètement l'action du temps sur le cours d'un monde commensurable aux existences qui le composent. À cet égard, le projet peut être solidaire du récent *Histoire, littérature, témoignage* de Christian Jouhaud, Dinah Ribard et Nicolas Schapira, qui donne toute sa mesure à « la puissante réalité de l'écriture » dans des documents qui ne sont pas seulement la résultante d'une « mentalité » transparente à l'analyste, mais les témoins de gestes et d'activités complexes qui « classent, formalisent, communiquent... ».

Ce n'est donc pas sur une vague qualité oratoire, ou sur la reconnaissance d'une exactitude précieuse en deçà d'une écriture néces-

sairement surdimensionnée, que se concentre l'ouvrage, mais sur une conviction qui tient à la force pragmatique de ces écrits. En sorte qu'on ne pourra plus se contenter, littéraire, de replier l'historicité des textes sur la possibilité de leur exploitation documentaire ; et que l'on ne saurait plus, historien, considérer que leur valeur littéraire réside dans leur beau style ou leur rhétorique surannée. Chacun devra se sentir concerné par la littérarité et l'historicité de ces récits telle qu'elle est ici entièrement redéfinie : l'événement de leur effet.

MARIELLE MACÉ

**Vincent Azoulay
et Patrick Boucheron (dir.)**

Le mot qui tue. Une histoire des violences intellectuelles de l'Antiquité à nos jours
Seysssel, Champ Vallon, 2009, 380 p.

Il est des mots qui tuent. Symboliquement, par l'ajout d'une remarque assassine qui rompt tout à coup avec l'« espéranto diplomatique » (Jean-Claude Passeron) du parler académique ou lorsque l'intellectuel élabore des mots d'ordre qui préparent le bouleversement révolutionnaire, la guerre ou le massacre, la violence est là, constitutive et en tout cas ordonnatrice du monde intellectuel. C'est cette intuition première qui justifie une entreprise collective et risquée de revisitation d'espaces intellectuels que l'on attaque plus souvent par la face « engagement », par celle de la macrosociologie des champs ou la microsociologie des sociabilités ; si l'on parle des violences, traditionnellement, il s'agit plutôt de celles faites aux hommes de savoir, par le pouvoir ou la cité, par l'ignorance et la bêtise. Plutôt martyr que bourreau, l'intellectuel s'imagine de même plutôt pacifique que va-t-en-guerre, dessinant une première série de paradoxes propres à ce monde à part.

À la lecture de cette traversée dans les discours violents – des appels à la guerre contre les Perses d'Isocrate en passant par l'attaque *ad hominem* romaine, de la pensée agonale de la *disputatio* médiévale aux querelles littéraires du XVII^e siècle, de l'imaginaire guerrier de l'homme de lettres jusqu'à celui des intellectuels et artistes du monde contemporain –, on

ressort convaincu que cette entrée originale est absolument topique, heuristique, en dépit ou peut-être grâce à son flou méthodologique. En effet, la notion de « violences intellectuelles » n'est pas un concept de sciences sociales qu'une bande d'historiens en mal de références théoriques auraient importé dans leur discipline. Bien au contraire, Vincent Azoulay et Patrick Boucheron en assument le côté « objet historique non identifié » et parient sur les appropriations diverses que sauront en faire ceux qui veulent bien s'en emparer. Sous-tendu par un travail préalable de réflexion commune à partir d'un corpus de textes publiés en ligne¹, le livre a des allures de manifeste générationnel. Il signe le retour en puissance d'historiens outillés intellectuellement en sciences sociales mais refusant le découpage, qui s'est parfois malheureusement installé ces dernières années, entre « les travailleurs des sources » et les « travailleurs du sens » (p. 25).

Tel qu'il ressort de la mécanique colloquante et de sa démarche expérimentale, *Le mot qui tue* offre une réflexion ample et vigoureuse sur un objet inflammable, directement tiré des expériences contemporaines du culte de la radicalité et de la sacralisation des avant-gardes (autre métaphore guerrière) ; un livre qui est aussi plein de trous et de blancs, de fantômes – Bourdieu, Habermas –, le fruit un peu inquiet, un peu dégrisé de cette après-modernité polémologique ; en tendant l'oreille, on peut y percevoir en filigrane les interrogations des auteurs sur les conditions de possibilité d'un échange intellectuel, ici et maintenant, dans un environnement toujours plus concurrentiel, en situation de crise tous azimuts où les « discours incendiaires » peuvent séduire. Espérer conserver la violence inséparable d'une forme de vitalité intellectuelle tout en refusant l'institutionnalisation de l'invective ou l'assignation à la mort sociale comme pratiques de la lutte, en inscrivant ces différentes formes, plus ou moins codifiées, de « violences intellectuelles » dans le temps long, c'est peut-être un des enjeux proprement politiques de cette tentative scientifique.

Premier enseignement – de taille si l'on y songe : la violence est au fondement des mondes intellectuels et, ceci, de multiples

manières. Tout d'abord, les espaces intellectuels se définissent par la polémique scientifique ; l'épreuve de la controverse entre pairs pour définir les normes du milieu ouvre un espace plus ou moins autonome, littéraire, savant, disciplinaire, dont les contours se voient par la suite constamment renégociés dans des moments de crise ou de scandale. Qu'il s'agisse de l'émergence d'un monde libertin (Stéphane Van Damme) ou de l'homme de lettres au XVII^e siècle (Nicolas Schapira), celle-ci n'advient que par la violence des mots échangés. De même, la violence polémique, souvent refoulée d'un univers renaissant fantasmé comme irénique, serait au contraire au centre de la révolution intellectuelle humaniste, comme le montre l'analyse des *Invectives* de Pétrarque par Étienne Anheim. Dépassant ses frontières internes, la violence proprement intellectuelle logerait dans le pouvoir d'interprétation, de classification, de catégorisation du monde social prêté aux intellectuels. Le « pouvoir de nommer » (Bourdieu) est générateur d'une violence symbolique qui n'est pas rien, surtout lorsqu'il s'agit de ramener par la dérision infamante le parvenu à sa position de départ comme dans la *novella* italienne du XV^e siècle, genre instituant une forme médiévale de « méchanceté littéraire » (P. Boucheron). Plus constitutive encore, la première violence gît finalement dans le statut même de l'intellectuel et le découpage des fonctions qu'il met en œuvre dans un monde de division progressive du travail entre ceux qui pensent, les intellectuels, qu'ils soient laïques ou clercs, et les manuels qui se voient dépourvus de la faculté de penser (Charlotte Nordmann). L'œuvre de Bourdieu est étrangement complice de cette violence qu'elle dénonce par ailleurs. Fondamentalement ambigu à l'égard de la relation de dominant-dominé, Bourdieu ne cesse de dévoiler/dénoncer la dépossession des dominés tout en préservant une sacralisation du travailleur du concept, seul môle de l'universel et seul capable de tenir un discours vrai sur le monde social. C'est pourquoi, comme l'illustre son dernier livre en un retournement saisissant, il faut selon lui, malgré tout, défendre Sartre et Aron et le « mythe » de l'intellectuel².

Deuxième remarque : la violence verbale n'est sans doute ni dans la polémique, ni

même dans l'invective mais se définit par la transgression des codes rhétoriques et sociaux en vigueur dans un milieu considéré. Les articles étudiant ces « passages à la limite », soit que la dispute déborde dans la sphère publique, comme dans l'affaire Sokal (Laurent-Henri Vignaud), soit que les polémiques internes au monde intellectuel deviennent folles et s'enflent jusqu'à faire exploser les codes hérités, montrent cependant qu'il est très difficile de saisir le moment où l'on rompt avec des normes jamais véritablement explicitées. En ce sens, la distinction établie par Foucault entre la discussion rationnelle critique et la parole polémique ne fonctionne pas³. On passe facilement de la remarque critique à la pure agressivité et l'idéal de dialogue savant est rarement atteint. L'horizon de la réception – qu'il s'agisse du peuple athénien, des cours de l'Italie du XIV^e siècle, ou des lecteurs de journaux contemporains – est ici essentiel pour traquer les métamorphoses des violences, au contact d'une sphère publique parfois complètement indifférente à des querelles intestines qui ne la concernent pas, parfois activement partie prenante. D'où la véritable originalité de positionnement de ce livre par rapport à une historiographie des controverses ou en regard des enseignements bourdieusiens : elle tient dans la notion de « passage à l'acte » et dans l'hypothèse (à tester) d'un lien entre la violence, verbale, symbolique, intrinsèque au monde intellectuel, et l'emprise violente sur le monde dont sont porteurs les intellectuels responsables de l'élaboration d'un lexique, de catégories de disqualification de l'autre (le juif, le païen, le barbare). Les mots ouvrent la voie au passage à l'acte. Les phénomènes de massacre notamment exigent toujours, pour qu'ils soient supportables, un véritable travail de catégorisation haineuse en amont. Mais là encore, la question n'est pas résolue : la parole intellectuelle, les véritables déflagrations parlantes ou « crises verbales » agressives (affaire Dreyfus ou Mai 68 par exemple) sont-elles des « tremplins de la violence » (Jacques Sémelin) ou n'ont-elles pas au contraire valeur de défouloir ? Isocrate, le philosophe rival de Platon dans l'espace intellectuel athénien fortement polarisé du IV^e siècle av. J.-C., est resté célèbre pour ses appels vigoureux à la guerre contre l'Empire

achéménide dans le *Panégryque* puis le *Panathénaïque* (339 av. J.-C.). Faut-il établir un lien de cause à effet entre la création d'un topos diabolisant le Perse et le début de la conquête de l'Empire perse par Alexandre quelques années après (Vincent Azoulay) ? Les auteurs demeurent très prudents et toujours très historiens dans leur choix de contextualisation radicale : tout est affaire de conjoncture. Selon les moments, les discours trouvent, ou pas, les relais sociaux qui leur permettent le passage dans la sphère de la violence réelle.

Arrivé à ce point, le lecteur demeure un peu sur sa faim, faute de cas empiriques qui viendraient dessiner ce tableau des conditions historiques de la dangerosité des violences intellectuelles. On aimerait lire des articles sur la Révolution française, sur les intellectuels des années 1930 et de l'Occupation en France, à un moment où « le mot tue » ; les « think-tanks » des années 1970 et leur rôle dans le retournement néo-conservateur de l'idéologie dominante en Occident auraient pu faire l'objet de développements topiques. Finalement, rares sont les articles qui tentent véritablement de penser les liens entre violences internes et violences vives externes.

Quatrième remarque : l'approche transpériodique, aujourd'hui favorisée par les protocoles lourds qui semblent privilégier les institutions de la recherche en sciences sociales, est-elle valide et qu'apporte-t-elle ? En effet, il est aisé de noter le coup de force qui consiste à parler de « champ intellectuel » dans l'Athènes classique et de promener la notion de violence dans des configurations aussi radicalement éloignées. Le risque de déshistoricisation est ici contré par la saisie subtile de violences historiquement situées et le refus d'une conception quasi anthropologique d'une violence qui serait consubstantielle à l'homme. En revanche, on voit plus clairement apparaître au fil de la lecture de grandes rémanences entre l'éthos monastique médiéval (Dominique Iogna-Prat) et celui de l'intellectuel moderne, confirmant l'intuition déjà ancienne d'un Paul Bénichou – autre fantôme du livre – concernant le transfert de sacralité du clerc au poète voyant romantique dans l'ère post-révolutionnaire, investissant la figure intellectuelle moderne d'une aura proprement prophétique⁴. C'est d'ailleurs une des ques-

tions que l'on se pose sur les délimitations géo-anthropologiques de ces développements : on est manifestement là dans le fonctionnement occidental d'une pensée « agonale » et même parfois dans une conjoncture très française où l'intellectuel, plus qu'ailleurs, a revêtu les oripeaux de l'universel. Sans doute parce que la strate contemporaine est paradoxalement la moins étoffée du livre, ces interrogations affleurent très peu. Sans doute aussi aurait-on pu raisonner en fonction des régimes d'historicité dans lesquels s'insèrent ces mondes intellectuels pour qui la violence n'est pas seulement élaboration d'un discours préparant le massacre mais aussi incorporation d'un nouveau messianisme révolutionnaire qui doit advenir, dans la violence, par la révolution sociale. Pour le XX^e siècle, le radicalisme intellectuel tout à fait assumé dans son registre lexical ultra-violent – pensons à Sartre et sa préface à Frantz Fanon, *Les damnés de la terre* – théorise le passage à l'acte avec la certitude, chevillée au corps, d'être dans la vérité de l'histoire.

Le mot qui tue fait froid dans le dos : le dictateur en puissance lové dans tout intellectuel qui se respecte est plus féroce visible après la lecture de ces 380 pages. Espérons qu'elles puissent faire réfléchir aux modalités contemporaines d'organisation des discussions savantes. Il faut remercier les auteurs, qui sont aussi des intellectuels, de s'être prêté à cette opération d'histoire décapante. Et poursuivre, car le texte programmatique de l'introduction promet davantage encore que cette première collecte, aussi stimulante que forcément incomplète.

EMMANUELLE LOYER

1 - <http://pheacie.univ-paris1.fr/violences/textes.html>.

2 - Pierre BOURDIEU, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 40.

3 - Michel FOUCAULT, « Polémique, politique et problématisations. Entretien avec Paul Rabinow », *Dits et écrits*. IV, 1980-1988, éd. établie sous la dir. de D. Defert et F. Ewald, avec la collab. de J. Lagrange, Paris, Gallimard, 1994, p. 591, cité par Bernard Lahire en « Postface », p. 374.

4 - Paul BÉNICHOU, *Le sacre de l'écrivain, 1750-1830. Essai sur l'avènement d'un pouvoir spirituel laïque dans la France moderne*, Paris, José Corti, 1973.

**Stéphane Gioanni et Benoît Grévin
(éd.)**

*L'Antiquité tardive dans les collections
médiévales. Textes et représentations,
VI^e-XIV^e siècle*

Rome, École française de Rome, 2008,
374 p.

Ce volume est constitué par la publication de deux tables rondes organisées en 2005 et 2006 à l'École française de Rome sur le thème des collections textuelles au Moyen Âge et du rôle qu'elles ont eu dans la transmission des textes de l'Antiquité tardive. La première partie, intitulée « La constitution des collections », est consacrée à l'espace de la latinité, alors que la seconde partie traite d'œuvres initialement non latines, principalement écrites en grec, et dont la réception met en jeu des pratiques de translation, de traduction et d'acculturation.

Le caractère central qu'occupe le phénomène de regroupement textuel dans la culture médiévale de l'écrit entretient des liens étroits avec l'évolution de la forme matérielle du livre en *codex* qui permet d'associer plusieurs auteurs ou plusieurs textes d'un auteur dans une même unité codicologique (François Dolbeau). C'est à partir du VI^e siècle que cette pratique se développe en Occident et elle constitue, jusqu'au XV^e siècle, la forme dominante de transmission et de réception des textes.

Il fallait donc, pour aborder un phénomène aussi général, définir des axes prioritaires autour desquels les contributions puissent dialoguer. Dans l'introduction, les éditeurs du volume distinguent tout d'abord les collections des autres types de regroupements textuels médiévaux ; elles se caractérisent par un degré supérieur d'organisation et par l'existence d'un projet qui, ayant guidé le travail matériel de compilation, leur confère une cohérence intellectuelle et/ou une efficacité fonctionnelle. La distinction proposée entre collections homogènes et hétérogènes, entre des ensembles qui respectent une taxinomie du savoir et une logique de production héritées et ceux qui se caractérisent au contraire par un plus grand « syncrétisme conceptuel », s'avère très pertinente pour ouvrir le questionnement philologique vers une histoire de la réception et des usages médiévaux des savoirs

antiques. Les collections constituent un lieu d'observation privilégié de l'histoire culturelle et intellectuelle du Moyen Âge latin, dans la mesure où elles témoignent non seulement du phénomène d'extension des corpus textuels disponibles par la traduction d'œuvres jusqu'alors inaccessibles, mais aussi parce qu'elles révèlent les formes continues de leur reconfiguration, par le déplacement des textes au sein d'une économie globale du savoir, mais aussi, parfois, par leur changement de statut. L'ouvrage recèle de la sorte, pour tous les médiévistes, une portée méthodologique générale ; il invite à lire les textes à travers l'enchevêtrement de leur tradition, en se déprenant, comme le propose Benoît Grévin, des divisions académiques traditionnelles comme de la *lectio facillior*.

La très grande richesse des contributions rassemblées ouvre la voie à de multiples lectures – philologique, historique, méthodologique – que facilite la présence de deux index très soignés (un index *nominum et locorum* et un index *codicum*). Si la plupart des auteurs ont centré leur propos sur une collection ou une série de textes originale, l'article de F. Dolbeau, qui ouvre le volume, s'intéresse à deux *types* de collection (les homéiliaires et les passionnaires) dont il retrace l'histoire divergente. Alors que les collections d'auteurs influent fortement sur la confection, à partir du VI^e siècle, de recueils de sermons plus hétérogènes, elles ne semblent pas avoir joué un rôle comparable dans la transmission des textes regroupés en passionnaires à partir de la seconde moitié du VIII^e siècle.

Quatre voies d'approche ont été privilégiées par les contributeurs : retracer les étapes de la transmission de textes ou de fragments de textes qui sont à un moment donné regroupés matériellement ou qui forment un ensemble considéré comme cohérent du point de vue du thème, du genre, de la classification du savoir ou simplement de l'attribution, et évaluer la part imputable à des collections dans le processus de tradition ; suivre, à travers une série de collections médiévales, la destinée et les réorganisations successives d'un corpus de textes produits dans l'Antiquité ou durant le haut Moyen Âge ; reconstituer la genèse d'une collection en déterminant les formes singulières

de transmission à travers lesquelles le compilateur a eu accès aux textes qu'il assemble ; suivre enfin l'histoire de la réception d'une collection particulière grâce à l'exploration du péri-texte des annotations marginales portées sur les manuscrits ou à travers son insertion complète ou partielle dans des ensembles textuels plus vastes.

L'ensemble de ces travaux met en évidence trois séries de phénomènes importants. Le premier est constitué par les processus d'hybridation des textes et du savoir qu'ils portent. Mis à part quelques cas de collections stables qui semblent aller de pair, comme pour l'Avellana, avec une transmission discontinue – délaissement puis résurgence grégorienne –, on ne peut qu'être frappé par la vigueur du phénomène de recomposition et d'hybridation produit par l'assemblage et la mise en série des textes, qu'il fonctionne au sein d'un domaine de savoir constitué – comme pour le *dictamen*, la médecine, la magie ou le droit canonique – ou qu'il s'accompagne de transgressions comme dans le cas des anciennes sibylles étudiées par Sylvain Piron. Cette histoire des « montages » textuels qui est aussi une histoire de l'usage des textes rappelle la nécessité pour les médiévistes de « tenir compte au moins autant de ce qu'enseigne la configuration manuscrite que de l'idée que l'on peut se faire [des textes] à partir de leurs éditions qui en dissèquent le contenu de manière isolée en partant d'attributions d'auteur » (p. 107). Roberto Alciati revient également sur ce thème à la fin de son article consacré à la collection des lettres de Rurice de Limoges. La difficulté réside sans doute dans la capacité à ne pas demeurer le regard rivé sur les continuités, mais à repérer, à l'image des contributions de Danielle Jacquart, Julien Véronèse et S. Piron, des seuils et des ruptures, tant dans la diffusion synchronique d'un ensemble de textes que dans son évolution diachronique.

La prise en compte des regroupements manuscrits conduit à réintroduire très fortement la question de la réception. Davantage qu'un travail réduit à la simple reconstitution du cheminement que les textes choisis ont suivi, les contributions les plus intéressantes proposent, à travers la prise en compte des autres textes avec lesquels ils ont voisiné dans les manus-

crits, une réflexion complémentaire sur les champs du savoir qu'ils ont pu traverser, ou plus modestement sur les variations de leurs usages au sein d'un même champ. S. Piron montre ainsi que les *Revelationes* du Pseudo-Méthode, texte rédigé en 691-692 dans la région de Mossoul et traduit en grec puis en latin au début du VIII^e siècle, a été lu, avant le XIII^e siècle, dans des « perspectives complémentaires » : comme apocryphe biblique pour sa première partie, dans une perspective historique, ou bien encore comme détenteur d'un savoir géographique sur les confins du monde. Dans le contexte du XIII^e siècle, qui est celui de la formation d'anthologies prophétiques, le texte finit par voisiner avec les œuvres de Joachim de Fiore, qui fournissent le cadre herméneutique nécessaire à de tels regroupements. Parfois, comme le montre D. Jacquart à propos du Galien latin, l'usage auquel les textes sont destinés exerce un rôle déterminant : si l'apport des traductions arabes des XI^e-XII^e siècles conduit à la création des collections *Articella* et *Ars commentata* qui comprennent des textes de Galien et jouent un rôle fondamental dans l'enseignement de la médecine, les recueils du Galien latin, produits au XIII^e siècle, sont quant à eux destinés à l'usage des maîtres. La diffusion du savoir paraît indissociable d'une histoire de sa « raison pratique » à laquelle les regroupements textuels donnent accès.

La constitution des collections envisagée sur le temps long du Moyen Âge pose également de manière renouvelée la question de l'innovation. Plusieurs contributions de la seconde partie s'interrogent de manière croisée sur le lien entre traduction, apport de textes jusque-là inconnus et forme particulière de leur réception dans le cadre d'un savoir et d'une tradition manuscrite déjà constituées. On ne peut que constater l'infinie complexité et la très grande variété de ces processus. Dans bien des cas, qu'il s'agisse du Galien latin, des dossiers textuels d'Anastase le Bibliothécaire, de la magie salomonienne ou des œuvres de Jean Chrysostome, la traduction qui conduit à l'augmentation du corpus des textes de la latinité s'accompagne aussi d'une forte acculturation. L'usage des textes dans un contexte différent de celui de leur production initiale se manifeste par le caractère non déterminant

de l'origine des traductions dans la constitution des recueils occidentaux, comme par la pratique fréquente de phénomènes de sélection/réécriture, auxquels il convient d'attacher un sens linguistique, culturel et politique, pour reprendre les mots de Réka Forrai. J. Véronèse rappelle également qu'à l'image de certains procédés mis au jour par Michel Zink pour la littérature, les traducteurs créent parfois de véritables leurre philologiques qui placent le texte dans une tradition fictive. Cela signifie par conséquent qu'il convient de coupler une analyse des apports textuels extérieurs au monde latin avec une histoire de leur « acclimatation » qui possède sa chronologie propre.

Redisons encore une fois la très grande qualité de ce volume collectif qui, au-delà du savoir positif réuni dans des domaines variés – droit canonique, rhétorique, écrits prophétiques, magie, textes liturgiques... –, rappelle la nécessité pour les médiévistes de lier fortement les interprétations qu'ils proposent à un examen des formes singulières de transmission des textes qui caractérisent la culture médiévale du manuscrit. La portée méthodologique et heuristique de ce travail, malheureusement dépourvu d'un essai de conclusion, dépasse donc très largement la somme des contributions rassemblées.

PIERRE CHASTANG

Ennode de Pavie

Lettres. Tome 1, livres I et II

éd. par S. Giovanni, Paris, Les Belles

Lettres, 2006, CXCVIII-196 p.

Ennode de Pavie n'est certainement pas le plus connu des auteurs du VI^e siècle, encore moins le plus reconnu. La faute en revient à son style, d'une déroutante complexité. Un évêque du XII^e siècle affirmait déjà que son « expression ténébreuse émousse la compréhension » plutôt qu'elle ne la facilite. Quant à la teneur même de ses lettres, elle ne peut manquer d'intriguer : la plupart du temps, l'affaire en cours ne fait l'objet que d'allusions indirectes et souvent ironiques ; et lorsque le motif de la rédaction se trouve enfin explicité, il apparaît généralement dérisoire. Dans l'ensemble, Ennode de Pavie n'a longtemps

échappé à l'oubli que parce que son nom apparaîtrait comme une *autoritas* dans le *Dictatus papae* de Grégoire VII.

Le grand intérêt du travail de Stéphane Giovanni est de tirer l'épistolier italien de l'obscurité dans laquelle il était tombé ou, pour être exact, de soulever les voiles dont il s'était lui-même enveloppé. Le livre propose une édition critique et une traduction des deux premiers livres des *Lettres*. Cette traduction mérite à elle seule toutes les louanges : précise, élégante et fidèle à la redoutable préciosité de l'auteur, elle rend enfin accessible l'un des textes majeurs de la « Renaissance ostrogothique ».

Mais le principal attrait du volume reste la longue introduction qui permet de comprendre à la fois un auteur, son style et la postérité de son œuvre. Sur Ennode lui-même, nous sommes assez bien renseignés. Né vers 473 dans une famille de l'aristocratie provençale, il devient diacre de l'Église de Milan sous le règne de Théodoric le Grand. Maître de rhétorique, doté d'un réseau de relations étendu mais toujours avide de contacts avec les plus hautes personnalités, il participe aux ambassades et prête ses compétences à la chancellerie pontificale. Lorsque le schisme laurentien agite l'Église de Rome, il prend fermement le parti du pape Symmaque. Ces engagements opportuns lui permettent d'être élu évêque de Milan vers 513, fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort en 521.

Pendant ses années de diaconat, Ennode écrit à une liste importante de correspondants, en Gaule et surtout en Italie. Fidèle à l'esthétique de la *brevisitas*, chaque lettre se résume à un court billet, dont l'intérêt objectif est loin d'être évident. Car écrire sert d'abord à entretenir l'amitié, un lien qui peut vivre sans rencontres réelles mais ne saurait se passer de mots. La lettre constitue ainsi une attention et une salutation, beaucoup plus qu'une information. Écrire une lettre permet également d'entretenir les codes épistolaires élaborés par Cicéron et relayés plus récemment par Symmaque ou Sidoine Apollinaire. La lettre représente à ce titre un hommage à l'Antiquité, à travers un ensemble de références partagées qu'Ennode contribue subtilement à christianiser. Écrire et demander des réponses permet enfin de constituer un groupe de cor-

respondants réguliers, qui pourront un jour servir de protecteurs ou d'alliés. Or, Ennode excelle à développer son réseau social. Outre ses parents, le jeune ambitieux sollicite les personnages les plus éminents de l'Italie théodoricienne : consuls, préfets du prétoire et aristocrates bien en cours à Ravenne sont ainsi invités à rejoindre un groupe uni par l'amitié épistolaire, par la noblesse du cœur et par un commun usage de la langue latine.

Cette latinité tardo-antique dont Ennode est l'un des représentants les plus éminents n'est donc pas un pur exercice de virtuose. Elle constitue le véritable terrain de la rencontre épistolaire. Bien sûr, le correspondant le plus apprécié est celui qui sait charmer et Ennode cultive ce que S. Giovanni appelle joliment « l'esthétique du labyrinthe ». Sa phrase se décompose en propositions imbriquées et touffues. La figure favorite d'Ennode est d'ailleurs l'hyperbate, c'est-à-dire l'éloignement de deux termes grammaticalement unis. Le lecteur ne peut alors comprendre la lettre qu'au prix d'une lecture attentive et nécessairement gourmande, qui délivrera lentement son sens tout en proposant mille ambiguïtés délicieuses. La diversité du vocabulaire, poussée à l'extrême, vise à achever d'éblouir le lecteur et chaque champ lexical se trouve développé par une myriade de mots aux nuances variées. Les métaphores sont omniprésentes ; sans être originales, elles s'enchaînent et s'emboîtent les unes aux autres jusqu'au tourbillon. Cette préciosité d'Ennode n'est d'ailleurs pas unique. Elle s'inspire du style de la chancellerie tardo-antique et se rapproche, par de nombreux aspects, de l'écriture de Cassiodore dans les *Variae*. Ce maelström de grammaire latine et de références antiques christianisées constitue en effet le point de rassemblement d'une génération. Les jeunes sénateurs des années 500 croient pouvoir sauver Rome et le catholicisme sous l'égide bienveillante du pouvoir ostrogoth. Leur langue, lumineuse et déroutante, est à l'image de leurs espérances.

Pour le plus grand malheur d'Ennode et de ses amis, l'histoire est venue briser le rêve. Les armées de Justinien ont détruit le royaume d'Italie et les intellectuels se sont réfugiés à Byzance ou dans le silence des monastères. Comment les *Lettres* d'Ennode de Pavie ont-

elles réussi à survivre à la disparition de leur milieu naturel ? S. Giovanni propose à ce sujet une importante analyse qui rejoint la question de la mise en collection des œuvres antiques. Rien ne prouve, semble-t-il, que le rassemblement du corpus épistolaire soit l'œuvre d'Ennode lui-même. Les premiers témoins de la collection constituée remontent au début du IX^e siècle. Or, les traces les plus précoces de la « redécouverte » d'Ennode se rencontrent chez Paul Diacre. Il est par conséquent possible que la collection des *Lettres* corresponde à un travail carolingien. Le recellement *a posteriori* d'une correspondance n'a rien d'impossible, dans la mesure où la même conclusion a été avancée par Ian Wood et Danuta Shanzer pour le corpus d'Avit de Vienne. Ce serait ainsi le goût carolingien pour la rhétorique tardo-antique qui aurait préservé la plupart des correspondances du VI^e siècle. Ceci amène à considérer les recueils épistolaires avec plus de méfiance : le classement des lettres, très tardif, ne saurait plus être tenu pour un indice de la chronologie réelle de la rédaction des différentes pièces.

Après l'époque carolingienne, la faveur d'Ennode décrut. Tenu pour un partisan acharné de la primauté pontificale, il fut attaqué au XII^e siècle par ceux qui contestaient le pouvoir centralisateur de Rome. Ne pouvant s'en prendre directement au contenu de son œuvre, ils en critiquèrent le style. Celui qui se pensait comme un poète de la lumière se trouva ainsi dénoncé comme l'auteur d'obscurs enfantillages. Les humanistes n'aidèrent guère l'évêque de Pavie à retrouver sa place parmi les grands épistoliers ; tout au plus le reconnurent-ils comme l'un des inventeurs du pluriel de politesse. À la suite d'un siècle de redécouverte progressive, le travail de S. Giovanni permet enfin à Ennode de sortir du labyrinthe dans lequel il s'était enfermé. Le latiniste y découvrira l'inventivité débridée d'une époque souvent jugée décadente. Quant à l'historien, il pourra y percevoir toute la complexité du premier VI^e siècle, où les administrations « barbares » encourageaient la survie et la floraison de la civilisation romaine. Le second volume de traduction des *Lettres* est attendu pour l'année 2010.

Mireille Chazan*Études d'historiographie médiévale*

Metz, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2008, 516 p.

L'historiographie médiévale est un champ de recherche que, le premier en France, Bernard Guenée a défriché dans sa magistrale synthèse parue en 1980¹. Son enseignement a naturellement fait des disciples. Parmi eux, Mireille Chazan, longtemps professeur à l'université de Metz, compte à son actif une série d'études de la première importance qui portent l'empreinte du maître. Sa thèse publiée en 1999 sur *L'Empire et l'histoire universelle, de Sigebert de Gembloux à Jean de Saint-Victor, XII^e-XIV^e siècle* a été remarquée en son temps. Le présent volume, préfacé par B. Guenée, rassemble très opportunément seize textes publiés entre 1980 et 2006 dans des revues ou des actes de colloques dans le domaine de l'historiographie médiévale, abordée aussi bien à travers l'étude d'auteurs qu'à travers celle des techniques d'écriture historique mais également sous l'angle de l'histoire politique et idéologique, un des apports majeurs de l'auteur ayant été de montrer combien étaient liés la configuration et le sens des œuvres.

Les études réunies se regroupent en trois parties : la première concerne l'historiographie française ; la deuxième l'historiographie et l'hagiographie lorraines et en particulier messines ; la troisième le métier d'historien au Moyen Âge. Toutes illustrent la cohérence et la vigueur d'une pensée historique assise sur une érudition sans faille ni excès et sachant tirer des enseignements de premier ordre des conditions matérielles et intellectuelles de la « fabrique de l'histoire » au Moyen Âge.

La première partie offre aux lecteurs des études déjà bien connues. Elles montrent comment l'historiographie a partie liée avec la construction de l'identité royale et nationale, par rapport à la Rome antique et surtout par rapport à l'Empire, y compris dans les chroniques dites universelles qui n'ont en principe à s'occuper que des pouvoirs du même nom et qui, produites dans le royaume de France, tendent de plus en plus à voir dans la royauté capétienne une royauté « impériale ».

La deuxième partie présente des recherches moins connues, que leur espace de référence plus réduit ne rend pas moins riches ni moins suggestives. L'auteur s'intéresse aux productions historiographiques et hagiographiques d'un espace situé aux confins de deux aires culturelles et politiques. Elle constate bien comment les identités monastiques, ecclésiastiques ou urbaines se bâtissent à coup de mythes, de reconstructions du passé opérées par des choix de sources habilement exploitées et agencées. L'examen très précis des *vitae* du prétendu fondateur de l'Église de Metz, saint Clément, et de leurs lieux de production révèle la concurrence – féconde – des mémoires ainsi que les enjeux de pouvoir qui s'y déploient, c'est-à-dire l'importance du rattachement de la cité messine à un personnage lié à la splendeur de Rome, à la gloire des apôtres et à l'héroïsme des tueurs de monstres. Dans cette partie, l'auteur présente un des plus grands historographes d'Occident, Sigebert de Gembloux, dont elle est la meilleure spécialiste. Attaché à Metz dont il écrivit un éloge promis à une belle postérité et excellemment étudié dans un autre article ici présent, attaché à l'Empire qu'il défend contre les prétentions grégoriennes, Sigebert le bien nommé (du nom d'un saint roi austrasien) entend poursuivre l'œuvre d'histoire universelle de saint Jérôme tout en exaltant la Lotharingie, cœur de l'Empire qui est lui-même le pilier du monde. Bâtie sur des sources minutieusement reconstituées, sa chronique a connu un énorme succès (plus de 40 manuscrits conservés). Aubry de Trois-Fontaines, au diocèse de Châlons, l'a beaucoup utilisée. L'article que l'auteur lui consacre est un autre modèle d'enquête historiographique attentive aux conditions de documentation de ce moine cistercien comme au cadre géopolitique très « impérial » déterminé par ses sources très largement germaniques et produites par un auteur d'origine probablement lotharingienne – hypothèse convaincante de M. Chazan –, mais bien moins lu que son compatriote Sigebert car sa chronique vit le jour dans un royaume de France dont l'histoire regardait de moins en moins vers l'Est. Par le prisme de chroniqueurs d'Église ou du siècle méconnus, l'auteur met aussi en évidence les

voies suivies par l'historiographie urbaine du XIII^e au début du XVI^e siècle. Le frère prêcheur Jean de Mailly, dont le travail est décortiqué jusque dans les moindres détails, n'entend pas relater le passé de la ville de Metz. C'est l'un des premiers dominicains à écrire une histoire utile à ses frères prédicateurs par sa brièveté, son organisation et son orientation évidemment providentialiste. Elle devait inspirer Martin de Troppau. Notons une rare inadvertance de l'auteur qui écrit « naissance » pour dire « conception » du Christ fixée au 8 des calendes d'avril (p. 253). Dans l'article suivant, elle date curieusement l'œuvre de Jean d'Outremeuse, qui s'arrête certes en 1341, de la « première moitié du XIV^e siècle » (p. 317) pour dire sans doute « deuxième ». On voit comment et pourquoi le chevalier et maître-échevin André de Rineck a rassemblé à la fin du XV^e siècle à partir de divers « dépôts » de documents des éléments d'histoire messine susceptibles de servir à la défense des privilèges de la ville face aux visées des Valois. Dans la troisième décennie du XVI^e siècle, le maître de la faculté des Arts de Trèves, Antoine Esch, compose en latin dans une optique humaniste (il connaît Robert Gaguin, Flavius Biondo et utilise les textes imprimés), mais en adossant à la succession épiscopale ses repères temporels, un abrégé des faits des Messins qui traduit un patriotisme urbain. Les Messins, parvenus à un carrefour de leur histoire, ressentent le besoin de connaître leur passé pour affronter l'avenir. Presque tous ces auteurs affichent leur attachement résolu à l'Empire, sans doute parce que les libertés messines s'accommodent mieux de la faible autorité impériale que de l'éventuelle tutelle française. La belle étude sur la figure de Charlemagne dans leurs œuvres et celle de Philippe de Vigneulles montre leur embarras : quoique nourris des sources françaises, ils en font essentiellement un prince germanique à dissocier des ambitions lorraines des Valois.

La dernière partie porte sur les diverses facettes du « métier d'historien » tel que B. Guenée l'a nommé voici trente ans. C'est que, s'il n'existe pas d'historiens de profession, l'écriture de l'histoire suppose néanmoins la maîtrise de techniques spécifiques. L'auteur examine le rapport de Jean de Mailly aux Autorités en matière hagiographique. Loin

de toute crédulité aveugle, il sait discerner dans son légendier les textes à suivre et les textes douteux selon des critères précis : la raison doit l'emporter sur l'usage, foi est à accorder au *Decretum gelasianum* qui avait listé les auteurs authentiques. La compilation est une opération cardinale du travail historiographique dont elle garantit l'authenticité. M. Chazan a montré dans sa thèse combien elle faisait sens. Elle en donne ici un autre aperçu à travers les exemples de Robert d'Auxerre, Aubry de Trois-Fontaines et Jean de Saint-Victor. *Colligere, ordinare, narrare* sont les trois phases de la compilation, non pas stérilement reproductrice mais créative et critique, car il faut trancher entre les discordances factuelles, géographiques et surtout chronologiques, mettre en page le récit en le dotant de repères commodes (les années de règne des souverains de divers *regna*) et idéologiquement significatifs, tisser la trame narrative en fonction du genre pratiqué. L'auteur revient sur la question de la critique des sources dans les deux dernières études du recueil : le temps des événements et leur succession, leur lieu (dans une moindre mesure) et leurs acteurs (en particulier) sont passés au crible. Les méthodes critiques laissent aux auteurs une liberté bien plus grande qu'on ne pourrait croire face à leurs sources. Hélinand de Froidmont a sans doute été le chroniqueur le plus actif dans cet art de la critique mais les Pères avaient montré le chemin.

L'ensemble du volume fournit donc des analyses très riches et suggestives sur l'historiographie médiévale. L'œuvre de M. Chazan est considérable. Il est heureux que ses plus beaux fleurons aient été mis à la disposition des médiévistes. Deux regrets toutefois. L'un inhérent à ce genre de publication : certains passages se répètent d'un article à l'autre. L'autre suscitée par ce genre de publication : pourquoi l'auteur n'a-t-elle pas agrémenté l'ouvrage d'une introduction remettant ses productions en perspective ?

FRANCK COLLARD

1 - Bernard GUENÉE, *Histoire et culture historique dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

Peter von Moos (éd.)

Zwischen Babel und Pflingsten. Sprachdifferenzen und Gesprächsverständnis in der Vormoderne (8.-16. Jahrhundert). Entre Babel et Pentecôte. Différences linguistiques et communication orale avant la modernité (VIII^e-XVI^e siècle)
Vienne/Zurich, LIT Verlag, 2008, XVII-765 p.

Dans ce volume à l'architecture originale, Peter von Moos, se plaçant sous l'invocation du *Turmbau von Babel* d'Arno Borst, a imaginé un dispositif méthodologique jouant à la fois sur l'interaction entre participants francophones et germanophones et sur la préparation d'une grille problématique ambitieuse pour élaborer un dialogue interdisciplinaire dont la trame linguistique franco-allemande forme un clin d'œil à l'objet étudié. La problématique, à la fois large et cohérente, renvoie à la question de la perception et des réalités de la communication linguistique et de ses difficultés au Moyen Âge, en tentant d'en étudier les spécificités grâce à une approche interdisciplinaire qui évite un déséquilibre trop net au profit des linguistes, des littéraires ou des historiens.

Une première partie méthodologique n'aborde le Moyen Âge proprement dit que dans son ultime section. Une deuxième partie revient sur l'analyse du langage par les théoriciens médiévaux, en donnant une place particulière à Dante et Raymond Lulle. Une troisième partie bascule du côté des témoins de la pratique et de leur analyse, en examinant la question débattue des interactions du latin et des langues romanes et de la modélisation de leur évolution entre haut et bas Moyen Âge. Une quatrième partie repart de la pratique pour aborder à travers des témoins de tensions ou problèmes de communication spécifiques la question du lien entre identité sociale et choix linguistiques. La cinquième partie est consacrée aux enjeux communicationnels de la prédication, tandis que la sixième explore d'une part les ratés de la communication ou son refus, d'autre part sa sexualisation.

En dépit des inégalités inhérentes à toute entreprise collective, la complémentarité des différentes approches et la qualité d'ensemble

de la réflexion font de ce volume une étape importante dans l'historiographie de la communication médiévale. Relevons en vrac quelques limites ponctuelles avant de discuter brièvement certains problèmes de fond posés par cette réflexion collective. Le volume ayant vocation à rester longtemps un « sas » interdisciplinaire, on peut d'autant plus regretter qu'à un index des notions, fonctionnel, s'oppose un index des noms rachitique, quasi inexploitable. En revanche, le dispositif bibliographique, complétant les renvois ponctuels par une riche bibliographie indicative, est très bien pensé.

Des bavures de forme non négligeables, souvent liées à des problèmes de traduction ou de vérification, sont à regretter. La sensation prévaut également à la lecture de certaines communications que la collaboration entre historiens et linguistes ou littéraires aurait dû être poursuivie par une relecture croisée évitant quelques inexactitudes, formulations ambiguës, ou bévues. Peut-on vraiment parler d'absence de rupture de *continuum* linguistique au Moyen Âge entre Berlin et Paris (p. 95) ? Quid du dernier paysan romanophone qui rencontre le premier germanophone ? Un relecteur n'aurait-il pas pu découvrir (p. 99, n. 34) une citation du discours de l'écolier limousin de Rabelais par un contemporain dans les lignes apparemment comprises comme un relevé sur le terrain de pédantismes latinisants ? Peut-on parler d'un hébreu de Tibériade – normalisation linguistique datant d'après la destruction du temple – s'opposant aux langues et dialectes à l'époque biblique (p. 106) ? Ou opposer un témoin du bas Moyen Âge comme la *Königsaler Chronik* à l'*Historia Langobardorum* de Paul Diacre (écart de *circa* six siècles) à propos de la perception des différences dialectales dans l'Empire, etc. ? Ces approximations consolent les historiens souffrant de complexes d'infériorité épistémologique face à la rigueur de certaines modélisations linguistiques.

Il est vrai que celles-ci peuvent parfois dérouter, comme dans ce volume même l'ultime témoignage de l'interminable querelle sur l'emploi du concept de diglossie dans la modélisation des rapports entre les langues romanes et le latin. Tel le fantôme de Hamlet, la diglossie revient régulièrement, malgré son

trépas annoncé dès *Viva Voce* en 1992¹, hanter les labyrinthes spatio-temporels de la communication romane au haut Moyen Âge et de son évolution dans le temps. La communication de Peter Koch, qui réintroduit ici le concept contre Michel Banniard, semble prouver que la notion, comme un certain nombre de concepts sociolinguistiques, ne peut être évacuée à cause de sa relative inadéquation à une description de détail d'une situation donnée : il suffit de changer la focale pour qu'elle réimpose presque automatiquement son efficacité heuristique.

Ce n'est pas le moindre intérêt du volume que ces groupes de communications complémentaires ou opposées qui permettent d'aborder des débats en cours, ici particulièrement focalisés sur les rapports latin/roman aux VII^e-X^e siècles, sur l'interprétation des constructions théoriques de Dante ou sur la relation entre les choix linguistiques symboliques ou pragmatiques dans la France et l'Angleterre de la fin du Moyen Âge et la construction d'une identité linguistique. Dans ce dernier cas, le débat entre Serge Lusignan et Ursula Schaefer débouche sur un dialogue complémentaire qu'on aurait aimé retrouver dans le débat Banniard/Koch. *Entre Babel et Pentecôte* ne prétend certainement pas du reste trancher l'ensemble des questions liées à l'histoire de la communication abordées dans ses pages, comme le montre l'espace laissé à ces débats.

On terminera cette brève présentation par une interrogation sur l'un des présupposés à la base de cette entreprise : celui que les médiévaux latins ne diagnostiquaient pas les problèmes d'absence de communication avec la même intensité que les modernes, pour des raisons proprement anthropologiques. C'est possible, mais on peut tout de même se demander, au vu des nombreux exemples de crises de la communication analysés ou évoqués (notamment dans la pensée de la croisade et de la prédication), s'il ne faut pas relativiser quelque peu cette vision d'un Moyen Âge unitaire s'opposant à la révélation de béances linguistiques qui serait propre à l'époque moderne et contemporaine. Cet écart apparent ne serait-il pas dû, pour une part au moins, à l'inflation documentaire ? À proportion égale de la documentation subsistante, les témoignages

d'insensibilité ou de désintérêt linguistique ne seraient-ils pas sensiblement équivalents, tant dans la fiction littéraire que dans la documentation pragmatique ou la réflexion théorique, avant et après le XVI^e siècle ? Ou s'il faut admettre une intensification par sauts de la prise de conscience d'enjeux de communication avec la rationalisation de l'approche linguistique, ne serait-il pas utile de réexaminer le problème des césures qui marqueraient pour le Moyen Âge occidental cette progression ? Telles sont quelques-unes des questions que ce volume pose à ses lecteurs, en répondant au vœu aristocratique de refus d'une uniformisation de la pensée dans une médiocrité de la culture linguistique formulé en conclusion par un P. von Moos schopenhauerien.

BENOÎT GRÉVIN

1 - Michel BANNIARD, *Viva voce. Communication écrite et communication orale du IV^e au IX^e siècle en Occident latin*, Paris, Institut d'études augustiniennes, 1992.

Mathilde Bombart

Guez de Balzac et la querelle des Lettres. Écriture, polémique et critique dans la France du premier XVII^e siècle
Paris, Honoré Champion, 2007, 553 p.

Dans l'histoire littéraire, Jean-Louis Guez de Balzac occupe une place d'honneur parmi les « architectes » du classicisme. Ainsi, dans son étude magistrale sur l'éloquence française à l'âge classique, Marc Fumaroli esquisse le portrait d'un Balzac « médiateur » qui a fourni le modèle d'un « grand goût classique » dépassant l'opposition entre le style fleuri des jésuites et le style sévère des parlementaires¹. La grande édition in-folio des *Œuvres* de Balzac (1665) va également dans ce sens. On y découvre un Balzac arbitre de l'honnêteté et du bon goût, entretenant une correspondance depuis sa retraite angoûmoise avec des littérateurs, des grands, des salonnières et des citoyens de la République européenne des Lettres. Or Mathilde Bombart, dans ce livre profond et lucide, nous montre que les choses ne sont pas si simples. L'image d'un Balzac « classique »

occulte l'aspect troublant, même libertin, de sa première œuvre importante, les *Lettres* de 1624.

Curieuse affaire que cette « querelle des *Lettres* ». Annonçant la querelle des Anciens et des Modernes de la fin du siècle, elle oppose les partisans de la nouveauté littéraire, incarnée par les *Lettres* de Balzac, aux défenseurs des Anciens. Or comme le démontre brillamment M. Bombart, il ne s'agit pas d'un simple différend entre littérateurs. À cette époque où, faute d'institutions, le champ littéraire reste encore assez mal défini, l'enjeu n'est rien moins que la légitimité même de la littérature en tant qu'activité et valeur. Par la publication de ses *Lettres*, Balzac a cherché à « s'instituer » en auteur littéraire, à se créer un statut qui ne serait ni celui de docte, ni celui de poète de cour, ni celui d'orateur. M. Bombart insiste sur le côté ouvert et polymorphe (nous dirions aujourd'hui « postmoderne ») de l'écriture des *Lettres* : détachées de leurs contextes d'énonciation ou franchement fictives, elles deviennent des démonstrations de la virtuosité stylistique de leur auteur. En associant ainsi la figure de l'auteur à un style individuel, les *Lettres* annoncent l'ordre du discours que nous appelons aujourd'hui « littérature ». À la différence de Christian Jouhaud, qui met l'accent sur l'alliance entre une conception de la littérature qui écarte les mots pour se concentrer sur les choses et un pouvoir monarchique fort², M. Bombart explore le potentiel subversif, voire libertin, du geste de Balzac. Détacher les mots des choses permet à Balzac de créer une zone de liberté dont il profite pour faire l'apologie du plaisir et pour afficher un conformisme politique qui n'est pas sans équivoque. Ne vouloir « rien croire de plus véritable que ce qu'il a appris de sa mère et de sa nourrice » en matière de religion, n'est-ce pas en effet laisser entendre que les doctrines religieuses sont une affaire de pure convention, et qu'il suffit de leur rendre un hommage extérieur, voire hypocrite ? En fin de compte, pourtant, le libertinage de Balzac ne se trouve pas tant dans ses idées que dans son apothéose du style. En se posant en « créateur » stylistique, il s'éloigne d'une conception religieuse du discours, où il n'est d'autre créateur que Dieu et il n'est d'autre autorité que le Verbe. Ainsi, un des enjeux principaux de la querelle est la

notion d'« originalité ». Lorsque le frère André accuse Balzac de plagiat, il ne vise pas seulement l'intégrité de l'épistolier, mais la notion même d'une création littéraire qui ne serait pas imitation des Anciens. Il en va de même de la question des mauvaises mœurs de l'écrivain. Quand le père François Garasse et le moine Jean Goulu parlent du « libertinage » de Balzac, il n'est pas seulement question de l'immoralité de sa vie, mais plus généralement de l'illégitimité de toute littérature privée de visée moralisatrice dans un contexte religieux.

Un des grands apports de cette étude extrêmement riche et érudite est de contribuer à l'histoire de la notion moderne de littérature « comme usage de l'écrit à finalité purement esthétique ou divertissante » (p. 462). L'événement littéraire de la publication des *Lettres* ouvre un espace où interviennent de nombreux acteurs : écrivains inconnus cherchant à faire carrière, lettrés rattachés aux grands de la cour, gens d'Église, etc. En dépit de leurs différences idéologiques, presque tous ces auteurs s'adressent à un public mondain et féminisé de lecteurs non spécialisés. Même le moine feuillant Jean Goulu, qui se pose en défenseur d'une conception humaniste de l'éloquence fondée sur l'étude respectueuse des Anciens, se plie aux goûts d'un public « honnête ». L'étude de la querelle révèle ainsi un espace littéraire en « ébullition » pendant les années 1620, une décennie avant la fondation de l'Académie française. Au cours de la polémique, les frontières de cet espace commencent peu à peu à se préciser. M. Bombart relate ainsi comment un certain Bernard de Javerzac, qui cherche à faire carrière en intervenant dans la querelle par un écrit railleur, se fait bastonner par les amis de Balzac et répudier par tous les partis majeurs de la querelle. N'est pas auteur qui veut : à ce stade tardif de la querelle, le statut de littérateur respectable est déjà un acquis qu'il s'agit de protéger.

Plutôt que d'adopter une division par thèmes, M. Bombart suit l'ordre chronologique des offensives et contre-attaques, restituant ainsi aux écrits leur portée en tant qu'actions. Parfois, en privilégiant cet aspect « tactique » des écrits, M. Bombart risque de perdre de vue les valeurs politiques et religieuses qui sous-tendent la querelle. En particulier, le parti pris

de tout interpréter comme stratégie à court terme rend difficile la compréhension d'une querelle où l'instrumentalisation du discours à des fins particulières est précisément un des principaux points de contestation. Par ailleurs, à part quelques brèves allusions, M. Bombart tend à écarter le milieu de Pierre et Jacques Dupuy de son analyse. Or la bibliothèque fictive du magistrat Critobule dans la *Conférence académique* (1630) de Jean-Pierre Camus, un des principaux documents de la querelle, n'est pas sans rappeler celle de Jacques-Auguste de Thou, chez qui les amis érudits des Dupuy se réunissaient. Ce « cabinet Dupuy », qui prenait parti pour Jean Goulu, l'adversaire de Balzac, était un centre vital de la libre pensée dans la capitale. Que penser de leur résistance au coup de force littéraire de Balzac ? Et que penser du ralliement de Balzac à ce milieu après 1630 ?

La « querelle des *Lettres* » marque un moment charnière dans l'émergence du champ littéraire, et nous sommes redevables à M. Bombart pour l'analyse pénétrante qu'elle en fait.

PETER SHOEMAKER

1 - Marc FUMAROLI, *L'âge de l'éloquence. Rhétorique et res literaria, de la Renaissance au seuil de l'époque classique*, Genève, Droz, 1980.

2 - Christian JOUHAUD, *Les pouvoirs de la littérature. L'histoire d'un paradoxe*, Paris, Gallimard, 2000.

Marcus Nevitt

Women and the pamphlet culture of revolutionary England, 1640-1660
Aldershot, Ashgate, 2006, 218 p.

Marcus Nevitt situe son ouvrage aux frontières de l'histoire sociale, de celle du genre et des études littéraires sur le XVII^e siècle. À partir d'études de cas, il propose une analyse de l'*agency* féminine, des rôles et actions féminins dans la culture pamphlétaire des années révolutionnaires en Angleterre (1640-1660) en s'interrogeant sur les liens que les femmes n'appartenant pas à l'aristocratie ont pu entretenir avec la culture de l'imprimé. Par une contextualisation souvent fine, il se donne

pour objet de montrer la part active des femmes dans et autour de l'écrit au-delà de leurs silences, voire leur absence apparente ; silences qui apparaissent au fil de l'analyse comme des creusets d'actions rhétoriques et politiques. Il souligne cependant la permanence de la marginalité des femmes dans la culture pamphlétaire, posant alors une limite de genre à des études qui analysent les pamphlets comme des instruments de démocratisation et de rupture des barrières sociales. L'auteur montre que leurs silences, qui sont autant les conséquences d'actions masculines de contrôle que de véritables choix d'auto-effacement (derrière la parole religieuse ou masculine mais également par des stratégies créatives), sont le seul moyen pour les femmes d'accéder à la scène politique.

À la croisée des études littéraires et féministes, M. Nevitt se distingue fermement de l'une comme de l'autre dans une farouche volonté de dépasser à la fois la simple analyse des stratégies verbales et rhétoriques pour comprendre les implications sociopolitiques en jeu ; mais également la dichotomie femme-actrice/femme-victime, ainsi que les constructions féministes du pouvoir qui sont pour lui autant « de récits individuels servant une histoire longue de solidarité féminine trans-historique » (p. 5). Cet effort, tout à fait bienvenu parmi des études de genre trop souvent « gyno-centrées » et apparaissant comme des plaidoyers pour la cause féminine, est à souligner, même s'il manque parfois à son objectif. On peut en effet regretter l'inégalité des études de cas sur ce point, car si certaines semblent particulièrement pertinentes il paraît parfois forcer d'autres cas pour nourrir son analyse.

L'apparente hétérogénéité de l'ouvrage se résorbe vite en un point de convergence : le langage. Lieu du symbolique et de l'honneur, l'auteur montre combien la parole, tout comme le silence, sont susceptibles d'engager l'être social et combien le langage peut être enjeu et outil du politique entre le « public » masculin et le dévotionnel féminin. Ce langage est saisi comme véritable dialogue – souvent conflictuel – entre actes féminins et réponses masculines donnant à voir l'événement comme ensemble et non comme actes isolés.

Pour dessiner plusieurs stratégies par lesquelles les femmes se ménagent une visibilité

sur la scène politique, l'auteur part du prophétisme d'Anna Trapnel instauré comme véritable dialogue entre écrit et oralité, résistance au pouvoir et coopération nécessaire avec l'écriture masculine. Il étudie ensuite les pamphlets politiques de Katherine Childey, analysant tant leur réception – ils furent qualifiés de « crachats » – mettant en jeu les codes d'honneur masculin et aristocratique, que la manière dont cette journaliste utilise et détourne la forme même des pamphlets pour produire une écriture féminine, créative et efficace, dans laquelle l'effacement d'elle-même sert à produire un effet d'objectivité qui lui permet de présenter son propos comme vérité extérieure et pacifique.

La mise en évidence de l'aspect genré du langage (oral et écrit) le conduit à son corollaire qu'est le non-langage. Silence des femmes contre le régicide, mais aussi parole silencieuse du corps féminin, il montre combien la réponse au politique attendue de la part des femmes est physique et émotionnelle (pleurs, pitié). Si le lien établi entre silence royal et silence féminin n'est pas toujours convaincant, ses éléments d'analyse du corps féminin comme lieu du politique sont par contre très riches.

Cette analyse prend tout son poids dans l'étude de la femme nue. En juillet 1652, une femme provoque l'indignation des hommes politiques réunis dans la chapelle de Whitehall pour s'être déshabillée pendant le sermon du pasteur de Cromwell, soulevant dans les semaines suivantes de vives discussions dans les journaux. L'auteur explore ici les différents sens portés par cette action menée par une femme dont on ne sait rien. Il met notamment en valeur la signification politique de la nudité, qui renvoie alors davantage à des formes de contestation populaires rencontrées chez les adamites ou les quakers qu'à de la provocation satanique. M. Nevitt complète cette analyse par une interprétation extrêmement intéressante de la nudité comme absence de marqueurs sociaux : c'est l'absence de statut social de cette femme sans nom, sans mari et sans vêtements qui est plus subversive et choquante encore que la nudité en elle-même ; c'est dans cette absence de statut que la femme devient puissante (*potent*) et active.

Enfin, c'est principalement l'absence de réaction du pasteur qui choque les contempo-

rains, puisqu'à lire les prises de parole qui suivent dans les journaux du temps, le pasteur, autorité masculine, aurait dû et pu neutraliser l'événement par la parole, mais gardant le silence il transgresse son devoir de conservation de l'ordre. C'est donc dans l'association action féminine/inaction masculine que se situe la transgression, chacun ayant failli aux codes de parole de son genre. L'événement est dans un second temps géré, neutralisé par l'écriture masculine, qui réussit à « rhabiller » la femme, à détourner le regard de la nudité pour laisser la place aux discours politiques. La femme nue s'est transformée en texte masculinisé.

Le nom comme lieu du symbolique et du genre est au centre de l'analyse du cas d'Elizabeth Alkin, agent de renseignement pour le gouvernement qui lui donne le surnom de « Joan » ; un tel renvoi explicite à la domesticité, à l'espace de la maisonnée, témoigne du refus de l'État de lui reconnaître un statut alternatif. Le (sur)nom apparaît alors comme enjeu de conflit dans la géographie sociale entre vie politique et privée. Cette importance symbolique du nom réapparaît dans le dernier chapitre dans l'étude des pétitions collectives menées par les femmes quakers qui bouleversent les codes en apposant toutes les signatures de celles qui ont contribué à la rédaction. M. Nevitt montre alors que cette auctorialité collective résulte d'une pratique communautaire de l'écrit, tout en rappelant que pour les femmes le nom détient une signification symbolique forte, notamment parce qu'elles le perdent lors du mariage (à la différence de ce qui se passe en France). Il analyse alors la présence de tous ces noms dans un pamphlet collectif comme le témoignage d'un dualisme entre volonté de présence féminine individuelle et absence, absorption dans l'action communautaire.

Le langage, et son absence qu'est le silence, sont donc les lieux où se jouent la place de la femme, ses rôles et représentations. À partir du constat que la femme reste ordinairement cantonnée au monde domestique et intérieur, il révèle alors des tentatives féminines pour « fondre » la frontière entre les deux mondes, en amenant de force la scène privée dans le monde public. Les quelques passages sur cette question sont particulièrement stimulants, de

la métaphore due à Elizabeth Poole, du Roi-Mari associant les abus royaux envers le peuple à la violence domestique, à l'analyse de l'usage du langage religieux intérieur à des fins politiques, en passant par l'usage du surnom de « Joan » qui sert à maintenir dans l'espace domestique une femme profondément impliquée dans le domaine public, il montre combien l'accès pour une femme à la parole politique ou politisée passe par le brouillage des « sphères ».

De cette étude très riche, on regrettera seulement – outre une bibliographie exclusivement anglophone – le fait que les enjeux institutionnels et sociopolitiques ne soient pas mieux mis en valeur afin de réellement interroger la notion de transgression pourtant bien présente. En effet si M. Nevitt décortique avec précision la mise en action de ces femmes, leurs moyens, et les réactions masculines dans une chaîne événementielle, il ne s'attache guère à analyser les enjeux de l'intrusion féminine dans l'écriture pamphlétaire qui est selon lui *forcément* transgressive. Les relations de pouvoir et de domination sont bien données à voir, mais on souhaiterait questionner les dynamiques dans lesquelles elles se placent en voulant accéder à la sphère publique, et ce qui concrètement met en danger, dans leurs actions, la masculinité. Peut-être cela nécessiterait-il de porter une attention plus aiguë à la notion de statut qui affleure ici de manière intéressante et qui semble absolument nécessaire pour saisir les enjeux sociaux au XVII^e siècle.

Toutefois, cette tentative de faire parler les silences des femmes ouvre de nombreuses perspectives sur le dialogue entre hommes et femmes, qui passe par l'oral, l'écrit, les corps. Cette lecture des absences comme effacement de soi et « nécessaires et complexes lieux d'action » est précieuse tant par sa démarche de compréhension des engagements féminins comme événements entiers dans leurs liens avec les réactions masculines, que par la mobilisation des notions de corps, de sphères (dont l'étude amorce de manière implicite la question du découpage privé/public et de sa perméabilité), et de lieux symboliques comme le nom, dont les enjeux politiques ouvrent de vraies questions de genre.

MARION LEMAIGNAN

Jean-Frédéric Schaub

Oroonoko, prince et esclave.

Roman colonial de l'incertitude

Paris, Éditions du Seuil, 2008, 202 p.

Publié en 1688 par Aphra Behn, l'une des premières femmes de lettres professionnelles anglaises, *Oroonoko: Or, the royal slave. A true history* a donné lieu à de très nombreux travaux, essentiellement en anglais, de la part principalement de spécialistes de la littérature, mais aussi d'historiens se réclamant des études sur le genre et/ou des études postcoloniales. Dans un tel contexte, on pourrait s'étonner que Jean-Frédéric Schaub, historien des mondes ibériques des XVI^e et XVII^e siècles, ait souhaité y consacrer un essai. Cette surprise initiale se dissipe cependant très vite à la lecture des premières pages de l'ouvrage, puisque c'est précisément son expertise d'historien de la première modernité qui lui permet d'offrir un regard neuf sur le roman. Il va ainsi à l'encontre d'une interprétation dominante qui place l'écrivaine et son roman *Oroonoko* dans une position avant-gardiste par rapport tant à l'émancipation féminine qu'à l'abolitionnisme du dernier tiers du XVIII^e siècle. Plutôt que d'annoncer les Lumières, le roman reflète bien davantage, selon J.-F. Schaub, l'héritage des trois premiers siècles de l'expansion européenne du XV^e au XVII^e siècle. D'une part, il témoigne de l'inquiétude et du sentiment d'insécurité que la « découverte » du « Nouveau Monde » et d'une « nouvelle » humanité a engendrés en Europe, et participe ainsi de cette « crise de la conscience européenne » caractéristique des dernières décennies du XVII^e siècle, si bien analysée par Paul Hazard. D'autre part, loin de condamner l'esclavage de manière générale, A. Behn adopte un point de vue ambigu, puisqu'elle ne met pas en question la légitimité de l'institution esclavagiste quand elle est liée aux pratiques de la juste guerre, tout en dénonçant l'immoralité de la traite et de l'esclavage atlantiques qui transforment les captifs en une main-d'œuvre anonyme à exploiter sans vergogne sur les plantations américaines, sans pour autant plaider pour leur abolition. D'où le sous-titre donné par J.-F. Schaub à son ouvrage. Tout le livre vise à dépasser la surprise de l'auteur face

à cette incertitude, ambivalence, instabilité, hybridité – autant de termes omniprésents dans son récit – du mode d'écriture d'A. Behn qui oscille entre réalité et fiction, de ses opinions sur la colonisation, la traite et l'esclavage, et d'une identité européenne en construction.

Adoptant la perspective d'un spécialiste d'histoire intellectuelle et culturelle sur la longue durée, J.-F. Schaub résout ces tensions en mettant au jour « un ensemble de références disponibles pour l'auteur et son premier lecteur » (p. 11). Ce faisant, il situe sa démarche, sans pour autant le revendiquer clairement, dans le sillage des études atlantiques. Il retrace en effet, avec une très grande érudition, l'intense et complexe circulation des histoires, traités, récits de voyage, gravures et pièces de théâtre relatifs à l'Afrique et aux Amériques entre les différents empires atlantiques. C'est là que sa formation initiale comme spécialiste des mondes ibériques prend tout son sens puisqu'il met en lumière l'importance fondamentale du modèle ibérique, sans négliger pour autant les sources françaises et anglaises. Dans le chapitre quatre, le long développement consacré à l'analyse de l'analogie faite par A. Behn entre les scarifications qui recouvrent le corps d'Imoinda, la bien-aimée d'Oroonoko, et des peintures pictes est particulièrement remarquable. L'auteur dénoue le « réseau de textes et d'images » (p. 102) liant notamment Jacques Le Moyne, John White, Thomas Harriot et John Speed, qui entremêle observation ethnographique et projection de l'imaginaire européen et rapproche de la sorte la barbarie présente des « sauvages » américains de celle passée des ancêtres pictes de la Grande-Bretagne. Il souligne ainsi comment, historicisées, les différences culturelles ne sont pas alors pensées comme irréductibles. La barbarie n'est pas seulement associée à l'altérité et à l'ailleurs, mais inquiète parce qu'elle demeure au sein même de l'Europe.

Malgré le caractère nettement atlanticiste de sa méthode, J.-F. Schaub n'a pas qualifié le roman d'A. Behn d'« atlantique », mais de « colonial ». En outre, le sous-titre de l'ouvrage est transformé à l'intérieur du texte : de « roman colonial de l'incertitude » on passe au « roman de la fragilité et de l'incertitude coloniales » (p. 47). Ce glissement du qualificatif « colo-

nial » conduit à s'interroger sur la signification que l'auteur accorde au terme. Interrogation d'autant plus légitime qu'il y a peu J.-F. Schaub doutait de la pertinence de la catégorie « études coloniales » dans un article des *Annales*¹. Que l'adjectif colonial s'applique au roman ou à l'incertitude, le paradoxe est que sa démarche le situe clairement aussi dans la mouvance des (*post*)colonial studies, même s'il n'en adopte pas toutes les prémisses. D'un côté, il met en évidence la très grande influence que la formation des empires coloniaux exerça sur les cultures européennes et adhère ainsi à un projet fondamental des (*post*)colonial studies qui vise à lier inextricablement métropole et colonies : en ce sens le roman d'A. Behn est peut-être plus impérial que colonial. Pour autant, les cultures métropolitaines, transformées par ce monde atlantique en gestation fait d'empires interconnectés, ne servaient pas automatiquement à légitimer l'impérialisme ou l'esclavagisme européen : des auteurs, comme A. Behn, peuvent encore adopter à l'égard de ces phénomènes une position extrêmement ambivalente. De l'autre, J.-F. Schaub insiste sur la fragilité de la domination coloniale mais, contrairement à des historiens tels que Frederick Cooper et Ann Laura Stoler qui montrent que même aux XIX^e et XX^e siècles les barrières que les colonisateurs tentaient de dresser entre eux et les colonisés étaient continuellement à reconstruire, il fait de cette vulnérabilité du système colonial une caractéristique des seuls XVI^e et XVII^e siècles.

Ce point de vue transparaît en particulier dans le dernier chapitre de l'ouvrage qui porte sur l'incertitude et l'instabilité qui caractériseraient les conceptions raciales des Européens de la première modernité, alors que le XVIII^e et surtout le XIX^e siècle seraient marqués par la « stabilisation d'une théorie de la suprématie raciale de l'homme blanc » (p. 156). Cette partie, qui correspond aux préoccupations fondamentales de l'auteur, est peut-être celle qui pose le plus de problèmes ou du moins qui est la plus sujette à débats. Certes, J.-F. Schaub atténue cette claire distinction entre les deux périodes en reconnaissant que les pratiques discriminatoires à l'encontre des non-Européens aux XVII^e et XVIII^e siècles anticipent la « mise en cohérence d'un système raciste » (p. 156) au XIX^e siècle. Certes, il souligne qu'au moment

même où A. Behn persiste à historiciser l'altérité, les planteurs des colonies anglaises dans les Antilles et en Amérique du Nord développent des discours qui essentialisent bien davantage les différences entre Blancs et Noirs et mettent en place des Codes qui figent les statuts et racialisent les systèmes esclavagistes. Remarquons d'ailleurs qu'une plus grande prise en compte de la situation coloniale américaine lui aurait permis de mieux expliquer le refus persistant d'Oroonoko de se convertir au christianisme. Ce choix prend un sens différent quand on tient compte du fait que les Codes qui se développent dans toutes les colonies des puissances de l'Europe du Nord à partir des années 1660 ont notamment pour fonction de répondre positivement au débat sur la compatibilité entre évangélisation et esclavage, qui embrasse en cette fin du XVII^e siècle tout le monde atlantique. Alors que l'esclavage était justifié par l'opposition faite entre chrétiens et païens, c'est précisément la possibilité de maintenir dans la servitude des esclaves devenus chrétiens qui ouvre la voie à la racialisation des systèmes esclavagistes atlantiques. Quoi qu'il en soit, parce que J.-F. Schaub choisit de faire une histoire intellectuelle de la race du point de vue principal de l'Europe et des Européens, il ne cherche pas à expliquer ce décalage chronologique entre les deux rives de l'Atlantique et les relations complexes qu'entretiennent pratiques discriminatoires et idéologies racistes. Seule une histoire à la fois intellectuelle, politique et sociale, et véritablement atlantique et donc polycentrique de la pensée raciale permettrait de dépasser cet écueil et de mettre en évidence que, même au XIX^e siècle, le développement d'un racisme scientifique et biologique n'empêchait pas les conceptions raciales de tous les acteurs sociaux – et pas seulement des intellectuels et des scientifiques –, telles qu'elles transparaissent dans les discours et les pratiques, de demeurer contradictoires et instables. Les différences pouvaient être expliquées par l'hérédité, mais aussi simultanément par l'histoire, la culture, la religion et/ou le lignage.

On le voit, c'est dans ce dernier chapitre que l'auteur s'émancipe le plus de l'analyse du roman d'A. Behn et annonce son nouveau projet de recherche. Alors que dans tout le

reste du livre, il faisait du roman un héritage des XVI^e et XVII^e siècles, il se projette ici dans le futur et consacre de longs développements à l'évolution de la pensée raciale au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle. Son objectif est en effet de retracer une généalogie du racisme contemporain qui accorde une place prééminente à l'expérience des sociétés de la péninsule Ibérique à partir des XV^e et XVI^e siècles, parce que leur idéologie de la pureté de sang et leur obsession de la généalogie auraient préparé le terrain à sa dimension biologique. Tout en soulignant que l'historisation de l'altérité et l'identification par le sang furent historiquement combinées pour imposer des discriminations à l'encontre des non-Européens et légitimer des rapports de domination, il n'associe le racisme biologique qu'à la seconde interprétation justifiant les hiérarchies établies entre les peuples. Pourtant, une étude conjointe des discours et des pratiques à l'égard des Amérindiens sur le terrain américain montre une transformation complexe d'une conception historique à une essentialisation des différences culturelles. Aussi J.-F. Schaub ne pourra-t-il répondre aux questions fondamentales qu'il soulève dans les dernières pages de ce livre, au demeurant passionnant, qu'en élargissant considérablement le cadre de son enquête.

CÉCILE VIDAL

1 - Jean-Frédéric SCHAUB, « La catégorie 'études coloniales' est-elle indispensable ? », *Annales HSS*, 63-3, 2008, p. 625-646.

Jeannine Marie DeLombard

Slavery on trial: Law, abolitionism, and print culture

Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, XIV-330 p.

Jeannine Marie DeLombard défend la thèse suivante : de 1830 à 1860, la question de l'esclavage occupa une place centrale sur la scène du « tribunal de l'opinion publique » aux États-Unis (p. 7). Romans, récits d'esclaves, journaux et pamphlets, comptes rendus de procès, donnèrent en spectacle au public toute une

série d'affaires sur le sujet, réelles ou fictives, susceptibles de le captiver et de le passionner. Ce livre s'inscrit parmi une vague d'ouvrages publiés actuellement en Amérique du Nord sur la « culture de l'écrit » dans la jeune république américaine (1763-1865 environ), ouvrages largement influencés par les idées de Jürgen Habermas sur l'espace public. Plus précisément, J. DeLombard entend montrer, par le biais des « études culturelles juridiques » (p. 3), comment le « trope juridique » (p. 195) des abolitionnistes finit par influencer l'opinion publique et se transformer lui-même. Il s'agit donc d'une étude des représentations.

L'auteur a choisi comme corpus une série de documents très variés (récits d'esclaves, romans abolitionnistes et anti-abolitionnistes puis illustrations), pour certains très connus comme l'autobiographie de l'esclave évadé Frederick Douglass ou le roman de Harriet Beecher Stowe, *La case de l'oncle Tom*; d'autres, moins connus, s'avèrent très révélateurs, et cette juxtaposition est souvent heureuse, quoique parfois discutable. Le second chapitre en particulier s'attache au « Scandale de Matthias », dans lequel fut impliquée la future abolitionniste et féministe Sojourner Truth, alors proche d'un prédicateur accusé de meurtre. Alors qu'à l'époque, la place assignée à l'esclave dans la culture juridique populaire est celle du criminel qui avoue, S. Truth, libre depuis peu en 1835, réagit aux attaques qui l'incriminent pour affirmer sa « vérité » dans un pamphlet : pour l'auteur, cette posture rhétorique permet ensuite aux Noirs évadés du Sud de se positionner dans leurs récits de fuite non comme des criminels, mais en tant que « témoins » des horreurs de l'esclavage. Cependant, pour la biographe de S. Truth, Nell Irving Painter, cette dernière cherchait probablement avant tout à défendre sa secte religieuse et un charlatan qu'elle aimait : il est donc difficile de savoir quel aspect prévalut auprès de l'opinion blanche et des autres Noirs à l'issue de cette affaire, l'ancienne esclave ou l'évangélique passionnée¹.

Quoi qu'il en soit, il revient indiscutablement à l'ancien esclave F. Douglass, au fil de sa carrière d'abolitionniste, d'avoir fait évoluer la figure de l'ancien esclave dans les représentations des Américains : de témoin à « avocat

noir », à la stature d'autorité beaucoup plus affirmée. F. Douglass choisit de ne pas offrir son témoignage à des « avocats blancs » (les abolitionnistes), mais de plaider sa cause lui-même. Le récit d'esclave n'est donc pas un simple recueil de preuves de victimes noires au service de militants blancs, ce qui, d'après J. DeLombard, n'a pas été suffisamment pris en compte par l'historiographie des études africaines-américaines.

H. Beecher Stowe devint d'ailleurs progressivement consciente des « dangers » (p. 157) de la bienveillance blanche, puisqu'elle explora le paternalisme inhérent à toute défense blanche de l'esclave noir dans ses deux œuvres anti-esclavagistes postérieures : *A key to uncle Tom's cabin* et *Dred*. Au cœur de ces textes, avocats, tribunaux et affaires sont inspirés de procès réels. Au Sud aussi, selon J. DeLombard, la question de l'esclavage s'articule dans les années 1850 autour du trope juridique : en témoigne un roman de William Burwell, *White acre vs. black acre: A case at law*, publié en 1857 en réaction au roman d'H. Beecher Stowe. Les abolitionnistes y exploitent les Noirs dans une perspective bourgeoise et capitaliste bien éloignée du patriarcat sudiste ; l'auteur s'y réapproprie la métaphore juridique des abolitionnistes pour faire du procès évoqué dans le titre une affaire « civile », et non « pénale », qui confirme l'inégalité civique des Noirs (p. 191). Il transforme aussi ce trope en présentant l'action des militants comme un délit, le harcèlement juridique. Sa parodie révèle à quel point les tactiques des abolitionnistes sont usées, après vingt-cinq ans de présence sur la scène publique. Des références à différents conflits évoqués par W. Burwell dans son roman, J. DeLombard en déduit qu'il remplace efficacement la métaphore juridique par le référent militaire, ce qui devait mieux refléter l'état d'esprit de l'opinion publique sur le sujet de l'esclavage à compter de 1857. Effectivement, cet ouvrage a fait partie d'une série de parutions, mais également d'événements, qui radicalisèrent l'opinion américaine, comme J. DeLombard l'analyse dans le dernier chapitre consacré aux 93 illustrations du procès en Virginie de l'abolitionniste John Brown, telles qu'elles apparurent dans *Frank Leslie's Illustrated Newspaper*. Ces illustrations de l'automne 1859 prouvent à l'opinion nordiste (si elle en

doutait encore) qu'on ne peut trouver la justice dans les tribunaux : le lynchage menace même le dessinateur du journal, contraint de fuir la Virginie.

En conclusion, J. DeLombard affirme que durant ces années où le droit parut donner raison aux forces pro-esclavagistes (en particulier en 1857 au moment de la décision *Dred Scott* de la Cour suprême, qui déclarait qu'un Noir n'était pas un citoyen), la sphère de l'écrit s'établit comme le véritable tribunal de l'opinion publique en se renouvelant par le biais de formes littéraires adaptées (le récit de fuite d'esclave, le roman de plantation entre autres). Les auteurs militants réussissent une véritable collaboration entre genres et races, interrogent les hiérarchies sociales, sans parvenir pourtant à inclure totalement les citoyens noirs à égalité dans leur entreprise.

Si la thèse de J. DeLombard est claire et bien argumentée, si les exemples choisis sont analysés de manière fine et détaillée, l'auteur n'échappe pas à la tentation d'un certain jargon qui rend quelques passages presque impénétrables. Ouvertement circonscrit à la « sphère de l'écrit », l'ouvrage ne remplace pas celle-ci dans le cadre plus large de la société et de la culture politique nord-américaines des années 1830 à 1860 : l'abolitionnisme est donc présenté comme une force unie, alors que le mouvement se divisa au fil des ans². Cet ouvrage d'histoire littéraire constitue cependant une contribution d'une excellente facture aux travaux actuels en histoire du livre nord-américain.

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

1 - Nell Irvin PAINTER, *Sojourner Truth: A life, a symbol*, New York, W. W. Norton, 1996, p. 48-61.

2 - James Brewer STEWART, *Holy warriors: The abolitionists and American slavery*, New York, Hill and Wang, 1996.

Michael Lucey

Les ratés de la famille. Balzac et les formes sociales de la sexualité

trad. par D. Éribon, Paris, Fayard, [2003] 2008, 353 p.

Se réclamant de Walter Scott et Georges Buffon, Honoré de Balzac promettait les délices

du feuilleton et la minutie du travail d'un entomologiste social, l'étude renseignée de la société et les plaisirs du roman. Rendant fictive la réalité, il voulait plaire et intéresser, grâce à des élaborations romanesques qui mêlaient de fines restitutions du fonctionnement de la société française du XIX^e siècle. Sans déroger à rien, ses lecteurs et lectrices pouvaient (et peuvent encore) se laisser séduire par la vraisemblance des intrigues, la précision des détails et la « bizarrerie des contrastes » (l'expression est du romancier). À partir de cette fiction sociologique, Michael Lucey déploie une analyse originale, érudite et actuelle des formes que prennent, dans *La comédie humaine*, les relations parentales, matrimoniales, amicales, amoureuses et sexuelles.

L'usage le plus courant des textes balzacien dans les sciences sociales consiste, dans la lignée des analyses de Georg Lukács, à y chercher des types. La recherche procure de satisfaisants plaisirs de lecture mais cette satisfaction se fonde sur l'oubli des conditions de possibilités de transformation d'une occurrence en type. La première ne devient le second que si les schèmes de perception des lecteurs et lectrices correspondent à ce que le romancier leur donne à lire. Surtout, explique M. Lucey, en s'appuyant sur l'opposition entre l'« homme moyen » d'Adolphe Quételet et l'« individu représentatif » de Frédéric Le Play, le pouvoir heuristique de *La comédie humaine* doit moins à la production de types sociaux qu'aux jeux que le romancier crée entre des institutions sociales en mutation et des personnages dont les comportements se révèlent mal ajustés au monde changeant qui les entoure. En fait, Balzac cherche moins à isoler des écarts à la moyenne ou des traits caractéristiques pour classer les individus qu'à repérer des situations où les dispositions que les individus ont incorporées ne correspondent pas ou plus à l'environnement dans lequel ils agissent. D'où le titre original du livre, *The misfit of the family: Balzac and the social forms of sexuality*, et son assise théorique, les sociologies durkheimienne et bourdieusienne, que M. Lucey mobilise pour se déprendre des interprétations psychanalytiques, les plus courantes, depuis les années 1970, dans le champ académique anglo-saxon des études balzaciennes. Le recours aux essais cri-

tiques de Henry James pour définir la portée proprement sociologique de l'écriture balzacienne est ici aussi inattendu que probant.

Le premier chapitre propose une relecture d'*Eugénie Grandet* à la lumière des effets – appréciés à l'aune de travaux de juristes (notamment ceux de Jean-Louis Halpérin) – de la diffusion de l'ordre juridique du code civil sur les individus socialisés avant son application. La mélancolie d'Eugénie renvoie donc moins à une tristesse « féminine » qu'au désajustement d'une héritière qui ne se résout pas à faire jouer le droit en sa faveur, contre les prétentions de son père à conserver la richesse de sa mère décédée. Après la transmission, la procréation : le deuxième chapitre s'intéresse aux célibataires. Si la trilogie éponyme (*Le curé de Tours*, *Pierrette* et *La rabouilleuse*) emprunte aux discours publics de la première moitié du XIX^e siècle qui dénie la moindre utilité sociale à celles et ceux qui ne se marient pas (ou se marient sans procréer d'ailleurs), Balzac développe une analyse particulièrement fine des façons dont s'articulent, dans les têtes, les paroles et les pratiques de ses personnages, arrangements matrimoniaux et reproduction biologique.

Un interlude fait le point sur les formes d'intimité entre hommes que le romancier a pratiquées et telles qu'elles transparaissent dans ses lettres, préfaces ou dédicaces. Ici, M. Lucey mobilise les acquis de l'histoire des sexualités pour rendre compte de formes de désirs entre personnes de même sexe qui échappent à la taxinomie hétérosexualité/homosexualité, pas encore constituée dans la première moitié du siècle. La critique minutieuse de M. Lucey complète avantageusement les études de Pierre Barbéris ou Pierre Citron et la biographie de Graham Robb. Par ailleurs, on pourra s'étonner qu'il n'accorde pas plus de place, dans son étude, à la sociabilité masculine telle que le romancier la magnifie dans *L'histoire des Treize* (*Ferragus*, *La duchesse de Langeais* et *La fille aux yeux d'or*) pourtant étudiée très en détail, cette confrérie secrète et virile dont les membres, sans considérations d'âge, de genre ou de classe, s'entraident pour forcer l'ordre social.

La cousine Bette et *Le cousin Pons* sont l'occasion de revenir, dans le troisième chapitre,

sur les effets des romans balzaciens comme vecteurs d'une société d'ordre, disciplinée. M. Lucey réfute l'idée selon laquelle ils ne seraient *que* l'instrument, parmi d'autres institutions ou pratiques, de l'imposition hégémonique de la sexualité comme ce qui contiendrait la vérité de nos existences. On regrettera que la temporalité des traductions n'ait pas permis d'intégrer dans l'édition française de l'ouvrage les derniers travaux sur la lecture de romans sous la monarchie de Juillet¹. Plutôt que de chercher à assigner une identité sexuelle à Pons et Schmucke, Valérie et Bette, M. Lucey s'intéresse à ce que leurs alliances alternatives révèlent du mariage hétérosexuel, procréateur et patrimonial, institution cardinale du familialisme dont le sociologue Rémi Lenoir a récemment proposé une généalogie². Le dernier chapitre et l'épilogue sont consacrés au plus fameux des parias balzaciens : Vautrin, dont la postérité est très bien analysée à partir de la défense que fait Marcel Proust des derniers textes de Balzac, pourtant achevés par l'écrivain Charles Rabou. Les aventures de ce personnage prodigieux et les relations qu'il entretient avec Eugène de Rastignac, Lucien de Rubempré ou Théodore Calvi révèlent une économie des pratiques où les sentiments déviants se logent dans les interstices du familialisme, Vautrin se dévouant comme un amant, un ami, un protecteur, un père et une mère.

Les ratés de la famille dévoile donc un Balzac dont les préventions aristocratiques à l'encontre de la société bourgeoise le poussent à dénaturer la famille avec une radicalité rare, même parmi celles et ceux qui l'étudient aujourd'hui. C'est ce qu'indiquent les incises de l'auteur consacrées aux usages normatifs de la psychanalyse et de l'anthropologie dans les débats contemporains, en France, sur le pacte civil de solidarité et l'homoparentalité. Alors que les dix dernières années ont vu se renouveler les travaux historiques consacrés aux sexualités, la lecture de cet ouvrage invite à produire une histoire des formes sociales de la sexualité qui, à la manière des romans de Balzac, veillerait à toujours restituer les effets de lieu, les rapports de genre, de génération et de classe qui structurent les arrangements intimes des personnes

en porte-à-faux avec la famille promue et défendue depuis le Code Napoléon.

PAUL LAGNEAU-YMONET

1 - Judith LYON-CAEN, *La lecture et la vie. Les usages du roman au temps de Balzac*, Paris, Tallandier, 2006.

2 - Rémi LENOIR, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Le Seuil, 2003.

Christophe Reffait

La Bourse dans le roman du second XIX^e siècle. Discours romanesque et imaginaire social de la spéculation
Paris, Honoré Champion, 2007, 642 p.

La Bourse et la figure du spéculateur sont largement représentées dans la littérature française du XIX^e siècle, rejoignant une préoccupation déjà bien diffuse dans le droit et l'économie politique du siècle. Christophe Reffait propose de ce thème une analyse à la fois subtile et érudite. Il met en évidence sa dimension littéraire mais aussi historique en ce qu'il dit beaucoup sur les ambivalences et les angoisses du temps face à la nouveauté inquiétante des marchés financiers.

Au cours du premier XIX^e siècle, la littérature boursière est surtout une affaire de théâtre. La pièce emblématique est *Robert Macaire*, créée par l'acteur Frédéric Lemaître en 1834, comédie de mœurs financière qui repose sur l'idée de l'universalité du vol et fait du spéculateur une figure populaire quand il s'enrichit aux dépens des actionnaires. Le moment 1854-1858 a cependant une importance particulière, conséquence peut-être de l'intensification du phénomène boursier avec le Second Empire. Le point commun de ce théâtre est la volonté de moraliser l'économie en soulignant l'improductivité de la Bourse opposée à la valeur légitime créée par le travail ou, plus subtilement, en condamnant le seul argent mal gagné, ce qui fait écho à la distinction qu'effectue l'analyse économique-juridique entre les « marchés sérieux » et les « jeux boursiers ». Cette distinction essentielle mais sans solution anime le discours littéraire de tout le second XIX^e siècle, à la recherche de critères ou de principes capables de dégager le bien

du mal boursier. C'est dans cette optique qu'à partir des années 1860 la thèse du mystère et de l'impénétrabilité des mécanismes boursiers en vint à devenir une composante centrale du roman financier, le roman succédant alors au théâtre comme forme privilégiée pour mettre en scène le spéculateur. Littérature abondante, stimulée par l'apparition des crises (dont le krach de l'Union générale en 1882), mais qui n'est jamais perçue comme un genre autonome par les contemporains. C. Reffait souligne d'ailleurs que jusqu'à *L'Argent* d'Émile Zola en 1891, aucun roman de la Bourse n'occupe le devant de la scène littéraire, bien plus accaparée par Proudhon et Drumont. Cette discrétion tient à son conformisme, le roman étant « inaudible parce qu'il est précisément à l'unisson du discours le plus commun sur la Bourse » (p. 139), fait d'antisémitisme, de personnages stéréotypés et d'images conventionnelles de la finance. L'auteur retient un corpus de onze de ces « petits romans » (un très utile résumé de leurs intrigues est proposé en annexe) afin d'élaborer la synthèse du discours romanesque sur la Bourse produit entre le moment 1854-1858 et *L'Argent* de Zola.

Le motif essentiel est l'opposition entre la bonne et la mauvaise spéculation. Au-delà du critère de l'origine de l'argent (la première est constituée par des opérations sur fonds propres, la seconde sur des fonds levés auprès de prêteurs ou d'actionnaires), la distinction est souvent effectuée de façon indirecte. Ainsi, le mauvais spéculateur est identifié par des signes ostentatoires comme la possession d'un hôtel particulier – largement décrits dans les romans – où de somptueuses fêtes sont organisées, signes d'orgueil et d'usurpation. Le spéculateur est également crédité d'un don d'éloquence, point de contact (le seul, précise l'auteur) entre le roman de mœurs boursières et le roman de mœurs politiques. En contrepoint de cette caractérisation de la réussite des financiers, le roman de la Bourse ne dit rien de leur origine et de leur formation. Ce n'est ni un *Bildungsroman*, ni le récit balzacien de l'ascension d'un homme d'affaires. L'opacité des origines, fréquemment étrangères ou liées à la bohème, est à l'opposé de la généalogie visible et affichée des hommes d'honneurs. Seule indication sur l'appartenance de ces spé-

culateurs : ils sont souvent juifs, la mauvaise spéculation étant une spécialité juive. Ce mystère des origines a pour corollaire l'opacité des techniques financières et des martingales boursières mises en œuvre pour s'enrichir. Si parfois ces romans font étalage de termes techniques et d'allusions aux mécanismes compliqués de la Bourse, les clefs de la réussite résident en fait dans la bonne fortune et d'heureux hasards exploités sans vergogne, mais avec pour conséquence inévitable la ruine sur laquelle toujours se fonde le récit. Ce que souligne bien C. Reffait, c'est l'évolution de l'idée de ruine. Alors qu'au milieu du siècle, elle était d'abord une affaire de biographie individuelle, selon un principe balzacien de bascule sociale, trente ans plus tard, sous l'effet des crises financières et bancaires répétées, la ruine devient collective. La « fièvre de la spéculation » gagne la population et c'est l'ensemble de la société qui subit la crise.

L'Argent d'Émile Zola, auquel est consacrée la seconde partie du livre, constitue une rupture dans l'écriture du roman boursier. C'est d'abord, comme souvent chez l'auteur de *Germinal*, un formidable travail d'enquête. « Jamais le roman de mœurs boursières n'a fouillé comme *L'Argent* le milieu et le cadre de la Bourse. Jamais il ne s'est arrêté aux couleurs des fiches des agents de change, ni au fait que leurs commis s'interpellent par le nom de la maison » (p. 346-347). Ce souci réaliste n'empêche cependant pas *L'Argent* d'être une véritable « mosaïque axiologique », la notation technique voisinant avec l'expression d'un simple préjugé. Plus profondément, l'originalité voire l'effet de rupture du roman boursier de Zola tient à ce qu'il interroge les tensions internes du capitalisme et du marché sous leur forme la plus exacerbée, la finance.

Placer l'interrogation centrale sur la finance conduit à abandonner le message social jusqu'alors dominant dans le roman boursier, à savoir faire du thème aristocratique la métonymie de la bonne valeur. Par ailleurs, l'insistance mise sur la proximité de la logique charitable et de la logique spéculative – symbolisée par le fait que les bâtiments de l'œuvre de charité se rapprochent étrangement dans leur « brutalité du clinquant » de la banque construite par Saccard – contribue à brouiller

les frontières entre le moral et l'immoral. Pour Zola, il ne s'agit donc pas tant de critiquer la spéculation au nom d'une économie, agrarienne ou charitable, vertueuse que d'interroger la signification des phénomènes boursiers du point de vue de la civilisation. Dès lors *L'Argent* confronte deux économies à terme, celle du progrès revendiquée par le capitalisme et celle de l'égalité défendue par le socialisme, incarnée dans le roman par l'étrange personnage de Sigismond Busch. Ce dernier aspect est bien présent mais dans une dimension uniquement réflexive et exploratoire. Le socialisme n'est en ce sens qu'une fausse piste, ce qui est signifié dans le livre par la mort de Busch. C. Reffait y voit moins une déroute du socialisme marxiste de Zola que l'impossibilité d'une poétique de l'utopie socialiste, et surtout le fait que le roman boursier ne se prête pas à l'écriture de cette utopie. Il en va tout autrement de l'illustration des vertus de la spéculation au travers des projets orientaux (Société des mines d'argent du Carmel, Compagnie des chemins de fer de l'Orient, Banque nationale turque...) envisagés par le financier Saccard. « Le projet oriental, loin d'être conçu comme une explication, à la manière de l'utopie socialiste, concentre au contraire dans le genre merveilleux la mise en abyme de la fiction littéraire en spéculation boursière » (p. 385). Parce que ce propos oriental est un discours de progrès, en l'occurrence un discours d'ingénieur incarné par Georges Hamelin, il offre une vision toute différente de la spéculation comme la condition pour accumuler les capitaux nécessaires à une vaste et ambitieuse entreprise. Dès lors, l'opposition morale aux pratiques financières ne tient plus et la réécriture zolienne du roman boursier le rapproche des plus ferventes défenses de la spéculation produites par les économistes libéraux.

Le capitalisme boursier ne se résume pourtant pas à cette utopie progressiste. Son versant politique est plus sombre. C'est en effet une négation de la démocratie qui transparaît au travers du portrait de la société anonyme. L'actionnariat romanesque que Zola décrit au seuil du palais Brongniart ressemble à une foule plébéienne, passionnée mais surtout manipulée, bien loin de l'idée d'actionnaires responsables et informés telle que l'envisage

l'économie politique. L'actionnariat souverain n'est qu'une fiction, le pouvoir réel au sein de la banque se résumant à la personne du seul Saccard qui use largement du plébiscite. L'antonomie entre le progrès dû à la spéculation et « la régression démocratique qu'entraîne la substitution de la société commerciale à la communauté des hommes » (p. 431) est au cœur de ce roman en fait très politique qu'est *L'Argent*. Dans un dernier chapitre, C. Reffait s'efforce non sans succès de situer l'antépénultième volume des *Rougon-Macquart* par rapport à la littérature américaine du tournant du siècle. Il en conclut que « le roman boursier de Zola est largement américain », soulignant les convergences rhétoriques qui existent entre *L'Argent* et les romans de Frank Norris ou Theodore Dreiser, autant de récits qui abolissent l'idée d'une critique romanesque de la spéculation au nom d'une réconciliation entre l'économie, le progrès et le monde de l'action.

Le livre de C. Reffait est important car il aide à décrypter, par le biais du littéraire et pour une période délimitée mais cruciale, cette dimension essentiellement contradictoire du capitalisme dans sa forme la plus pure, la spéculation financière, formidable instrument de progrès mais aussi mécanisme puissamment destructeur. En somme, un vrai livre d'actualité.

JEAN-YVES GRENIER

Pascal Durand

Mallarmé. Du sens des formes au sens des formalités

Paris, Éditions du Seuil, 2008, 293 p.

Cet ouvrage de Pascal Durand relève un des défis les plus significatifs que l'histoire de la culture puisse concevoir : historiciser et expliquer dans tous leurs aspects l'œuvre et la poétique de Stéphane Mallarmé. C'est sans doute l'écrivain le plus sacralisé de la modernité et à première vue le plus résistant à la socioanalyse, du fait que la critique a gommé, « dans une sorte de 'nivellement par le haut' » (p. 12), les indices qui, dans ses textes, rappellent les conditions sociales de leur production et de leur circulation. L'auteur montre de manière tout à fait

convaincante que les deux Mallarmé – le théoricien de la poésie pure et l'écrivain de circonstance – ne font qu'un. Le « sens des formes » était indissociable, chez lui, d'un « sens des formalités » : il comprenait les exigences qu'impliquaient les divers jeux sociaux auxquels il participait et, loin de cacher ce rapport au social, il l'a exhibé jusqu'à le désigner dans ses poèmes.

La première partie reconstitue la genèse de la position esthétique du poète et de ses dispositions. Un chapitre charnière, intitulé « Autobiographie », articule le passage à la seconde partie qui retrace « la manière dont ces dispositions ont été mises en jeu autant dans des œuvres ou une pensée de l'œuvre que dans un rapport spéculaire à l'égard du champ des 'Lettres' et des grands événements formels dont ce champ a été le lieu dans le dernier quart du XIX^e siècle » (p. 14).

Ce regard insolite parvient à jeter un éclairage inédit et passionnant sur maints aspects du parcours et de l'œuvre de Mallarmé. Ainsi, par exemple, pour ce qui concerne l'évolution qui aboutit aux poésies de la maturité, l'attention se déplace des « crises spirituelles », sur lesquelles est focalisée en général la critique, aux expériences qui transforment la situation du poète, sa position dans le champ de production et la représentation qu'il se fait de son œuvre et de lui-même. Le succès de ses démarches pour s'installer à Paris, en 1871, lui permet de s'intégrer dans le milieu de l'avant-garde littéraire et artistique de la capitale. Les chroniques qu'il consacre à l'Exposition internationale de Londres et les huit livraisons de *La dernière mode* ne sont pas « de simples besognes extérieures à l'œuvre » (p. 53). Elles favorisent une remise en question et un élargissement de sa vision et de son esthétique, en l'amenant à prendre en considération des supports, des codes, des modes de circulation et un public très différents de ceux qui caractérisent sa production poétique. Cette interrogation est stimulée également par d'autres faits, notamment le rejet du troisième *Parnasse contemporain* – le confinant dans l'édition pour bibliophiles ou à compte d'auteur – et la rencontre avec Édouard Manet qui, refusé par l'Académie en 1874, est à tous les égards son homologue dans le domaine de la peinture. La

définition orgueilleuse et élitiste de la poésie que Mallarmé revendique s'explique ainsi comme une réaction à la relégation dont ce genre est affecté, concurrencé par l'essor du roman et de la grande presse.

On comprend aussi qu'à la même époque il conçoit des initiatives et des projets visant à lutter contre cette relégation. Entre 1875 et 1878 notamment, il cherche à constituer un réseau international de poètes et d'artistes et annonce à des correspondants étrangers qu'il est « en train de fabriquer le scénario d'un très gros mélodrame populaire » (cité p. 90), conjuguant plusieurs genres et arts, à l'instar de l'opéra wagnérien, et capable d'éblouir « le peuple souverain » (cité p. 92). S'il abandonne ce projet grandiose, « trop ambitieux » (cité p. 92), il réussit assez rapidement à conquérir la reconnaissance du public restreint mais compétent qui peut lui assurer la gloire. Il collabore très activement à la fabrication et à la diffusion de l'image mythique de lui-même et de son œuvre que lancent autour de 1884 deux opérations concomitantes : son portrait par Paul Verlaine dans *Les poètes maudits* et les pages que lui consacre Joris-Karl Huysmans dans *À rebours*. Et son salon, méticuleusement orchestré et ritualisé, constitue un formidable dispositif de consécration.

P. Durand souligne la réflexivité que dénote la vision désenchantée du « mécanisme littéraire » dans les écrits théoriques de la maturité, et explique l'autotélisme des poèmes comme un effet et un miroir de l'autonomisation du champ de production, en montrant que *Salut*, notamment, désigne l'univers dont il émane : le cercle formé par le poète, par les symbolistes et par les destinataires du poème. Quant au *Coup de dés*, il l'interprète comme une manière de prendre en compte le déclin du livre de poésie et l'emprise exercée par la presse : en détournant l'esthétique particulière, mosaïquée, de la page de journal, le poète réalise « une tentative sans équivalent d'esthétisation et de sémiotisation de tous les vecteurs d'une œuvre littéraire » (p. 244).

Dans son « Épilogue rétrospectif », P. Durand se réclame d'une « sociologie de la littérature avec les écrivains », qui dans « le cas sans doute unique » de Mallarmé a pris la forme d'une « sociologie de l'*illusio* litté-

raire construite à travers l'expérience d'un poète. Expérience sans équivalent » (p. 280). Ce rapport à l'objet a sans doute contribué à faire saluer ce livre avec un enthousiasme sans réserve, car, comme le dit un commentateur, loin de soumettre « la figure unique de Stéphane Mallarmé [...] à des catégories étrangères à son œuvre », il tire de l'œuvre elle-même « les instruments sociologiques pour la décrypter »¹. Mais quelques lecteurs ont vu le danger de « renforcer les mythes littéraires » et « l'idéologie de la singularité irréductible sur laquelle ils reposaient » qu'implique l'analyse lorsque, comme ici, elle réserve toute son attention aux textes d'un auteur².

Le fait est qu'« on ne peut comprendre une trajectoire [...] qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré [...] à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles³ ». Faute d'effectuer méthodiquement ce travail, on risque de ne pas apercevoir tout ce que l'évolution d'un créateur doit à la confrontation structurelle avec ses concurrents les plus proches. Joseph Jurt a montré, par exemple, que l'alliance de Verlaine avec Mallarmé contre le Parnasse se transforme vite dans une relation d'antagonisme, poussant les deux écrivains et leurs épigones respectifs à se démarquer les uns des autres en accentuant dans toutes leurs pratiques les traits qui les opposent⁴. De même, le succès du vers libre ne frapperait sans doute pas Mallarmé de manière si dramatique s'il ne représentait un défi incontournable pour qui, comme lui, tout en se voulant à l'avant-garde, demeure fidèle au vers strict. Dans la logique du champ, *Un coup de dés* est pour Mallarmé une manière de réaffirmer son image de chef de file, dépassant en radicalité tous ses émules. Et le recours à des ressorts visuels ne prend tout son sens qu'en le mettant en relation avec les recherches typographiques et spatiales que mènent, à la fin du siècle, d'autres écrivains, par une révolution du regard qui tient aux suggestions de la presse mais aussi à l'esthétique de l'affiche et de la photographie.

Le travail systématique et rétrospectif qui est nécessaire au sociologue pour appréhender

la structure et le fonctionnement de l'espace social concerné diffère dans ses fins et dans ses moyens de la perception inévitablement partielle du sujet. Si on veut expliquer la vision de Mallarmé et apercevoir ses limites, il ne suffit pas de « prendre » le point de vue du poète, il faut le situer dans le jeu où il était le plus directement et profondément impliqué : le champ littéraire. On peut alors faire émerger les déterminations les plus importantes et les plus difficiles à reconnaître de la part d'un agent : les intérêts symboliques spécifiques qui tiennent à sa position dans son champ de production. P. Durand aurait ainsi pu éviter de ne voir qu'une preuve de lucidité dans la distance que Mallarmé affichait à l'égard des écrits qu'il publiait, à travers l'attitude ironique, voire parodique, qu'il introduisait dans ses vers et l'opposition qu'il tendait à établir entre ces textes et le Grand Œuvre poursuivi en secret. Il aurait reconnu dans cette posture une stratégie spontanée – et sans doute inconsciente – de faire-valoir, le dédain affiché pour les « bribes » admirables en circulation alimentant le mythe du Livre mystérieux et du désintéressement héroïque de celui qui s'y consacrait « en vue de plus tard ou de jamais » (cité p. 134-135).

Ces remarques ne sauraient amoindrir les mérites de la somme extraordinairement riche et subtile que l'auteur a réalisée. Elles sont plutôt une invitation à compléter ce travail en nous donnant une histoire du champ poétique de cette époque. Personne mieux que lui ne saurait s'acquitter de cette tâche aussi difficile que fondamentale pour l'histoire sociale de la littérature.

ANNA BOSCHETTI

1 - Ariel SUHAMY, « Mallarmé sociologue de la République des lettres », *La vie des idées*, http://www.laviedesidees.fr/Mallarme-sociologue-de-la.html?decoupe_recherche=mallarmé, 2008, consulté le 16 déc. 2009.

2 - Anthony GLINOER et François PROVENZANO, « Du rifici chez Mallarmé », *CONTEXTES*, <http://contextes.revues.org/index4332.html>, 2009, consulté le 16 déc. 2009.

3 - Pierre BOURDIEU, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Éd. du Seuil, 1994, p. 89.

4 - Joseph JURT, « Synchronie littéraire et rapports de forces. Le champ poétique des années 80 », *Œuvres et Critiques*, XII-2, 1987, p. 19-33.

Stéphan Soulié

Les philosophes en République. L'aventure intellectuelle de la Revue de métaphysique et de morale et de la Société française de Philosophie, 1891-1914

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, VII-328 p.

Comment faire l'histoire de la philosophie ? Cette entreprise concerne-t-elle les non-philosophes ? Longtemps, ces questions ne se sont pas vraiment posées dans la mesure où la philosophie détenait un véritable monopole de l'histoire disciplinaire. Les téméraires, historiens d'abord, sociologues ensuite, qui se risquaient à faire subir à la philosophie l'épreuve d'une banalisation en la traitant comme un objet culturel parmi d'autres devaient affronter la condescendance des philosophes. Il faut reconnaître que les tentatives d'histoire non philosophique de la philosophie n'étaient pas toujours satisfaisantes ; on pouvait y lire assez clairement la volonté de réduire la philosophie à autre chose qu'elle-même, à en faire, comme les historiens marxistes de la philosophie s'en contentèrent trop longtemps, l'expression de l'idéologie bourgeoise en ses états successifs. L'histoire interne de la philosophie a elle-même connu un certain nombre de remaniements au cours des trente dernières années : les recherches de J. G. A. Pocock et surtout de Quentin Skinner dans le monde anglophone, mais aussi, à un moindre degré, les travaux de philosophes français de sensibilités diverses, de Vincent Descombes à Frédéric Worms, ont contribué à faire de la philosophie un objet historique possible, et non plus seulement la répétition de commentaires sur un ensemble de systèmes clos ou de successions de doctrines. L'historiographie de la III^e République, où les philosophes eurent un rôle non négligeable, ne pouvait manquer de les inclure en tant que producteurs culturels agissant dans un environnement particulier et dotés de ressources spécifiques.

C'est le mérite de Stéphan Soulié que d'avoir, en une thèse remarquée et aujourd'hui

heureusement publiée, fait l'analyse ce qu'il appelle pertinemment une véritable « aventure intellectuelle », l'association d'une génération de philosophes autour d'une revue, la *Revue de métaphysique et de morale* et d'une association professionnelle, la Société française de philosophie. S'appuyant sur un traitement original de l'archive et sur une belle connaissance de la sensibilité philosophique de l'époque, l'auteur présente un travail de nature à satisfaire aussi bien les philosophes que les historiens et les sociologues. L'ouvrage s'inscrit, comme le remarque Christophe Prochasson dans une judicieuse préface, dans un ensemble de recherches originales qui ont puissamment renouvelé notre vision de la III^e République, mais aussi notre perception de l'intérêt du débat philosophique au tournant du siècle dernier, souvent abusée par le mépris que lui vouèrent les représentants des générations suivantes, qui fustigèrent son provincialisme et son spiritualisme bourgeois. On ne peut pas en effet négliger les philosophes, qui jouèrent pour une bonne part un rôle actif dans l'affaire Dreyfus, si l'on veut rendre compte des formes de l'engagement civique et rationaliste, et plus généralement de l'émergence de l'intellectuel comme figure dans l'espace politique.

Comme on le sait désormais, la philosophie des années 1900 ne se réduit pas à la mise au goût du jour de formes idéologiques antérieures, à l'invention de nouvelles formes d'activités et de styles d'intervention, et à la constitution, ou au réarrangement, de dispositifs disciplinaires dans le contexte de la rénovation de l'Université. La philosophie républicaine n'est pas la seule à pouvoir prétendre définir les fins de l'enseignement ; d'autres disciplines, particulièrement l'histoire, entendent jouer un rôle normatif. De plus, l'émergence des sciences sociales, qui ne prend pas la forme d'un mouvement très puissant comme on le croit trop facilement, conduit la philosophie à adopter une attitude réflexive sur ses modes de juridiction et sur sa relation aux savoirs empiriques qui se développent à ses marges ou jusqu'en son sein. Le monde intellectuel que la République inaugure, au moins à titre d'idée régulatrice, est fondé simultanément sur la garantie de la liberté du professeur et de la possibilité qu'il

a de se mouvoir à son gré dans l'espace du programme ; cette nouvelle situation est pleine de promesses, mais elle appelle aussi de nouvelles formes de régulation. L'entreprise des fondateurs de la *Revue* et de la Société s'inscrit dans ce paysage en recomposition.

Le travail méticuleux de S. Soulié analyse une série d'innovations intellectuelles, qui portent aussi bien sur une stratégie éditoriale que sur la définition de formes inédites de sociabilité intellectuelle. La *Revue*, créée en 1893 et toujours vivante, est le résultat d'une mobilisation collective qui n'est pas sans exemple, mais qui constitue une première dans le monde philosophique ; les entreprises antérieures étaient plus liées à des initiatives individuelles ou sectaires. Pourquoi parler d'innovation ? Le promoteur de la revue, Xavier Léon, philosophe issu d'une famille aisée qui n'aura pas besoin de faire carrière dans l'institution, réunit autour de lui des jeunes gens de sa génération, bourgeois parisiens comme lui et qui ont été transformés par un professeur à la fois discret et charismatique, Alphonse Darlu. L'homme, dont la classe est l'œuvre la plus importante (il inspirera le M. Beulier de *Jean Santeuil*, le roman inachevé de Marcel Proust), est le tenant d'un rationalisme républicain qui met la philosophie au centre de l'engagement intellectuel. Plusieurs de ces jeunes gens sont issus de familles juives assimilées, particulièrement attachés à la stabilisation de la République et soucieux des difficultés que celle-ci peut encore rencontrer en chemin. On appelait X. Léon le « philosophe sociable » et le mécénat qu'il a exercé sur la *Revue* a permis le développement d'une sociabilité intellectuelle inédite, qui associait en un alliage productif des éléments empruntés à la vie de salon et d'autres plus proches des exigences cognitives liées au développement de la nouvelle Sorbonne.

Un des grands mérites de ce livre est de montrer, preuves à l'appui, que la vigueur intellectuelle de la philosophie française au tournant du siècle dernier est la conséquence conjointe de l'accroissement des formes de sociabilité professorale, souvent confinées, comme en témoigne la constitution de la première équipe de *L'Année sociologique* d'Émile Durkheim, à des relations épistolaires et à une

exigence accrue, importée de l'Université allemande, d'évaluation des textes et des problématiques. La *Revue* offre aux jeunes professeurs solitaires l'occasion de vivre et de penser ensemble. La Société française de philosophie offre dès 1901 des occasions accrues de sociabilité. Ce monde philosophique s'autonomise comme réalité sociale en se donnant ses propres règles et en affichant de manière très combative la nécessité de faire valoir une compétence professionnelle spécifique dans un monde intellectuel que l'exigence républicaine de liberté a puissamment dérégulé. Parmi ces instruments de régulation, le fameux *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* dont la coordination est confiée à André Lalande illustre la volonté de créer un espace de communication inédit où l'accord peut naître de l'utilisation rigoureuse des termes employés.

Le monde philosophique français n'est pas pour autant clos sur lui-même : les promoteurs de la *Revue* comptent parmi les protagonistes du premier Congrès de philosophie que la ville de Paris accueille en 1900. L'entreprise apparaît explicitement dès le manifeste inaugural comme un outil de défense de l'institution philosophique, y compris contre la menace que peut faire peser le développement de sciences sociales autonomes. Mais le sectarisme disciplinaire n'est jamais au rendez-vous. Comme d'autres l'ont signalé avant lui, S. Soulié confirme l'ouverture intellectuelle dessinée par la *Revue* et la Société. La diversité conceptuelle qu'autorise le fonctionnement de la revue ne constitue en rien une réplique de l'éclectisme spiritualiste ; c'est bien d'un nouveau monde qu'il s'agit, dans lequel la diplomatie conceptuelle joue un rôle de premier plan, comme le montre l'auteur avec brio lorsqu'il s'attaque au délicat problème de l'intégration de l'intuition bergsonienne dans un espace rationaliste. C'est en effet une déclinaison originale du rationalisme français que développent les promoteurs de la *Revue*.

S. Soulié fait l'histoire passionnante d'un moment de la discipline qui a été souvent sous-estimé par la postérité, particulièrement à partir de la fin des années 1960. Il y a en effet quelque chose comme une réhabilitation dans le travail exemplaire du jeune historien : sans qu'il s'agisse jamais d'une volonté expli-

cite, la reconstruction historique d'une sociabilité exigeante met en question les jugements sévères et souvent injustes que des lecteurs pressés ont émis, à la suite des invectives du Paul Nizan des *Chiens de garde*, contre des penseurs réduits au statut de laquais de l'idéologie bourgeoise. C'est bien autre chose que cette aventure intellectuelle révèle ; le souci de vivre conceptuellement ensemble dans un monde que le culte de la performance intellectuelle solitaire menace de conduire à l'état de guerre de tous contre tous.

JEAN-LOUIS FABIANI

Yaël Dagan

La Nouvelle revue française *entre guerre et paix, 1914-1925*
Paris, Tallandier, 2008, 425 p.

Les dernières décennies du XIX^e siècle voient la réussite de plusieurs éditeurs parvenus à la tête d'entreprises prospères et modernes. Le fonctionnement industriel qu'ils inventent ou affinent à destination d'un large public est rejeté par une frange d'écrivains au nom d'une ambition esthétique dont la mesure est le jugement par les pairs. Ces avant-gardes, et parmi elles, *La Nouvelle revue française (NRF)* à partir de 1909, mais aussi *La Revue blanche* ou le *Mercur de France* auparavant, se lanceront dans la création de maison d'édition dessinée pour publier leurs œuvres. Certains réussirent, à l'instar d'André Gide et de ses proches, à s'imposer au sein d'un champ littéraire qui se polarise alors. L'histoire de la *NRF*, dont le comptoir d'édition (1911) puis la Librairie (1919) permettent à un jeune rentier nommé Gaston Gallimard de se découvrir un métier, est relativement bien connue. Après les trois volumes d'Auguste Anglès consacrés à Gide et au premier groupe de la revue, des travaux ont exploré le rôle de ce lieu intellectuel devenu central en France (Martyn Cornick, Laurence Brisset, Pierre Assouline ou Gisèle Sapiro). Une riche activité de valorisation des archives de la maison Gallimard et de ses acteurs principaux, écrivains ou éditeurs (souvent par le biais d'associations dont il faut saluer le travail), a alimenté la publication de nombreuses correspondances

ou journaux, et de travaux sur ou autour de la *NRF*.

À l'heure où l'on célèbre le centenaire de la naissance de cette revue, la thèse de Yaël Dagan devenue un livre entend combler l'absence d'un travail de synthèse sur ce périodique de 1914 à 1925, entre ses premières années et une deuxième phase sous la direction de l'emblématique Jean Paulhan. Le fait que la revue ne paraît pas durant le conflit – ce n'est donc pas le périodique mais le petit milieu qui le porte qui est au cœur de cet essai – situe le propos qui s'inscrit dans l'élan historiographique souhaitant renouveler l'approche de la Première Guerre mondiale. Ce livre participe encore des attendus d'une histoire intellectuelle dont les manifestes et les revues ont longtemps été un terrain privilégié, à la faveur d'une approche en termes de réseaux et de sociabilités complexifiant l'approche biographique. La volonté de l'auteur d'intégrer la Première Guerre mondiale dans l'histoire des intellectuels est un fil directeur avec l'idée d'interroger « le lien entre *intellectuels* et *sentiment national* ». Tout ceci s'insère donc dans une réflexion plus large sur les démobilisations culturelles initiées par l'historien John Horne : les cultures de guerre possèdent leurs prolongements par-delà le conflit. Cette approche refuse toute articulation simple du conflit à la période de paix qui suit car, pour Y. Dagan, « s'agissant des valeurs et de l'imaginaire, toute chronologie linéaire qui mène de la guerre à la paix, toute certitude même, de l'inévitabilité de ce passage, est forcément brouillée ». Quelques considérations, en termes psychologiques ou psychanalytiques, singularisent ce livre et la prudence de l'auteur de ce point de vue est de mise.

De facture classique, très soucieux des discours des acteurs et de la rhétorique des débats intellectuels reconstitués à partir de sources nombreuses, d'archives ou d'imprimés, ce livre déroule de manière détaillée les interrogations des différents protagonistes de cette *NRF* entre guerre et paix. De ce point de vue, l'apport de cette monographie possède sa cohérence. L'examen de questions parfois connues par ailleurs – comme le nationalisme de la revue, qui était « française » dès son intitulé, sa relation avec le maurrassisme et avec le couple romantisme/classicisme, les interrogations du

jeune prisonnier Jacques Rivière avec son essai *L'Allemand* (1918), longuement considérées, ou encore les tensions autour de la reprise en 1918 – gagne à cette mise en perspective. Cette approche singulière, par le biais de la guerre, de ses effets et de son appréhension par les écrivains de la revue, dessine des périodes à l'issue du conflit : du nationalisme des années de combat sort une euphorie née de la victoire. Désenchantements et doutes caractérisent les années 1920-1922 : les constats sur la place de la littérature et de la revue à cette époque en sont tous teintés pour une *NRF* prise entre Charles Maurras et Romain Rolland. Ensuite, accompagnant une révision de la place de l'ennemi d'outre-Rhin, l'Europe et la paix, entre nationalisme et internationalisme, sont les nouveaux étendards qui émergent des pages du périodique.

C'est donc bien le rôle des intellectuels et leur capacité à peser sur les débats, sur le cours des faits sociaux, qui est interrogé. Sans doute la difficulté a été, dans l'analyse des sommaires et des contenus de la *NRF*, de veiller à ne pas trop homogénéiser les positions d'une revue diverse et toujours attentive à ses concurrents plus ou moins éloignés, à l'image de l'intérêt de Rivière pour le dadaïsme du début des années 1920. L'approche monographique, même si elle identifie les différentes parties prenantes des débats, manque parfois la nature des médiations propres aux circulations du « littéraire » vers le « politique » et affaiblit les contraintes spécifiques liées aux positions dans un espace intellectuel dont la structuration engage la nature des événements, aussi importants soient-ils. Parmi d'autres, les enjeux liés à la recomposition du catholicisme à son pôle intellectuel éclairent certains penchants ou hésitations « spiritualistes » de Gide et des siens. Les moments de crise – et le dialogue entre les différentes sciences sociales a été riche ces dernières années à ce sujet – n'échappent pas à ces logiques et aux temps longs de l'analyse. La lacune d'une recherche sur la *NRF* au prisme de la première guerre – qui n'est pas liée au fait qu'il ne s'agit pas pour ses protagonistes d'une « période glorieuse » : d'autres ne le sont pas plus et ont attiré des chercheurs – est maintenant comblée à partir d'une analyse méticuleuse et bien documentée. Comme

le montre le matériel mis en œuvre par Y. Dagan pour mener son analyse au plus près des discours, la *NRF* est bien un lieu exemplaire pour considérer les inflexions du politique face aux règles propres d'un champ littéraire dont l'autonomie, jamais acquise, participe de la dynamique des luttes, comme en témoigne l'acceptation, quasiment totale, du patriotisme de 1914 à 1918. Mais l'histoire de la *NRF* donne aussi à voir, si l'on considère la plasticité des mondes intellectuels historiquement construits – une réalité qui est assurément un objet de réflexion pour d'autres moments contemporains –, qu'il ne faut pas négliger la permanence des clivages.

HERVÉ SERRY

Petru Negură

Ni héros, ni traîtres. Les écrivains moldaves face au pouvoir soviétique sous Staline
Paris, L'Harmattan, 2009, 417 p.

L'objectif de Petru Negură dans cet ouvrage est d'analyser comment opère l'institution littéraire face à un pouvoir totalitaire, en l'occurrence le pouvoir soviétique en Moldavie. Le cadre géographique importe beaucoup dans cette étude car la Moldavie constitue un espace politique et humain complexe et original, en perpétuelle recherche d'une impossible identité. Un rappel historique est donc ici nécessaire. L'ancienne principauté médiévale appelée « Moldavie » fut partagée entre les empires tsariste et ottoman lors du traité de Bucarest de 1812. La partie orientale, la Bessarabie, devint une province russe et la partie occidentale s'émancipa progressivement de l'emprise ottomane pour former en 1859 avec la Valachie le nouvel État roumain. À la suite de la révolution bolchévique, la Bessarabie proclama son indépendance puis, en 1918, son rattachement à la Roumanie. Afin de maintenir ses prétentions à récupérer la Bessarabie, le nouveau gouvernement soviétique décida peu après, en 1924, de créer la République autonome socialiste soviétique moldave (RASSM) sur le territoire de la Transnistrie (à l'est du Dniestr). En 1940, l'URSS annexa la Bessarabie et créa

la République socialiste soviétique moldave (RSSM), rétablie en 1945.

La période de la Bessarabie roumaine (1918-1940) a contribué à forger l'identité des populations moldaves qui, face aux fonctionnaires roumains perçus comme « étrangers », prennent conscience de leur singularité régionale. Quant à la RASSM, les bolchéviques justifient sa création par l'existence supposée d'un groupe ethnique particulier : les Moldaves. L'idée de l'existence d'un « peuple moldave », proche mais différent de celui de Roumanie, constitue le credo des dirigeants de la République. Pour l'édification d'une Moldavie soviétique, la langue est une question cruciale. À partir de 1926, une tentative est faite pour inventer une langue moldave qui doit être différente du roumain et au plus près de la « langue vivante des masses moldaves ». Mais en rejetant le vocabulaire roumain, les linguistes en arrivent à créer une langue peu compréhensible, même pour les présumés « moldavophones ». Aussi dès 1932, sous l'influence de Moscou, la langue roumaine est en pratique officialisée et les moldavisants condamnés pour dérive nationaliste dans le contexte des grandes purges de 1937. Un nouveau retournement s'opère en 1938 avec une russification (usage de l'alphabet cyrillique, emprunt de mots russes) et une plébéianisation (simplification du vocabulaire et de la grammaire) de la langue littéraire pour la rendre accessible à tous, en particulier aux nouveaux maîtres du pays.

« La nation dite moldave ressort [de ces réformes linguistiques] tel un conglomerat d'éléments hétérogènes qui tendent à donner naissance à leur propre réalité », écrit P. Negură (p. 64). Mais cette réalité est souvent différente des projets d'ingénierie sociale soviétique. La situation se complique encore après 1945 car la langue russe est privilégiée (en 1949 les roumanophones ne sont plus que 18,5 % des effectifs de l'Université d'État), ce qui entraîne une russification des élites, les ruraux étant presque tous roumanophones. Dans le milieu des écrivains, les écrivains d'origine bessarabienne s'opposent à ceux venant de Transnistrie. C'est d'abord un conflit entre deux légitimités, celle produite par la guerre (souvent passée à Moscou dans les organes de

la propagande) pour les Transnistriens, contre celle de la compétence littéraire pour les Bessarabiens. Il est remarquable d'observer, avec l'auteur, que dans les œuvres littéraires des écrivains transnistriens entre 1943 et 1945, la figure de l'ennemi est presque toujours un officier ou un gendarme roumain, presque jamais un Allemand. C'est ensuite une opposition linguistique. Les Transnistriens méprisent la langue de salon parlée par les Bessarabiens, trop marquée par les emprunts au roumain littéraire, et ces derniers rejettent la langue « moldave » trop simple et encombrée de mots d'origine slave. Jusqu'à la fin des années 1950, ce débat arbitré par Moscou est au centre du rapport de forces entre les deux factions de la nouvelle Union des écrivains moldaves (UEM).

La campagne jdanovienne démarrée en 1946 pousse à son paroxysme le clivage entre Transnistriens et Bessarabiens dans une ambiance très lourde. « Le jdanovisme anéantit à bien des égards la vie sociale des écrivains et lui substitue une simulacre de collectivité en proie aux soupçons réciproques », écrit P. Negură (p. 254). Les purges sont en fait rares, mais beaucoup s'attendent à en subir même si la plupart des écrivains moldaves des années 1940 sont en fait tous des adhérents dévoués au régime soviétique. Certains accumulent assez de capital littéraire et idéologique pour rester dans les cercles du pouvoir et mener une carrière politique sous Staline. C'est le cas d'Andrei Lupan et surtout d'Emilian Bucov (élu en 1946 député au Soviet suprême de l'URSS), deux écrivains dont la légitimité s'inscrit dans un parcours politique exemplaire car ils étaient tous deux membres du Parti communiste roumain dans les années 1930. Les autres écrivains bessarabiens de cette génération sont par contre complètement exclus de la politique et ils restent des marginaux en littérature. Les vrais victimes du jdanovisme sont en fait moins les roumanophones en général, car la Roumanie est devenue un satellite de Moscou, que les écrivains juifs (sur les vingt membres de l'UEM en 1949, neuf sont d'origine juive) qui incarnent la figure de l'étranger et de l'antisoviétisme. Autre conséquence du jdanovisme : la diminution de la production littéraire, les auteurs craignant de ne pas être assez conformes à la très stricte idéologie soviétique.

Une nouvelle génération d'écrivains apparaît au cours des années 1950, formés dans une université de type soviétique, marquée par l'hégémonie du réalisme socialiste. Le plus souvent russophones, ils donnent une coloration de plus en plus russe à la création littéraire moldave. Cette évolution contribue à la fin des années 1950 à un dépassement de la rivalité entre Bessarabiens et Transnistriens (déconsidérés sur le plan littéraire et politique), appelés à collaborer par les émissaires moscovites. Le but est d'encourager l'identité moldave pour contrer tout sentiment d'appartenance roumaine d'une partie considérable de la population bessarabienne, sans pour autant favoriser le sentiment national, perçu comme anti-soviétique. Les écrivains sont ainsi pris entre deux feux, l'écriture sous contrainte ne favorisant pas l'éclosion d'une littérature originale.

Le livre de P. Negură est une belle réussite. Il nous fait comprendre ce milieu compliqué qu'est celui des écrivains moldaves, tiraillés entre plusieurs langues et plusieurs cultures au gré d'enjeux internationaux qui les dépassent. P. Negură montre aussi avec beaucoup de subtilité que l'opposition entre les écrivains et le pouvoir stalinien est loin d'être un affrontement brutal mais qu'elle est faite d'une multiplicité de conflits de moindre envergure (entre générations, origines géographiques ou convictions idéologiques) dont la résultante n'est pas toujours prévisible, ce qui explique la grande marge de manœuvre dont dispose Moscou pour intervenir dans les affaires littéraires moldaves.

JEAN-YVES GRENIER

Gisèle Sapiro (dir.)

Translatio. *Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*
Paris, CNRS Éditions, 2008, 427 p.

Voici un livre qui compte. Il est remarquable d'abord par l'ampleur des perspectives qu'il ouvre. Il prend la traduction comme un lieu d'observation décisif des relations culturelles internationales contemporaines, et donc de ce qu'on nomme communément la mondialisation. *Translatio* se donne pour objectif, à partir de l'étude des traductions en France, de leur

géopolitique, de leur économie, de leur variété générique, de la sociologie de leurs acteurs, et à partir de quelques essais d'inversion de la perspective (la traduction des œuvres en français dans un certain nombre de pays ou d'aires culturelles témoins comme les Pays-Bas, Israël, la Finlande, le monde arabophone), de nourrir le débat sur la contribution de la mondialisation aux échanges culturels internationaux. Ce débat oppose, à gros traits, les *cultural studies*, et notamment leur versant postcolonial, pour lesquelles la mondialisation suscite un mouvement général d'hybridation des pratiques, des consommations et des productions culturelles à l'échelle de la planète, annonciateur d'un avenir supranational pour le monde, et les analyses post-marxistes fondées sur les « systèmes-mondes », pour lesquelles les circulations culturelles sont l'une des formes les plus efficaces de l'impérialisme à l'œuvre dans le processus de globalisation du capital et par le capital.

C'est pourquoi, s'attaquant à une vaste question, ce livre *compte*, en un autre sens : à égale distance des analyses textuelles des études postcoloniales et des présentations macroscopiques des économies-mondes, *Translatio* choisit de faire émerger la configuration de l'espace international de la littérature à partir de l'étude quantitative et sociologique de la traduction en France, et de la mise en perspective de ce système national spécifique dans le marché mondial de la traduction. Une telle thèse ne pouvait résulter que d'une recherche collective menée de 2003 à 2007 par une équipe de sociologues de la littérature et des sciences humaines, et parmi lesquels, aux côtés de Gisèle Sapiro, Anaïs Bokobza, Johan Heilbron et Ioan Popa notamment. Cet énorme travail quantitatif, mené avec toutes les précautions nécessaires à partir de sources variées, complémentaires et très riches – l'*Index translationum* de l'UNESCO, la base *Electre*, les bibliographies nationales, les données du Syndicat national de l'édition, pour les contrats d'édition –, est unique en France. Il est complété par une série de restitutions d'entretiens menés, tout au long de l'enquête, auprès de professionnels de l'édition, du livre, de traducteurs, d'auteurs et de diplomates culturels.

Ce livre utilise, en recourant à de telles sources, trois types de focales : une focale mon-

diale, principalement fondée sur l'*Index translationum*, qui permet de comparer les flux de traductions entre langues, avec quelque précision depuis 1979, et donc de replacer le français – la langue –, et à travers lui le marché national français, dans le paysage mondial de la traduction ; une focale nationale, qui étudie la place et la position des différentes langues et littératures étrangères sur le marché français, en littérature et dans les sciences humaines, et qui peut descendre jusqu'à l'étude de la trajectoire d'une littérature particulière – la littérature italienne par exemple –, d'un genre spécifique – le polar –, ou de la constellation de positions dessinée par les maisons d'édition importatrices de littérature étrangère ; une focale bi-nationale, qui vise à restituer les logiques d'échanges entre la France et un autre marché national de la littérature et des sciences humaines pour repérer cette fois autant les logiques d'extraduction que les logiques d'intraduction.

Enfin, le modèle d'interprétation des logiques à l'œuvre dans la mondialisation culturelle qui est déployé ici est, sans surprise, celui de la sociologie des champs, notamment telle qu'elle a été appliquée aux circulations culturelles internationales au cours des années 2000 dans le cadre du réseau « Pour un espace des sciences sociales européen » (ESSE).

Au terme de l'analyse, cette enquête retrouve certaines des conclusions et des formulations de la théorie des économies-mondes, mais en en critiquant l'économisme réducteur et la tendance fonctionnaliste, au profit des formes d'autonomie relative qui caractérisent les biens symboliques et de la logique propre des acteurs engagés dans les processus d'exportation et d'importation, des traducteurs aux éditeurs en passant par les directeurs de collections, les diplomates et les critiques. À ce titre, il s'agit bien d'un essai de « sociologie empirique de la mondialisation dans le domaine de la culture à travers une analyse concrète des enjeux, des instances, des agents et des types de produits qui circulent » (p. 16).

L'ouvrage propose donc un nombre considérable de comptages, de descriptions, d'interprétations et de conclusions – répartis notamment en 91 précieux tableaux et graphiques commentés – qui représentent un acquis remarquable pour la sociologie des biens culturels.

Il établit très clairement que, vues à travers le cas de la traduction, les circulations culturelles internationales, pour être prises dans des rapports de marché et des mécanismes économiques, ne ressortissent pas exclusivement à ces logiques, mais dépendent aussi de logiques politiques, d'accumulation symbolique, de l'histoire propre aux champs de production symboliques, et d'une manière générale de la médiation du monde du livre, dont les structures peuvent précisément émaner d'une forme d'économie inversée, dans laquelle nombre d'acteurs ont un intérêt certain au désintéressement. Les logiques propres aux configurations nationales, aux genres, aux catégories de livres, peuvent contribuer à complexifier un marché international de la traduction structuré toutefois principalement par une géopolitique ternaire : un hypercentre anglophone qui impose sa domination à une semi-périphérie constituée de marchés puissamment structurés sur le plan national mais fondés sur une langue moyenne, avec le cas de la France et de l'Allemagne, ou de langues/littératures en déclin, avec le cas de la Russie, et à des semi-périphéries nouvelles, comme l'Espagne ou la Chine ; et enfin une périphérie, englobant l'ensemble des pays qui importent une part majoritaire de la littérature et n'exportent à peu près rien vers le centre, la semi-périphérie et encore moins les autres périphéries.

La structure du marché français de la traduction, marqué globalement par une multiplication par deux du nombre des traductions et un gain de trois points en proportion, reste dominée par les œuvres issues de l'anglais, pour plus de 50 %, par une croissance forte du nombre de langues représentées, et par la croissance de littératures semi-périphériques, espagnole, italienne, chinoise, japonaise et secondairement allemande. Cette organisation retraduit la structure mondiale, y compris dans son organisation éditoriale. La littérature anglophone est presque la seule littérature étrangère à être représentée dans la littérature la plus commerciale, celle dont les titres sont produits selon des modalités quasi industrielles et qui connaissent un rythme de rotation très rapide. Au contraire, les littératures marginales dans le système mondial sont à peu près absentes dans la littérature de large diffu-

sion, mais surreprésentées dans la littérature à rotation lente et diffusion restreinte. Les éditeurs les plus puissants financièrement sont ceux qui traduisent le plus massivement la littérature anglophone, parce qu'elle est plus chère à l'achat mais aussi créditée *a priori* de valeur sur son segment de marché, alors que les éditeurs débutants, comme ceux qui veulent avant tout fonder leur catalogue sur le crédit symbolique, recourent à des œuvres issues de langues variées. Et même dans des genres codifiés et fortement anglophones au départ, comme le polar. Parmi les maisons d'édition de littérature à diffusion restreinte, les plus solides et les plus installées, investissant sur un nombre limité de langues, tendent à présenter les littératures étrangères dans un cadre dénationalisé, alors que les maisons plus petites tendent à investir dans le marquage identitaire, seule manière de rendre repérables, par l'exotisme ou le regard ethnographique, des auteurs et des langues insituables autrement.

Les acquis de ce travail collectif sont donc considérables, y compris pour les historiens. Ils constituent un très précieux modèle, et aussi un terminus *ad quem*, pour les études à venir sur l'histoire de l'internationalisation et de la mondialisation à partir de sources et de données culturelles, telles qu'ont pu les initier, avec bonheur souvent, mais partiellement, trop rapidement ou trop intuitivement Franco Moretti, Pascale Casanova, Donald Sassoon ou Arjun Appadurai.

Mais c'est aussi en remplaçant l'ouvrage de G. Sapiro dans le temps plus long de l'histoire culturelle des derniers siècles qu'on peut formuler quelques critiques sur certaines de ses conclusions. La première critique porte sur l'idée que la période étudiée, celle qui va de 1980 à 2000, serait celle de la mondialisation. Inutile de rentrer dans le détail : des bibliothèques entières existent sur le sujet. Contentons-nous de dire que ni l'apparition en masse des ouvrages asiatiques sur le marché français, ni même la variété croissante des langues d'origine de la littérature traduite en France ne suffisent pour affirmer une chronologie aussi courte. En termes de processus, l'internationalisation de la littérature et des sciences humaines date au moins du milieu du XVIII^e siècle avec les premiers best-sellers

paneuropéens en langue vernaculaire, pour s'en tenir aux circulations qui impliquaient des opérations de traduction comparables aux nôtres. Et les taux de littérature étrangère dans les différents marchés de premier plan, comme le marché français, allemand ou américain, ne présentent pas une ouverture supérieure à ce qu'on peut savoir de son niveau au début du XIX^e siècle, et même au contraire. Rien n'indique de manière si évidente, pour ce qui touche à la littérature en traduction, que nous soyons au « temps de la mondialisation »

De la même manière, à défaut d'un regard suffisamment historique, le livre restreint-il un peu les interprétations possibles de cette variété croissante des langues traduites. Le cœur du monde littéraire restant l'Amérique du Nord et les pays d'Europe occidentale, l'apparition d'œuvres nombreuses traduites du coréen, du chinois, de langues africaines, de langues est-européennes, des langues du sous-continent indien traduisent-elles une mondialisation en cours, et donc une forme d'unification du monde, ou bien la multiplication réussie, à l'échelle mondiale, de l'unité de base des relations littéraires internationales, le champ littéraire national? Si l'on traduit plus d'œuvres issues du thaï ou du bengali, est-ce un signe que la diversité culturelle s'accroît, ou au contraire que les conditions de production littéraire se ressemblent de plus en plus à travers le monde, qu'existent dorénavant partout des éditeurs de rayonnement international, un droit d'auteur international quasi universel, et surtout des auteurs susceptibles d'écrire une littérature dont le format général est en lui-même prêt à l'emploi dans les grands centres de l'Occident littéraire? Nous sommes peut-être en train de vivre une nouvelle étape de cette mondialisation par la nationalisation, y compris dans le domaine littéraire.

Une réflexion symétriquement inverse pourrait être opposée à l'un des thèmes structurants des interprétations données dans le livre, l'idée que la domination de la littérature anglophone dans le monde est le signe d'une uniformisation appauvrissante, notamment parce qu'elle se fonde sur une littérature standardisée qui lessive les marchés nationaux. L'interprétation de la littérature dite « du Commonwealth », rabattue sur un produit à la

mondialité factice écrit sur un mode hybride pour réussir d'emblée à l'export, avec Salman Rushdie comme exemple, est évidemment cruciale dans ce raisonnement, ce qui le rend fragile. Que Rushdie, V. S. Naipaul, J. M. Coetzee ou Alain Mabanckou aient écrit dans une grande langue centrale est peut-être justement une très bonne chose pour la diversité culturelle. Au moins sont-ils lus. Où aurait-on pu lire, s'il avait été écrit en afrikaans, le monologue intérieur d'une vieille fille dans le Veld sud-africain, ou le récit picaresque sous forme d'épopée des migrants pakistanais du Londonistan, écrit en ourdou? Quitte à pousser le raisonnement jusqu'à la provocation, surtout dans un univers francophone, ne pourrait-on soutenir que c'est la variété des langues et l'extrême balkanisation politique qu'elle impose qui limite la diversité culturelle, en interdisant à toute une partie de la production littéraire de circuler, du fait des protections nationales et des coûts de traduction?

Une autre mise en récit essentielle dans *Translatio* est celle, récurrente, selon laquelle le marché international de la littérature et des sciences humaines serait caractérisé par une domination toujours plus grande des critères de rentabilité à court terme, et donc par la littérature et l'édition les plus commerciales. Peut-être est-ce l'évolution du monde éditorial depuis dix ans. Mais c'est beaucoup plus contestable si l'on s'essaie à une périodisation plus longue. Le prix administré du livre dans certains pays, la généralisation du droit d'auteur international, le poids des États dans la politique culturelle, et notamment leur aide à l'extraduction et même plus récemment à l'intraduction, bien évoqué par ailleurs dans le livre, la capacité des acteurs du monde de la culture et de la littérature à maintenir des hiérarchies au moins partiellement autonomes à travers les prix, les récompenses et les grandes célébrations, sont autant de raisons de penser que la vie littéraire est moins dépendante des marchés, des logiques commerciales et de la littérature industrielle de nos jours qu'elle ne l'était quand la contrefaçon régnait dans toute l'Europe, quand les traductions se faisaient en série à Paris comme à Leipzig ou à Londres, pour le roman français comme pour le roman russe, quand la prépublication en feuilletton

était déterminante pour la carrière d'un livre, et quand l'édition française imposait un format standard à l'ensemble de la production littéraire, celui du 3,50 francs. Il n'est pas évident du tout que nous soyons dans un monde moins nationalisé et balkanisé qu'il y a un siècle et demi; il n'est pas sûr que la littérature que nous connaissons soit plus commerciale, dans son fonctionnement et ses contenus, que celle de 1850.

Le grand récit implicite de *Translatio* et la mise en perspective qu'il propose de la mondialisation culturelle vue de notre temps peuvent donc ne pas emporter complètement l'adhésion; mais l'ouvrage sera quoi qu'il en soit incontournable pour ceux qui voudront tenter d'en faire l'histoire.

BLAISE WILFERT-PORTAL

Philippe Artières et al.

Le dossier Bertrand. Jeux d'histoire

Paris, Manuella éditions, 2008, 132 p.

« Fallait-il le publier ? » Osant une question que nous n'avons pas toujours la lucidité de nous poser, les auteurs du *Dossier Bertrand* ont fait « l'hypothèse que oui » et je ne peux qu'aller dans leur sens tant la lecture de ce petit volume s'avère réjouissante et stimulante à plus d'un titre. C'est en effet un ouvrage ciselé, multiple et assez atypique dans la production historique française qui nous est livré ici.

Le dossier en question est celui que compose un lot d'archives acquis par Philippe Artières sur un marché de livres anciens suivant un protocole préétabli: « acheter un dossier d'archives dont le prix n'excédera pas quinze euros; le dossier ne devra pas avoir appartenu ou être relatif à une figure célèbre et/ou connue de [lui]; le dossier comprendra un minimum de trente pièces et un maximum de cent cinquante qui devront être de natures diverses; seront exclues des pièces uniques telles qu'un journal intime, une correspondance, une autobiographie ou un lot de factures » (p. 26).

Ainsi se trouve mis en lumière un ensemble de pièces liées semble-t-il, de près ou de loin, à un certain Joseph Zulmé Nicolas Daniel

Bertrand et à une banale affaire de diffamation dans laquelle ce dernier fut impliqué au début des années 1930. Ce pourrait être le point de départ d'une enquête historique sur un « homme quelconque ». Ça l'est pour partie et le livre fait état de réflexions méthodologiques fines, de perspectives de recherches originales et de données factuelles qui ne manquent pas d'accrocher cette vie banale à l'histoire de la bourgeoisie, à celle de la famille, de la banque ou des « blessures sociales ». Le centre du propos n'est cependant pas « l'affaire » ou le « procès Bertrand » mais le dossier lui-même et l'attitude des historiens face à cet objet que leur intervention « constitue en source ».

Chacun des cinq historiens réunis a eu, en effet, à rédiger, sans se concerter avec les autres participants, une vingtaine de pages à partir de ce dossier et à choisir six mots-clés caractérisant son propos. La confrontation de ces cinq études se fit sous la forme d'un jeu oulipien, lors d'un huis clos au cours duquel, une fois l'ordre de lecture tiré au sort, chaque « joueur » fut invité à lire sa contribution; les autres participants pouvant l'interrompre et prendre la main quand était prononcé l'un des mots-clés retenus. Le résultat est présenté dans la première partie du livre sous le titre « Collage ». Les textes, au lieu de s'y succéder, s'interpénètrent, s'entrechoquent sous la forme d'un long cadavre exquis, et chaque récit perdant de sa linéarité laisse ainsi mieux apparaître sa trame. La fragmentation souligne la diversité des méthodes employées et des angles d'approche adoptés. La réflexion épistémologique – ce qui était l'un des enjeux avoués de l'expérience – se trouve portée au premier plan. Si tout dossier est un « objet qu'il faut rencontrer, trouver, construire » (p. 21), ce sont les conditions de cette rencontre, de cette découverte et de cette construction que le *Dossier Bertrand* interroge – dans sa seconde partie intitulée « Une expérience de recherche » – à travers, par exemple, l'analyse du statut de la citation, tantôt « preuve et outil pédagogique », tantôt témoignage « d'un rapport d'ordre poétique à l'archive » (p. 116). Une ambivalence que présentent également les photographies de Thomas Reverdy, sixième acteur, muet, de ces « jeux d'histoire ». Aucun discours ne vient justifier ou mettre en pers-

pective la présence de ces seize photographies (seize, comme le nombre de fragments réunis) qui avec une évidence têtue viennent scander le collage : rappel de la réalité matérielle du dossier Bertrand mais aussi de la part de mystère et de séduction que portent en elles ces traces du passé.

Le *Dossier Bertrand* nous parle également d'un autre versant du rapport de l'historien à l'écrit ; un écrit qui n'est plus objet d'analyse mais mode d'expression. Il en parle à sa façon, en mettant « à nu », suivant les termes de l'énoncé des enjeux de l'expérience, « la dimension écrite, textuelle, d'une opération historique que l'on cherche souvent à ne présenter qu'en termes de science » (p. 9). Plusieurs auteurs fameux ont déjà discuté des formalités discursives de l'histoire et le caractère novateur de l'entreprise réside à mon sens avant tout dans le fait que le récit historique y paraît se déprendre des formes littéraires les plus traditionnelles. Dans une veine oulipienne – revendiquée par les auteurs – on pourrait dire que la démonstration est faite de la potentialité créatrice de l'énoncé d'engagement.

Le *Dossier Bertrand* interroge les rapports entre littérature et histoire et la capacité de l'écrit historique à explorer d'autres voies que celles d'une littérature soumise à l'ordre chronologique et à la continuité, à éprouver, comme le fit Claude Simon, les capacités évocatrices du discontinu, de l'hétérogène et du fragmentaire. Il a un point de vue expérimental qui, sans dogmatisme, engage à la réflexion, suggère des pistes et invite à poursuivre le jeu. Car c'est de jeu qu'il s'agit et le pluriel du sous-titre s'explique peut-être par la volonté

des auteurs d'assumer toutes les acceptions du terme : tout à la fois divertissement régi ou non par des règles ; manière dont un acteur remplit son rôle ; mouvement qui tend à produire un effet...

Et c'est bien à un mouvement qu'invitent les auteurs lorsqu'ils écrivent, en conclusion, que « l'expérience ne serait pas complète, toutefois, si le lecteur de ce compte rendu de recherche ne s'en appropriait pas, lui aussi, d'une façon dynamique, les conclusions provisoires, afin d'en poursuivre le jeu, avec tout le sérieux requis » (p. 125).

Le caractère ludique de l'expérience n'est assurément pas la moindre de ses qualités. Dévoilant « les parts de désir et de plaisir qui font le quotidien de la recherche » (p. 9), il parle sans ambages d'un métier dont il pointe les ressorts humains. On peut estimer qu'il propose, ce faisant, d'autres clés de lecture de la manière dont s'écrit l'histoire. J'aime à y voir également, pour ma part, une invitation faite à ne pas opposer sérieux et gaieté, peut-être à ne pas se prendre trop au sérieux.

Il faut, pour finir, dire un mot du livre lui-même, de l'objet qui est aussi acteur ou partie prenante de l'expérience. C'est, en effet, un jeu (encore un) sur la typographie et sur cinq figures de personnages en habits 1920-1930 qui seul permet de distinguer les différents auteurs du collage, tandis qu'une série de vignettes (ciseaux, clochette, sablier, dé à jouer) rappellent le mode de déroulement de la « partie ». Une confection « sur mesure », un vrai travail d'édition, qui vient servir un *Dossier* qui n'a rien de « quelconque ».

PHILIPPE BERNARDI

